



GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 8€

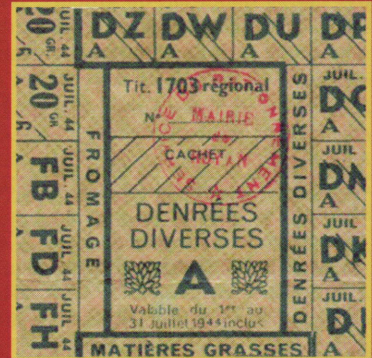
Trimestriel n° 154 – 27^e année – avril-juin 2008



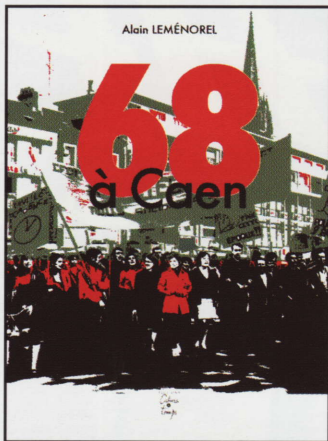
Lubbe, Elser
Comment résister
au nazisme ?



École
L'enseignement
mutuel



Asiles
Pourquoi les fous
sont morts de faim ?

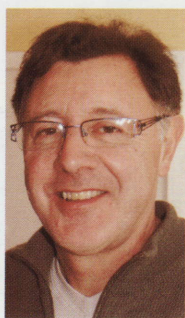


La mémoire de 68

« Il faut liquider l'héritage de mai 68 » avait programmé le candidat-président. Et voilà que paraissent avec ce printemps 2008 de nombreux livres et publications qui viennent rappeler que l'esprit de mai 68 a encore du souffle.

68 à Caen qui sort en cette fin avril fait revivre ce temps de révolte d'une jeunesse étudiante et ouvrière dans une ville de province. Avec la particularité qu'à Caen, le mois de

mai a commencé à la mi-janvier avec les jeunes ouvriers en grève qui font la une de la presse en affrontant les policiers.



Alain Leménorel.

Nous avons rencontré Alain Leménorel, l'auteur de ce livre, chez lui, près de Caen, en pleine correction des épreuves avant envoi chez l'imprimeur.

Il aurait pu faire un livre de souvenirs. En 1968, il était élève de première année à la faculté d'histoire de Caen. Mais Alain Leménorel, devenu professeur d'université, précise : « Ce n'est pas un ouvrage d'ancien combattant. Je n'ai pas été un acteur de premier plan, loin de là ».

Le livre vient plutôt en réaction à une littérature qui fait porter à la génération de 68 la responsabilité des difficultés que connaissent les jeunes aujourd'hui. Et puis, les propos tenus pendant la campagne présidentielle ont convaincu l'historien : « Je ne suis pas un fana de l'héritage mais c'est stupide de parler de liquidation, c'est une manière de nier l'histoire. Je ne pouvais pas laisser passer cela. Considérer qu'il ne reste que du négatif de 68, c'est une lecture très partielle et à usage politique. »

L'intérêt de l'auteur pour cette année 68 à Caen tient au fait qu'elle se trouve balisée par deux événements qui en marquent le début et la fin. Le livre commence en suivant les ouvriers en colère dans les rues de Caen. Le dernier chapitre fait revivre la crise du Théâtre Maison de la culture de Caen qui voit, fin décembre, une municipalité en manque d'opérettes, reprendre en main « son » théâtre tandis que la troupe de Jo Tréhard doit s'installer ailleurs.

« Autant le premier événement est symbolique de problèmes sociaux et économiques, autant le deuxième est révélateur de problèmes culturels, en particulier, la traduction de l'échec de l'expérience Malraux. Ces deux balises-là font l'originalité de la ville en 1968. »

LE TRAVAIL DU MOIS DE MAI

L'autre originalité de l'année 68 à Caen, c'est son mois de mai studieux ! Certes l'université était en grève et le mouvement social pas moins important qu'ailleurs, mais Alain Leménorel a été surpris de trouver dans les archives départementales les comptes rendus des AG de l'époque révélant « un énorme travail de réflexion ». « On ne s'est pas contenté comme à Strasbourg ou à la Sorbonne de décréter l'université autonome, mais ce gros travail a été présenté aux assises nationales de Grenoble et Clermont où il a été considéré comme un des projets les plus mûrs, le plus réfléchi en matière de rénovation des méthodes d'enseignement et des structures de l'université ».

Si cette réflexion a pu être menée, c'est grâce, selon l'historien, à une extrême gauche moins présente qu'à Paris « qui n'a pas réussi à entraîner le mouvement vers des dérapages » et surtout à l'action de l'Association Générale des Étudiants de Caen. « Des commissions ont été créées et ont bien tourné dans les différentes facultés, surtout en lettres. Quand on feuillette tous ces PV, on voit que c'est

du solide ! Il y avait bien pourtant l'ambiance des AG surchauffées, interminables, des prises de parole et des portes qui claquent... »

La révolte de mai piégée, à Caen comme partout, par le lancement de la course électorale, a laissé place à une mise au pas de l'université mais aussi, spécificité caennaise, du Théâtre Maison de la culture.

Alain Leménorel consacre le cinquième et dernier chapitre de son livre à la fermeture de la maison de la culture de Caen. Après des années d'un travail de sape mené par une municipalité d'un autre âge, fin 68 permet à l'État de mettre un terme à cette expérience.

« Deuxième créée après Le Havre et quasiment première fermée », constate l'auteur qui pense que l'État s'inquiétait de voir à côté de l'université, « un autre foyer de bouillonnement culturel et de contestation ». Heureusement, l'aventure culturelle se poursuivra avec la création de la Comédie de Caen et son succès populaire.

LES MESSAGES

L'auteur, spécialisé en histoire contemporaine, ne se contente pas d'exposer les événements et explique pourquoi janvier 68 à Caen n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein. « Ce mouvement n'a pas été orchestré, il est né de réalités de terrain économiques et sociologiques, dues aux modes d'urbanisation et d'industrialisation développés dans les années soixante. »

Il consacre un chapitre à expliquer la soudaineté et l'ampleur du mouvement à travers les messages de mai que les manifestants étudiants et salariés ont voulu faire passer : l'université grand corps malade, le pouvoir qui abuse et l'imagination au pouvoir.

Les cinq chapitres du livre sont illustrés avec plus de 250 photos et documents, notamment la reproduction d'affichettes qui avaient été collées sur les murs de l'université. L'auteur s'est servi de témoignages d'acteurs de cette année-là, qu'il a confrontés à la presse, source privilégiée, mais aussi aux matériaux traditionnels de l'historien : archives, rapports des renseignements généraux, d'inspecteurs du travail, d'entreprises.

Et si 68 revenait... « Le fossé qui existait entre parents et enfants sur deux planètes différentes, deux mondes qui ne se comprenaient pas, est moindre aujourd'hui. » Au risque de « se faire remonter les bretelles » par les jeunes, l'étudiant de 68 parle d'une liberté acquise même si d'autres combats doivent se mener.

Liberté. Et si c'était le mot pour qualifier l'héritage de 68 ? Le mot « liquider » serait alors révélateur du programme politique et idéologique à l'œuvre. Et justifierait un « autre mai ».

CV

68 à Caen. 170 pages. 25 €. Éditions Cahiers du temps – BP 25, 14390 Cabourg. Vendu avec un DVD d'un film sur mai 68 en Normandie et la condition ouvrière à la Saviem, usine près de Caen.

En dernière page, reproduction d'une affiche de mai 68.

Elle a été, avec plus de deux cents autres, vendue aux enchères à Drouot début avril (photo ci-contre). La couverture médiatique de cette vente a attiré de nombreux amateurs qui, pris au jeu des enchères, ont multiplié parfois jusqu'à cinq, voire presque dix, l'estimation de ces affiches tirées en mai-juin 68 dans les locaux de l'école des Beaux-Arts de Paris.



SOMMAIRE N° 154

P. 4 RÉVOLTE À CAEN LE 2 MARS 1812

Ce jour-là, le peuple proteste contre le prix du blé et le manque de travail. La tension monte, la situation dégénère. Quelques jours plus tard, quatre hommes et deux femmes seront jugés et fusillés pour sédition.

> Par Paul DARTIGUENAVE et Pierre COFTIER



P. 8 LE PÉRIL JAUNE À TRAVERS LA CARICATURE DE LA BELLE ÉPOQUE

L'idée que les peuples asiatiques constituent un danger pour les Européens s'est développée à la Belle Époque. Visant la Chine, elle a d'abord servi de prétexte à l'annexion de territoires, avant d'exprimer une véritable crainte de la puissance militaire du Japon.

> Par Bruno DE PERTHUIS

P. 18 L'ÉCOLE MUTUELLE

À partir de 1815 apparaissent en France des écoles d'un nouveau genre, où les élèves sont instruits par d'autres élèves. Pendant une dizaine d'années, ces écoles mutuelles mettent en œuvre une conception différente de l'éducation.

> Par Christiane LE DIOURON



P. 24 MARINUS ET GEORG, COMMENT RÉSISTER AU NAZISME ?

Jusqu'au putsch manqué du 20 juillet 1944, les tentatives les plus abouties contre le régime de Hitler ont été deux actes personnels : l'incendie du Reichstag et l'attentat de la brasserie *Bürgerbraükeller*.

> Par François ROUX

P. 31 POURQUOI LES FOUS SONT MORTS DE FAIM ?

On pensait que l'information portant sur le sort réservé aux malades mentaux par le régime de Vichy avait fait l'objet d'une honteuse censure, avant d'être enfin révélée à l'opinion publique. La recherche historique est venue contredire les représentations qu'on s'en était faites.

> Par Jacques TRÉMINTIN



P. 36 Bonnes feuilles – P. 37 Redécouvrir Marcel Sembat – P. 40 À la page – P. 41 La chronique médiatique de J.J. Ledos – P. 49 Abonnement – P. 50 L'amateur de livres – P. 51 Livres

GAVROCHE

Revue trimestrielle d'histoire populaire, Numéro 154, 2^e trimestre 2008. BP 863 27008 Evreux Cedex.

Tél. : 02 32 39 50 50. Courriel : revue@gavroche.info. Site Internet : <http://www.gavroche.info>

Directrice de la publication : Sophie VIRLOUVET. Collaborations pour ce numéro : J.F. AMARY,

J. CHUZEVILLE, P. COFTIER, P. DARTIGUENAVE, J.L. DEBRÿ, B. DE PERTHUIS, G. DOIZY, J.J. GANDINI,

C. JACQUIER, C. LE DIOURON, J.J. LEDOS, PACO, J.L. PANNÉ, C. PATILLON, G. PELLETIER, F. ROUX,

J. TRÉMINTIN, P.H. ZAIMAN. Commission paritaire : 0712K81974. I.S.S.N. : 02-42-9705 © Gavroche. Tous droits de reproduction réservés.

Distribution en librairie : DIFFUSION POPULAIRE, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 01 40 24 21 31.

Publication, secrétariat de rédaction et mise en page : Scoop Presse – BP 863 – 27008 Evreux cedex. Impression : 27 Offset – 27930 Gravigny.

Révolte à Caen le 2 mars 1812

Ce jour-là, le peuple proteste contre le prix du blé et le manque de travail. La tension monte, la situation dégénère. Quelques jours plus tard, quatre hommes et deux femmes seront jugés et fusillés pour sédition.

Le 15 mars 1812 à une heure du matin, « la commission militaire, séante au château de Caen, 14^e division militaire, a rendu le jugement suivant [...] pour être exécuté dans les vingt-quatre heures [...] portant condamnation à la peine de mort, aux travaux forcés, à la réclusion, et qui place sous la surveillance de la haute police les individus convaincus d'avoir été auteurs, instigateurs ou complices de sédition du 2 mars présent mois ». Parodie de justice, le jugement était dicté d'avance. Aucun délai n'est laissé aux condamnés pour obtenir une grâce ou un sursis.

LE PROCÈS

À 9 h 30 du matin, après lecture du jugement, « en présence de la Garde assemblée sous les armes », les condamnés sont extraits du château par la porte du Bon-Secours. Le peloton d'exécution se met en place, quatre hommes et deux femmes sont fusillés. Deux femmes en fuite échappent à la peine capitale. D'autres condamnations interviennent, mathématiquement calculées. Quatre hommes et quatre femmes à huit ans de travaux forcés, quatre hommes et quatre femmes à cinq ans de réclusion. Parmi les 25 condamnés à cinq ans de « surveillance de la haute police », la moitié a moins de 18 ans et neuf seront désignés pour la marine impériale.

Témoin des événements, Charles Le Sénécal se rend, « un mois après l'exécution, à l'esplanade de la porte de Bon-Secours. Les condamnés avaient été placés très près de la muraille où la trace de balles était très visible, où l'on voyait des taches de sang et de cervelle. Une balle qui avait traversé la tête de la femme Provost était tombée au milieu d'une pierre de taille très

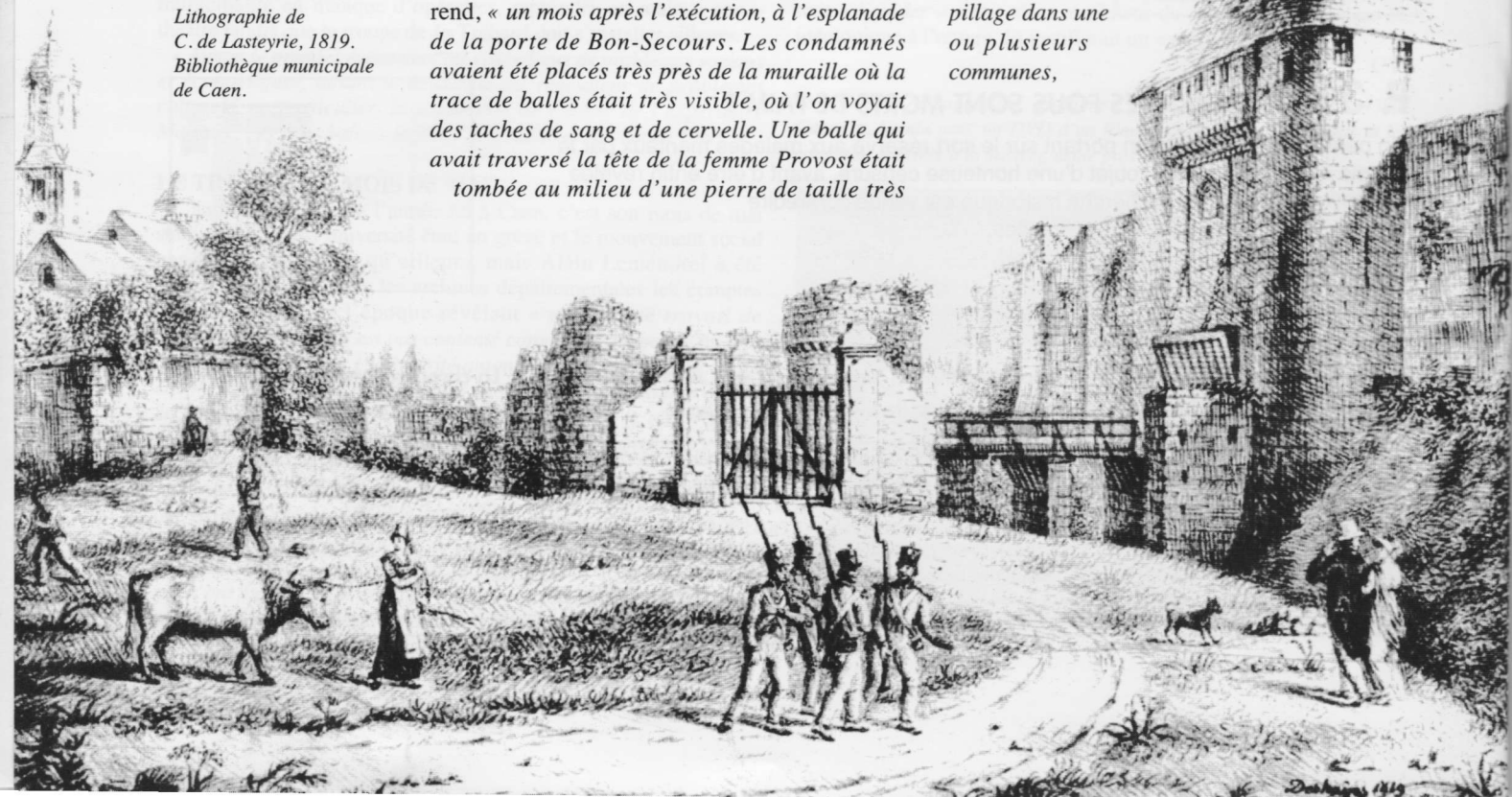
molle, y avait creusé un godet large comme une pièce de six francs, profond de plusieurs lignes et était retombée. J'ai cherché cette balle sans la trouver, au milieu du fouillis d'herbes et d'orties dont le terrain était couvert. Tout portait la trace du mépris avec lequel des existences humaines avaient été annihilées¹. »

Ce sont des gens du petit peuple, des gagne-petit, qui font partie de la charrette des 60 accusés. Les métiers du textile en fournissent à eux seuls la moitié : treize dentellières, dix basestamiers (fabricants de bas), trois fileuses, un tisserand, un blanchisseur, une filassière, un marchand de bas. Les petits métiers de la cité caennaise constituent le complément : des journaliers, vidangeurs, cordonniers, porteurs, brouettiers ; un équarisseur, un couvreur, un maçon, un éperonnier, un tourneur, un barbier, un boucher ; des marchands de tuiles, de peaux de lapins, de fruits. Un maître d'école et une rentière se distinguent du groupe, sans que l'on connaisse le montant de leurs ressources.

L'article 91 du code des délits et des peines prévoit que « l'attentat ou le complot dont le but sera, soit d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres, soit à porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes,

1. Manuscrit de Charles Le Sénécal conservé au fonds normand de la Bibliothèque municipale de Caen.

La Porte de Secours du château de Caen. Lithographie de C. de Lasteyrie, 1819. Bibliothèque municipale de Caen.



seront punis de la peine de mort ». Sur la base de cet article qui ne correspond aucunement aux actes commis à Caen le 2 mars 1812, sans l'ombre d'un massacre, huit personnes sont condamnées à mort. Aucun des faits reprochés ne correspondait aux crimes punis de mort ; il n'y avait eu, le 2 mars, ni armes, ni morts, ni blessés et le calme fut rétabli le soir même. Le but évident de ce jugement est d'instaurer une terreur.

Les autorités civiles et religieuses approuvent la répression qui s'abat sur de pauvres gens. Ainsi l'évêque de Bayeux, Mgr Brault, écrit dans sa lettre pastorale le 4 mars 1812² : « Vous désirez que le prix des grains soit plus modéré. Ah ! N.T.C.F. [nos très chers frères], nous le désirons

comme vous ; c'est le vœu de toutes les âmes honnêtes et sensibles ; mais est-ce donc par des clameurs indécentes, par des assemblées illicites, par des

voies de fait criminelles, par des attentats contre l'autorité légitime, que vos désirs pourront s'accomplir ? [...] si vous étiez de bons chrétiens, vous mettriez votre confiance en Dieu qui nourrit les oiseaux du ciel et qui ne permettra jamais que le juste soit abandonné. [...] Écoutez les Magistrats qui vous aiment, et qui ne sont occupés qu'à multiplier vos ressources. [...] Écoutez les Pasteurs que J.C. [Jésus Christ] vous a donnés pour vous diriger et vous conduire ; ils vous diront que tout murmure contre la Providence est un blasphème, toute révolte contre l'autorité est un attentat énorme, toute parole injurieuse, un crime digne de l'enfer. »

Méchin³, préfet du Calvados, s'adresse aux maires du département nommés par l'empereur. « Ces excès ont été commis le lundi, et la nuit du mercredi au jeudi n'était pas encore achevée, que déjà un officier général d'une haute distinction, envoyé du sein de la Cour par l'Empereur lui-même, et suivi de forces imposantes, était à nos portes [...] C'est ainsi que le bras tout puissant de l'Empereur se fait sentir soudainement à toutes les distances, soit que les ennemis du dehors, soit que les séditions du dedans le forcent à lancer la foudre. » Il s'agit du général Durosnel, comte d'Empire, devenu aide de camp de l'empereur en 1809.

LES ÉVÉNEMENTS DU 2 MARS 1812

Le lundi est une journée réputée difficile car, observe le préfet du Calvados, « les ouvriers le passent dans l'oisiveté et toute la débauche à laquelle ils peuvent se livrer ». Au matin du lundi 2 mars 1812, la halle aux grains de la ville de Caen, église désaffectée de la place Saint-Sauveur, résonne d'un rassemblement tumultueux.

Ces gens que les notables appellent communément « populace » protestent contre le prix élevé de l'orge et du blé, alors que l'ouvrage manque. « Du travail et du pain » crie-t-on sous la halle, rapporte un commissaire de police. Alertés, le maire et le préfet se rendent sur les lieux, accompagnés du colonel de gendarmerie. La halle bourdonne de cris de fureur devant l'augmentation du prix des grains et des femmes réclament la taxation des céréales.

À ce moment, la maladresse du préfet va détériorer la situation. Dans un calme relativement rétabli, une femme l'interpelle : « J'ai six enfants et pas un quarteron de pain à leur donner, point d'argent pour en acheter ». Volonté d'apaisement ou générosité, le préfet réagit : « Je lui don-

« tout murmure contre la Providence est un blasphème, toute révolte contre l'autorité est un attentat énorme, toute parole injurieuse, un crime digne de l'enfer ».

nai une pièce d'un franc, en lui demandant de se retirer. Au même instant toutes les autres femmes levèrent les mains pour obtenir quelques pièces. J'avais

environ 18 francs de cette monnaie et je leur jetai⁴. Cette libéralité, je le confesse intempestive (mais j'avais à dissiper un noyau contre lequel je n'étais point en mesure d'employer la force) augmenta momentanément le désordre. »

Un peu plus tard, le préfet et le maire sont poursuivis par la foule et des pierres sont jetées dans les fenêtres de la préfecture. Le maire, Jacques Lentaigne de Logivière⁵, est bousculé et peut-être injurié.

Canivet, conservateur des archives de Caen en 1871, retrace, à partir de divers témoignages, l'itinéraire des « mutins ». « Cette foule oisive continuait à stationner place Saint-Sauveur, avec force de vociférations. Déjà le jour tirait à sa fin, et elle allait se disperser peut-être, quand une voix dominant le tumulte fit entendre le cri : "Allons chez Mottelay⁶ !" » Les révoltés pillent le moulin de Montaigu, jettent à l'eau de la farine, éventrent des sacs de céréales. Le pillage du moulin constituait l'épisode le plus grave de cette journée du 2 mars 1812.

MISÈRE OU COMLOT ?

De tous les témoignages, le manque d'ouvrage et de pain surgit comme un motif essentiel de l'effervescence de cette fin d'hiver 1812. Le conseil municipal de Caen, tout en appelant la répression de ses vœux, tente de comprendre la cause des événements. « Il a reconnu que la misère du peuple est au comble, qu'elle résulte non seulement de la cherté toujours croissante des grains, mais encore du défaut de travail et de l'insuffisance des secours à domicile. [...] Si nos dentellières étaient toutes occupées et gagnaient un salaire suffisant, nous aurions un

2. Lettre pastorale de Mgr Brault (A.D. du Calvados M 7628). Charles Brault est né en 1752 à Poitiers. Émigré après avoir refusé les serments de la Révolution, il rentre en France après le coup d'État de Brumaire (1799). Il est nommé évêque de Bayeux par Bonaparte le 9 avril 1802. Il prête serment au gouvernement et perçoit un traitement de l'État. Napoléon le fait comte puis baron de l'empire. Il se rallie aux Bourbons et est nommé archevêque d'Albi où il décède en 1833.

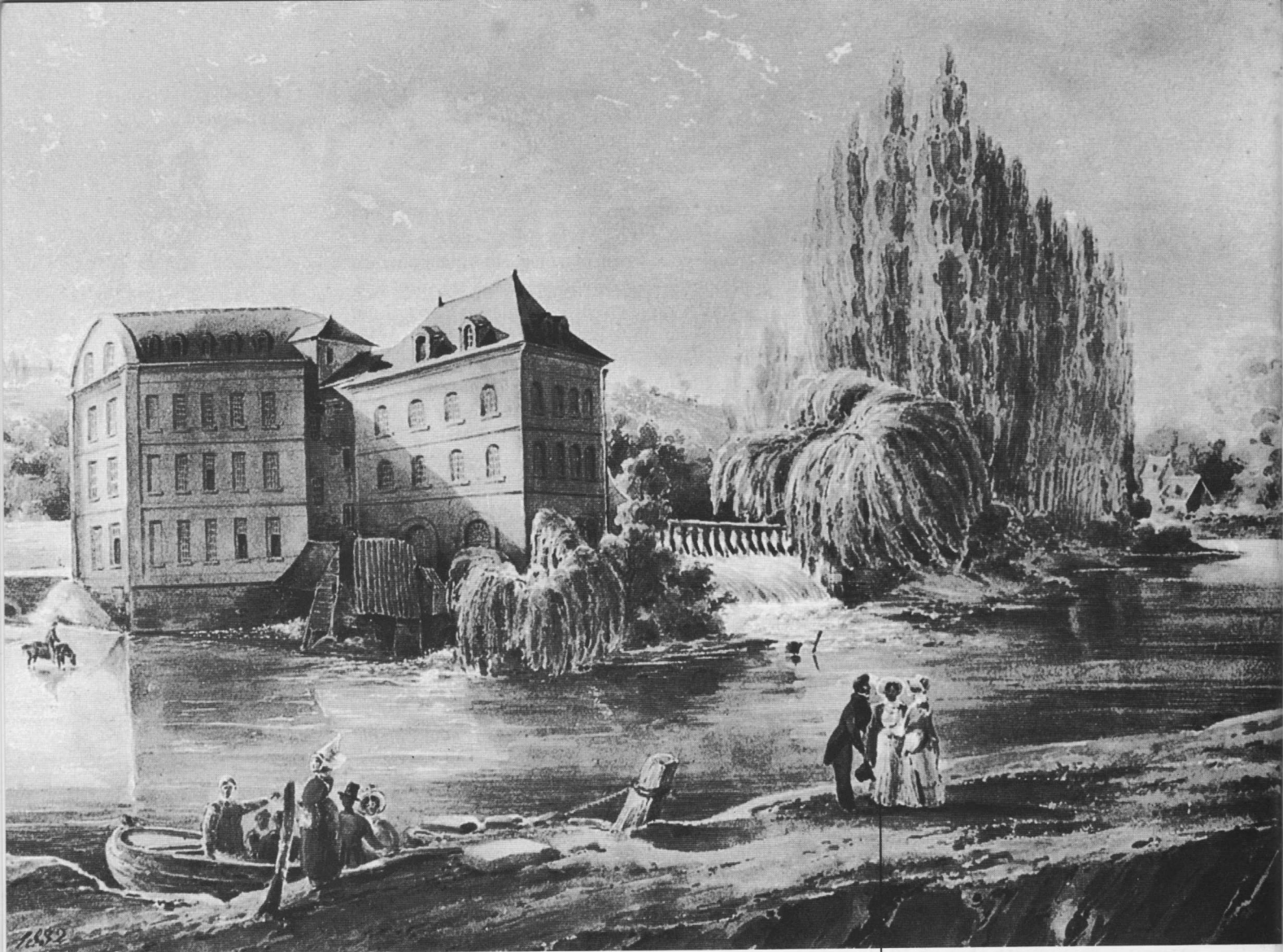
3. Alexandre Méchin est né à Paris en 1772. Élu aux États Généraux, commissaire auprès de l'armée du Nord, il est successivement préfet des Landes, de la Roer (département français d'Allemagne), de l'Aisne, puis du Calvados le 12 février 1810. Baron d'Empire, il est révoqué à la Restauration, nommé en Ille-et-Vilaine durant les cent jours, et meurt en 1840.

4. Un ouvrier des ateliers publics gagne un franc pour une journée de 12 heures.

5. Jacques Lentaigne de Logivière est né à Caen en 1769. Il est nommé par Napoléon maire de Caen en 1806. Il se rallie à la Restauration mais est contraint de se démettre de son mandat en 1816. Une animosité existe entre lui et le préfet Méchin qui n'est pas loin de le considérer comme un incapable.

6. Mottelay, acquéreur du moulin de Montaigu, est déclaré en faillite à l'été 1811.

7. A.D. Calvados M. 7637.



Le Moulin de Montaigu.
A. Lasne. XIX^e siècle.
Bibliothèque municipale
de Caen.

●●● grand motif de sécurité⁷. » Le 4 mars le préfet témoigne ainsi de la situation au ministre de la police.

Pourquoi s'est-on attaqué au moulin de Montaigu ? « On m'assure que le nommé Mottelay, contre lequel on a tant crié et chez qui on s'est porté le 2 mars, a des magasins énormes de grains dans une ferme au-delà de son moulin. On sait que depuis sa banqueroute, il n'est soutenu que par des agioteurs [spéculateurs] qui ne s'engraissent que de la misère publique. Les affameurs sont des gens à surveiller sans cesse et particulièrement dans un moment de disette [...] Mais il faut que votre police soit assez active pour savoir tout ce que la faim peut faire dire à la classe misérable et remuante⁸. »

Cette sédition est-elle spontanée ? Au lendemain de l'émeute, le préfet du Calvados s'interroge mais ne porte pas d'accusation. « Est-ce le résultat du malaise de la classe indigente ? Y a-t-il derrière le rideau des chefs et des agitateurs ? C'est ce que les renseignements que l'on recueillera chaque jour nous apprendront, et surtout les débats judiciaires qui auront vraisemblablement lieu. » S'il n'y a pas dramatisation dans ces propos, ils sont assortis toutefois de quelques insinuations.

**Beaucoup de rumeurs circulent
mais rien ne prouve que des agitateurs
poussent secrètement la population
au soulèvement.**

L'inquiétude du gouvernement provient de rapports envoyés par le commissaire de police spécial, Moreau de la Rochette, comme celui du 3 mars. « Au fort des pillages, on a distingué ces vociférations : « Nous sommes régis par des lois tyranniques ; nous renouvellerons s'il le faut les scènes de Belzunce⁹, et nous promènerons des têtes ». » Le policier insiste le lendemain : « Cette émeute aurait un caractère important et se rattacherait à la politique. Il est à remarquer que le même jour où elle avait lieu, on assurait que les Anglais croisaient devant la côte et menaçaient d'une descente. » Beaucoup de rumeurs circulent

mais rien ne prouve que des agitateurs poussent secrètement la population au soulèvement.

Dire que le département est calme, qu'il n'y a pas ici et là des manifestations de mécontentement, serait une erreur. Ainsi à Honfleur et à Pont-l'Évêque, des tumultes sont signalés. Le préfet signale qu'« un soulèvement sérieux a éclaté à Beaumont, arrondissement de Pont-l'Évêque. Plus de cinq cents personnes se sont réunies à la halle où il n'y avait que 14 hectolitres de blé. Le maire a voulu les faire délivrer aux boulangers, le peuple s'y est opposé, a méconnu le maire, dissipé la force

8. A.D. Calvados, *ibid.*
Lettre du général La Bassée
au préfet le 30 mars 1812.

9. Vicomte de Belzunce,
commandant de la garnison
de Caen tué le 12 août 1789,
place Saint-Pierre.

armée et s'est emparé des grains, en les payant au prix de la taxe [...] Début juin, des troupes sont envoyées à Argences menacée par les habitants de la vallée d'Auge. » Dans un courrier adressé au ministre de la Police, le 26 avril, le commissaire spécial constate que « la situation critique du peuple, privé au même instant de travail et de pain, va toujours en empirant, sans qu'on y aperçoive de remède. La misère affreuse sous le poids de laquelle [il] gémit et qui commence aussi à atteindre la classe qui jouissait de quelque aisance, exaspère de plus en plus les esprits et suggère des desseins séditieux [...] Aujourd'hui, poussé à bout, [il] ne se contraint plus ; [il] dit assez hautement [...] qu'entre mourir de faim ou être fusillé, il vaut mieux courir cette dernière chance parce que c'est celle qui mettra le terme le plus prompt à tant de maux¹⁰. » La commune de Falaise est aussi agitée par des protestations, mais la situation en reste là.

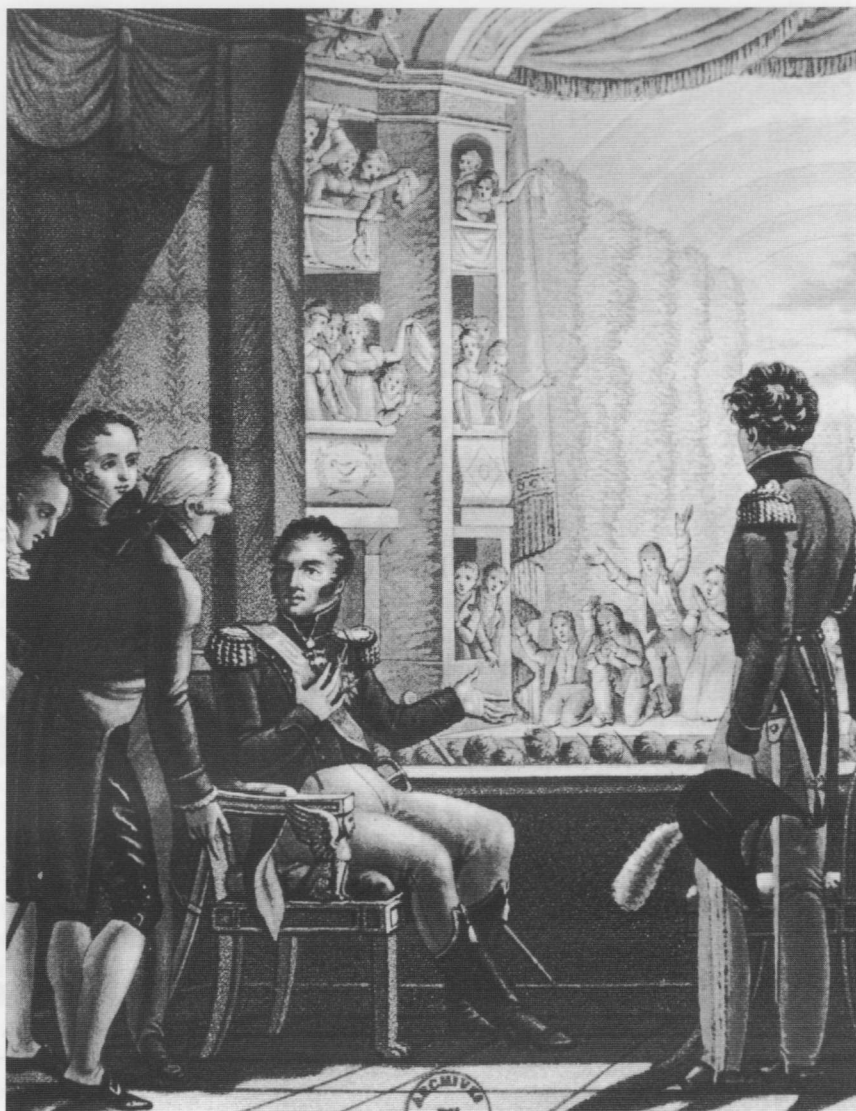
Les autorités se rendent compte que la misère s'accroît dans le département. Aussi des mesures sont prises pour en atténuer la portée. Cinq « ateliers de charité » sont ouverts, surtout des chantiers de terrassement sur les routes autour de Caen. Des cartes de secours sont distribuées aux plus indigents qui octroient 10 centimes de réduction pour le pain. À partir du 1^{er} avril, des distributions journalières et gratuites de soupe dite « à la Rumfort¹¹ » touchent 36 200 personnes.

Une innovation d'importance est tentée. Le 14 juin, un arrêté vise à introduire le riz dans la consommation. Le 24 juin, le préfet s'enthousiasme : « Je ne puis trop m'applaudir, le riz nous sauve. » Quelques semaines plus tard, le 7 juillet, le baron Méchin se lamente sur l'insuccès de ses bonnes recettes : « Nos Normands à tête de fer préfèrent un horrible pain d'avoine à un pain superbe fait à deux tiers de froment et un tiers de riz. Les préventions les plus absurdes sont indéracinables ici. Les pommes de terre sont encore presque généralement considérées comme un aliment de rebut bon tout au plus pour les pourceaux¹². »

Les halles sont toujours très mal approvisionnées, les paysans avides pratiquant la rétention des grains. Ces derniers sont menacés de voir établir des garnisaires à leur domicile mais rien ne les fera fléchir.

ÉPILOGUE

L'Empire s'écroule après la désastreuse campagne de Russie. Le 6 avril 1814, Napoléon vaincu abdique. Le 16, de retour d'Angleterre, Charles Ferdinand d'Artois, duc de Berry, fait halte à Caen. Il signe une lettre le 17 avril qui veut montrer la bienveillance du nouveau régime : « Je me suis fait rendre compte de la condamnation encourue par quelques individus qui, le 2 mars 1812, se sont portés à des excès condamnables.



Mais ils les ont expiés par une peine sévère et prolongée. Je désire que ma présence dans cette ville les délivre, qu'ils jouissent provisoirement de leur liberté, à charge pour eux de se présenter à la première réquisition ; je n'excepte pas les deux femmes condamnées à mort par contumace et les détenus au bagne de Cherbourg¹³. »

En 1820, le duc de Berry est assassiné. En sa mémoire, un obélisque est dressé place Monseigneur-des-Hameaux, qui remémore le destin des Caennais condamnés pour l'exemple par un conseil de guerre, en mars 1812. Aujourd'hui, des lettres dorées s'effacent progressivement sur ce monument en partie caché par un abribus. ■

Paul DARTIGUENAVE et Pierre COFTIER

À lire pour en savoir plus, l'ouvrage écrit par Pierre Coftier et Paul Dartiguenave : *Révolte à Caen, 1812*. «...sont condamnés à mort... ». Éditions Cahier du temps, BP 25, 14390 Cabourg, 1999, 124 p., 18 €

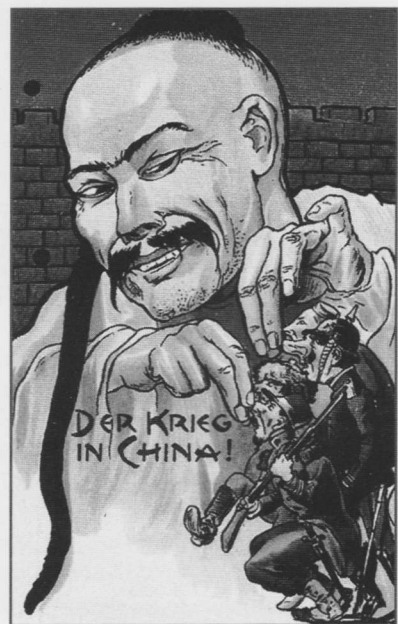
Trait de clémence du duc de Berry. Les émeutiers libérés remercient le duc avant un spectacle au théâtre de Caen, le 17 avril 1814. Gravure de Pecheux et Charron. Musée de Normandie.

10. A.N. F/7 8302.

11. Soupe économique à base de légumes censée remédier au manque de céréales.

12. A.N. F7 8302. Lettre du préfet à Réal, 7 juillet 1812.

13. Service historique de la marine de Cherbourg. 2 A2.



Le péril jaune à travers la caricature de la Belle Époque

L'idée que les peuples asiatiques constituent un danger pour les Européens s'est développée à la Belle Époque. Visant la Chine, elle a d'abord servi de prétexte à l'annexion de territoires, avant d'exprimer une véritable crainte de la puissance militaire du Japon.

À la fin du XIX^e siècle, avec l'ouverture prochaine du canal de Panama, l'axe du monde s'éloigne de la vieille Europe pour se repositionner vers les régions du Pacifique qui baignent les rivages de la Chine et du Japon. C'est là que gisent les richesses de l'avenir, suscitant les convoitises des nations industrialisées qui cherchent des débouchés pour leurs produits auprès d'inépuisables réservoirs d'hommes, et lorgnent de fabuleuses mines capables de les approvisionner en matières premières. Dans *The sea Power*, Mahan explique que la domination des mers ouvre la voie à la maîtrise du grand commerce international. Cette thèse correspond si bien aux convictions de Guillaume II que ce dernier dévore le livre, et essaye même de l'apprendre par cœur. Les conflits à venir vont donc se cristalliser dans ces régions du monde. L'Angleterre, la Russie, l'Allemagne, la France et la Hollande y possèdent déjà des comptoirs. Mais d'autres acteurs, dont

certains pays émergents considérés à tort comme mineurs, vont bientôt entrer en scène les armes à la main, ouvrant de nouveaux champs de bataille pour une redistribution des cartes.

LE PÉRIL JAUNE SELON GUILLAUME II

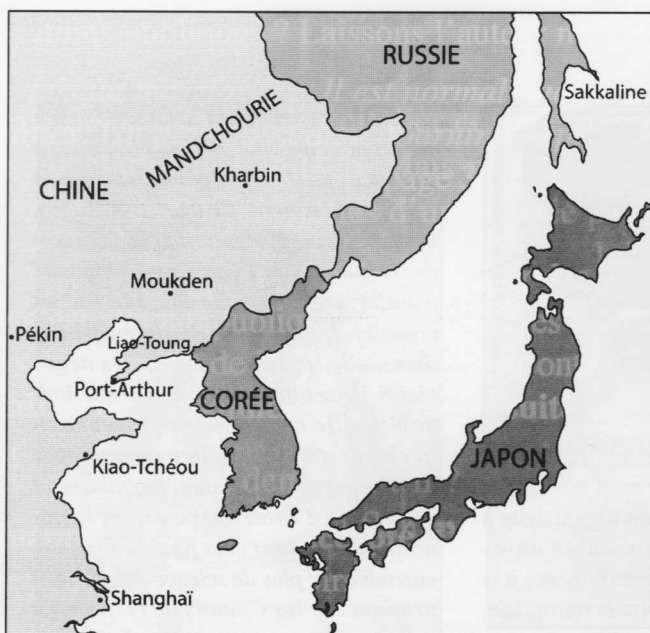
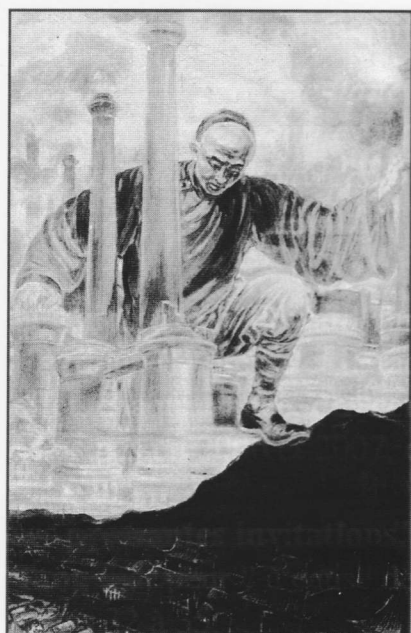
Les origines de ces affrontements remontent à la guerre sino-japonaise de 1894-1895, et à l'intervention des grandes puissances européennes lors du règlement du conflit. En effet, l'Allemagne, la Russie et la France demandent au Japon vainqueur de modérer ses exigences vis-à-vis de la Chine, sous prétexte de préserver l'intégrité de son territoire. Le 5 novembre 1895, à contrecœur, et sous le masque d'une extrême politesse, le Mikado s'incline et rend à la Chine la presque île de Liao-Toung dont Port-Arthur. Cette reculade sous la pression étrangère est ressentie comme une profonde humiliation. En fait, les chancel-

leries européennes sont persuadées que la Chine est destinée à perdre toute indépendance, et c'est l'Allemagne qui songe la première à s'emparer d'un territoire.

En septembre 1895, Guillaume II évoque dans un tableau célèbre le terrible spectre du péril jaune : les hordes sanglantes conduites par Bouddha se lancent à l'assaut des puissances chrétiennes. Ce tableau une fois reproduit en gravure, Guillaume en distribue de nombreuses copies à tous les chefs d'État, y compris au président Carnot. Si le Kaiser agite ainsi la menace du péril jaune, c'est également parce qu'elle peut à ses yeux constituer le puissant ferment fédérateur d'une Europe divisée et justifier l'intervention des grandes puissances en Chine. Naturellement, cette fédération serait sous l'influence dominante du peuple allemand qui est le plus conscient du péril en question. Aussi en parle-t-il à tout le monde, et en particulier au roi d'Angleterre qui hausse les épaules, ainsi qu'à l'empereur de Russie à qui il écrit des lettres enflammées.

En 1896, dans la caricature allemande, sur le modèle du tableau *Le péril jaune* tel que l'a conçu Guillaume II, mais en inversant les rôles, on montre les pays d'Europe s'unissant pour vendre leurs produits les plus sacrés à l'ennemi venant d'Extrême-Orient. En effet, la principale exigence des puissances vis-à-vis de la Chine fut dès l'origine l'ouverture des portes de l'empire aux marchandises européennes.

En 1914, dans la caricature, on se souvient du tableau exécuté en 1895 à la demande du Kaiser pour illustrer le péril jaune. Aussi, en inversant la symbolique



De gauche à droite :
Place aux Jaunes. Mille,
L'Arc-en-Ciel n° 6
(avril 1905).

Der Krieg in China,
carte postale alle-
mande.

Dessin de Lanos,
Lecture pour tous,
15 mai 1914.

Carte de la mer Jaune
et de la mer du Japon.

de la représentation, passe-t-on du péril jaune au péril germanique : ce sont maintenant les Allemands qui remplacent les Asiatiques pour mettre l'Europe à feu et à sang.

UN CADAVRE QUI S'OFFRE DE LUI-MÊME AU COUTEAU

Lorsque le 4 novembre 1897, deux missionnaires allemands sont assassinés, Guillaume II, tenant enfin un prétexte, s'écrie : « Maintenant ou jamais, ils sentiront le gant de fer allemand peser sur leur nuque ». Le 14 novembre, les marins de l'amiral von Diedrichs débarquent à Kiao-Tchéou qui est occupé sans combat. En décembre, la Chine cède à bail, à l'Allemagne, pour 99 ans, la rade et le territoire environnant. Après ce coup d'éclat, en mars 1898, l'impératrice Tseu Hi accorde à la Russie le droit d'occuper Ta-Lieng-Wan et Port-Arthur. Les Japonais voient le fruit de leur victoire tomber entre les mains de ceux qui les avaient contraints à lâcher prise sous un prétexte fallacieux. Les autres grandes puissances se précipitent à la cour de Pékin pour acquérir des avantages. À cette époque, en 1898, Paul Claudel, qui est alors vice-consul à Shanghai, écrit que « la Chine n'est pas, comme la Turquie, un homme malade, c'est un cadavre prêt à être dépecé et qui s'offre de lui-même au couteau ». Dans le dessin satirique, on s'acharne à dénoncer l'âpreté des Occidentaux, ainsi que leurs rivalités pour s'appropriier le meilleur morceau du gâteau chinois. Dans *Le Supplément illustré du Petit Journal* du dimanche 16 janvier 1898, H. Meyer nous propose une caricature intitulée *En Chine. Le gâteau*

des rois et des empereurs. Ici, devant un mandarin qui lève les bras au ciel, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie la France et le Japon sont attablés devant le gâteau chinois. Tandis que Guillaume II, qui regarde la reine Victoria en faisant les gros yeux, découpe sa part marquée « Kiao-Tchéou », Nicolas II, derrière lequel se tient Marianne, contemple avec intérêt son morceau « Port-Arthur ». Le Japon, qui a posé son sabre sur la table, attend son tour pour se servir. Page 23, un texte commente ce dessin en précisant que la thèse du péril jaune « est bonne à soutenir quand l'intérêt personnel est en jeu ; c'est ce qu'a compris merveilleusement l'empereur d'Allemagne habile à profiter des circonstances [...]. Le Japon estime que ses victoires récentes lui donnent droit également à quelque chose, de sorte que tout le monde se précipite sur le gâteau chinois des rois et des empereurs. Comment le festin se terminera-t-il ? C'est ce qu'il est difficile d'établir à l'heure qu'il est. L'Europe est forte, mais la diplomatie chinoise est rusée. Un choc entre l'Allemagne et l'Angleterre un jour ou l'autre est inévitable, la première étant résolue à disputer à la seconde sa supériorité coloniale ; la fève de ce gâteau sera-t-elle un obus chargé à la mélinite ? ». On voit que l'artiste ne croit pas un instant à la réalité du péril jaune évoqué par Guillaume II. Il a compris que ce n'est qu'un prétexte pour justifier l'intervention allemande. Le danger ne vient donc pas d'Asie mais d'Europe, pour des questions de rivalité coloniale entre l'Angleterre et l'Allemagne. À partir de 1899, dans la caricature française en particulier, on se réjouit aussi de voir que

l'Angleterre piégée dans la guerre du Transvaal, ne participe pas pleinement pour une fois à la curée générale.

Pendant que les puissances se font accorder des territoires en Chine, des sociétés secrètes y pullulent comme celles du « Grand Couteau » et du « Poing de l'harmonie publique, ou Donneurs de coups de poing du patriotisme et de la paix ». Ces affiliés connus sous le nom de « Boxers » se révoltent contre l'envahisseur étranger qui froisse et surexcite le sentiment national des Chinois. Le 13 juin 1900, le massacre des prêtres européens et indigènes commence à Pékin. Puis une foule hurlante et fanatisée se rue sur les légations. Le 16 juin, l'ambassadeur d'Allemagne von Ketteler est assassiné. Sous les ordres d'un maréchal allemand, une expédition internationale est organisée. Elle comprend des contingents européens, américains et japonais.

Dans la caricature, c'est à partir de la guerre des Boxers que l'image du Japon se dissocie véritablement de celle de la Chine. Si le Chinois est souvent figuré sous les traits d'un homme grand et plutôt gros, ou d'un vieillard aux ongles longs, luttant avec des gants de boxe ou un simple couteau contre des adversaires beaucoup mieux armés, le Japonais, plutôt jeune, petit et maigre, nous est présenté en uniforme militaire moderne, et suscitant l'admiration des Occidentaux pour son courage à braver le feu de l'ennemi. Un autre signe distinctif entre les deux nations asiatiques est la longue tresse du Chinois, absente chez le Nippon. C'est également à partir de la guerre des Boxers que le Pays du soleil levant commence à apparaître sous les



●●● traits d'une nation impérialiste à l'instar des autres puissances européennes. Il incarne la modernité face à la Chine, puissance vieillotte et rétrograde, figée dans son passé immuable.

Dans la presse française, on évoque le péril jaune. En effet, « *tandis que la Russie s'efforce de conserver la Chine avec ses préjugés, ses tares, ses faiblesses, tout ce qui en fait une nation faible et impuissante, l'Angleterre suscite et encourage les réformateurs [...], et lui offre des instructeurs et des armes* ». Sur une estampe non signée, un colon donne un fusil à un Chinois, et quand il lui tourne le dos, se fait tirer une balle entre les deux omoplates. Légende : « *Je sème... Je recueillerai* » (1148 G.G. à M.). Pour certains, c'est donc en aidant la

Chine à se développer, et en l'armant, que l'Angleterre prépare le péril jaune, fléau qui menace « *l'Europe inconsciente ou complice* ». En juillet 1900, J. Gould nous montre « *la terreur jaune* », figurée maintenant sous les traits d'un dragon affublé d'une tête de mandarin qui tire une langue en forme de pointe de flèche. C'est le réveil du « *dragon qu'on croyait mort* » nous enseigne la légende. On voit que pour représenter le prétendu péril jaune, on s'écarte maintenant de la représentation institutionnalisée par Guillaume II dans son fameux tableau. Si les caricaturistes stigmatisent la colonisation et l'expansion économique des puissances, certains commentaires de la presse en dénoncent aussi les méfaits : « *Donc, deux humanités face à face, la jaune et la blanche, très différentes l'une de l'autre par tout le cours de leur histoire et l'orientation de leurs idées ; l'une, la jaune, concentrée en elle-même ; l'autre, la blanche, expansive, très agressive,*

forcée à se répandre par la fausseté même de son principe vital, qui est l'industrie à outrance ; pour ne pas périr au milieu de toute sa machinerie, de tous ses lainages, draperies, cotonnades, articles de Paris et de Nuremberg, elle fonce sur l'humanité jaune et sur l'humanité noire, elle veut les combler, les accabler de ses marchandises, elle les importune de ses négociants, de ses ingénieurs, de ses missionnaires, elle travaille à les amener en quelques années (au lieu de quelques siècles) et pour mieux dire, probablement aussi mêlée d'ivraie que peut l'être la chinoise, mais à part cela fondée dans son ensemble sur plus de science théorique et pratique. Et les Chinois de résister, en toute justice, car tout peuple a droit d'être libre chez lui » (*L'almanach Hachette 1901*). Ce que la caricature nous enseigne depuis l'ouverture forcée de la Chine où vit le quart de l'espèce humaine, c'est que l'Europe judéo-chrétienne assoiffée de concessions, de privilèges financiers et d'échanges veut s'y installer à sa guise pour écouler les marchandises produites par ses fabriques démesurées.

En 1901, Edmond Théry publie un ouvrage précisément intitulé *Le péril jaune*. Pour l'auteur, ce péril n'est pas « *un péril militaire dans le genre de celui que les hordes de Gengis-Khan et de*

En 1901, pour Edmond Théry, la Chine « deviendra rapidement une colossale usine de contrefaçon européenne ».

Timour-Leng ont fait courir à nos ancêtres ; il est plus grave en ce sens que l'Europe ne pourra l'éviter ». Il s'agit en effet d'un péril essentiellement économique car, sous l'influence énergique des Japonais, « *les Chinois deviendront très vite des producteurs de premier ordre* », si bien que la Chine « *deviendra rapidement une colossale usine de contrefaçon européenne, et que les Chinois n'échangeront leurs produits d'imitation fabriqués à vil prix, que contre des capitaux, des machines ou des armes* ». L'auteur poursuit en expliquant que « *cela revient à dire que tous ceux qui vivent du travail industriel : patrons, ouvriers, employés, négociants et leurs familles devront modifier leur manière de vivre, car les uns perdront tout moyen d'existence et seront forcés de s'expatrier, et les autres ne recevront plus que des salaires réduits, c'est-à-dire insuffisants pour leur permettre de conserver leurs anciennes habitudes de bien-être* ». La période de transition entre « *l'ancien et*

le nouvel état de choses sera fatalement une période de souffrance sociale pour les grandes nations industrielles de l'Europe ». Les dirigeants européens, aveuglés par la politique du « *après nous le déluge* », ne feront rien pour prendre les mesures nécessaires visant à éviter ce triste destin. Cette vision pessimiste se révèle aujourd'hui prémonitoire. Plus de 10 ans plus tard, c'est H. Lanos qui illustre magistralement le péril économique que constitue pour certains *Le véritable péril jaune* (*Lecture pour tous du 15 mai 1914*).

À l'occasion de la guerre des Boxers, les Russes ont occupé militairement la Mandchourie sous prétexte d'assurer la protection du chemin de fer en construction. Cette attitude agressive rapproche le Japon de l'Angleterre et des États-Unis. Le 30 janvier 1902, le Japon signe un traité d'alliance avec l'Angleterre, ce qui complique les plans de Delcassé, ministre français des Affaires étrangères, contraint de ménager à la fois l'alliance avec la Russie et la future alliée britannique. En Angleterre, par opposition au péril jaune évoqué par le Kaiser, on redoute en fait le péril russe qui menace l'hégémonie d'Albion sur l'empire des Indes. D'une manière générale, l'Anglo-Saxon considère le Russe comme l'ennemi de sa race et de sa grandeur. En France, sur une estampe intitulée *Mariage d'intérêt* (Sté Jouglas - Paris), on trouve une des premières représentations du Japonais « *singe imitateur* » ayant jeté sur ses épaules des défroques nouvelles et construit une armée toute de façade. On voit aussi s'esquisser le cliché de l'Anglais qui a finalement trouvé un soldat en Extrême-Orient pour contrer l'ours russe.

ENCORE LE PÉRIL JAUNE

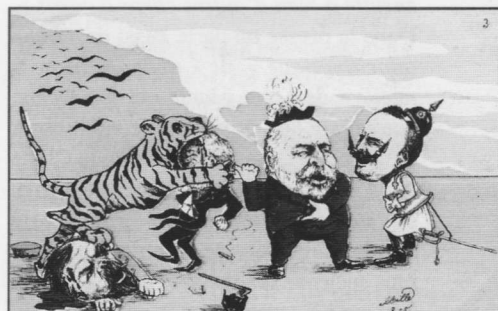
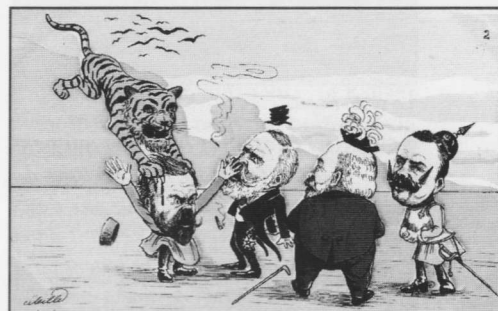
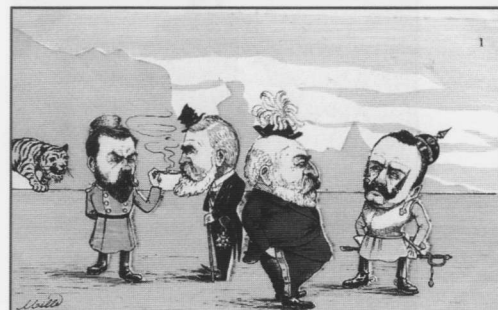
Le 8 février 1904, sans déclaration de guerre préalable, les Japonais attaquent la flotte russe de Port-Arthur. En France, l'image du Japon est celle du traître qui mérite la sévère correction que se propose de lui administrer le colosse russe. On le représente alors sous les traits d'un apache. En Angleterre, au contraire, on applaudit l'audace du petit Jap qui s'est attaqué à l'ours russe. Sur terre et sur mer, le Japon remporte une série de victoires éclatantes. Dès le premier coup de canon, le vieux spectre du péril jaune ressort de sa boîte comme l'illustre le numéro 15 de *La Guêpe* où c'est un Japonais qui ouvre



Page de gauche : Dessin de Lanos, Lecture pour tous, 15 mai 1914.

Ci-contre : Stella, La Guêpe n° 15. Le repas du Mikado, Mille, L'Arc-en-Ciel n° 1, 1904.

Ci-dessous : Série de Mille, 1905.



la caisse du péril en question. Légende : « Il faudra bien que tu sortes de ta boîte ». Dans le numéro 32 de la série intitulé *Le péril jaune*, c'est en ouvrant un parapluie marqué « canons du Creusot, canons Krupp, poudre sans fumée, balles dum-dum, torpilles », que la vieille Europe tente d'arrêter la menace asiatique figurée par un gros Chinois armé d'une simple épée. Sur une lithographie de Rostro datée de février 1904, l'amiral russe Alexeieff se penche sur le « péril jaune ». Légende : « Contre le péril jaune ! Le vrai moyen pour qu'il ne vienne pas chez nous c'est de l'empêcher de sortir de chez lui ! ». Sur une autre lithographie de Rostro, le général Téraoutchi, ministre japonais de la Guerre, se préoccupe quant à lui de la menace que constitue le « péril blanc ». Légende : « Russie au nord ! France à l'ouest, Amérique à l'est. Des Blancs pas trop n'en faut ! Il serait temps de nous défendre contre le péril blanc ! ». À chacun donc son péril.

En 1904, avec le numéro 1 de sa remarquable série *L'Arc-en-Ciel*, Mille évoque la question du péril jaune. Cette estampe intitulée *Le repas du Mikado*, encore le *péril jaune* ! nous présente le vorace empereur du Japon attablé devant des mets composés des têtes des chefs d'État des grandes puissances. Datée de septembre 1904, tirée à 75 exemplaires et aquarellée à la main, elle a donc été réalisée après la bataille de Liao-Yang qui aboutit à un véritable désastre militaire pour les Russes, contraints de se replier sur Moukden. À cette époque, on peut en effet lire dans la presse française des pré-

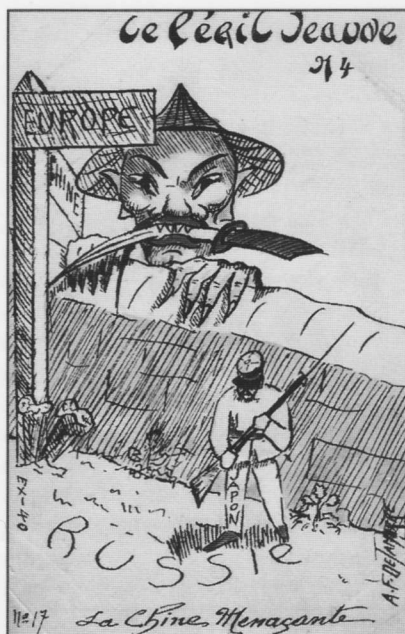
dictions sinistres sur le futur de l'Europe face à l'Asie. Le nom de Tamerlan est évoqué à propos de Liao-Yang et des généraux japonais Oyama, Kuroki et Oku. On le voit, en 1904, ce n'est plus seulement à cause des Chinois que le péril jaune refait surface, mais surtout au sujet des Japonais dont la force surprend les Occidentaux. Par exemple, sur une série de cinq estampes, Mille nous montre le tigre japonais dévorant successivement les chefs d'État des grandes puissances européennes, pour finalement, ivre de sang, s'approprier la planète qu'il tient entre ses griffes. Ici, le premier qui tombe sous la dent du fauve, c'est Nicolas II à cause de la proximité géographique de la Russie qui a des frontières communes avec la Chine. Dans *Le rêve*, par Bigot, le soldat nippon triomphe debout sur le globe terrestre qui flotte sur une mer de sang. Ici, c'est la couleur jaune qui domine. Dans *Trois mois avec le maréchal Oyama*, Villetard de Laguerie écrit que « le stimulant qui pousse, bataillon après bataillon, les Japonais à la mort, comme les flots du Niagara à la chute, c'est la joie de battre tous les Blancs sur le dos des Russes, et l'espoir enivrant de s'abattre, comme un vol de sauterelles, sur la riche Chine et sur l'Asie vermoulue ».

Avec l'évocation du péril jaune, la perception du conflit déborde du cadre du champ de bataille, elle se mondialise. *L'Illustration* du 10 septembre 1904 commente la défaite russe en écrivant qu'avec « la Chine, dont l'avenir se discute en ces journées fatidiques, le



Le rêve, Bigot.

●●● tiers des êtres humains qui peuplent la planète est lié à la fortune du vainqueur ; ce ne sont donc pas deux nations qui s'étreignent, ce sont deux mondes qui s'affrontent et se jettent pour la première fois un défi destiné à conduire ensuite à bien d'autres corps à corps ». Dans la presse on parle aussi de « choc apocalyptique », de « phénomène cosmique », de « crue géante » et de « typhon sauvage » qui menacent de submerger l'Europe. Ici, c'est à propos de la Chine que l'on évoque le péril jaune. De même, sur certaines estampes, la nouvelle menace japonaise se cumule avec celle plus ancienne des masses chinoises déferlant sur l'Europe. Dans le numéro 37 du *Brandon*, le Japon est le détonateur qui fait exploser la Chine. Légende : « La Chine bouge !... Boum !... Sautez vieille Europe ». Dans *Le Grand Illustré* (n° 11 du 29 mai 1904), on retrouve l'image du dragon asiatique vomissant une armée de Chinois en armes. Cette image intitulée *Le péril jaune* est accompagnée d'une légende alarmiste : « La guerre qui ensanglante l'Extrême-Orient est-elle le prélude d'événements plus graves encore ? On peut le redouter, si elle doit avoir pour conséquence de réveiller de leur torpeur séculaire quatre cents millions de Chinois. Si cette masse formidable, pénétrée par les idées occidentales, devait accomplir des progrès aussi rapides que ceux réalisés par le Japon, elle pèserait d'un poids énorme sur les destinées du monde. Le péril jaune, que notre dessinateur évoque en une saisissante allégorie,



Le péril jaune, A.F. Delamarre.

est peut-être à la veille de devenir une réalité ». Sur une estampe intitulée *Le péril jaune* de A.F. Delamarre, derrière le Japon qui avance en Russie, c'est toute la Chine qui s'apprête à franchir le mur qui la sépare de l'Europe. Légende : « La Chine menaçante ». Ici, la Chine est symbolisée par un Céleste avec un sabre entre les dents. Cette image est intéressante car elle sera reprise en 1919 en France sur une affiche célèbre, représentant alors le péril rouge par un bolchevique, un couteau entre les dents. Plus tard, Staline et Hitler, en fonction des affinités, seront eux aussi représentés un couteau entre les dents. En 1904, avec le numéro 4 de *L'Arc-en-ciel*, Mille utilise aussi l'image de l'homme au couteau entre les dents. Sur cette estampe intitulée *Le duel des deux empereurs*, c'est le mikado avec un couteau dans la bouche qui affronte Nicolas II armé de ses icônes saintes.

LE PÉRIL JAUNE EST EN NOUS

En nous décrivant le tableau de Guillaume II, dans *La lutte pour le Pacifique*, R. Pinon nous précise comment le péril jaune est ressenti à l'époque : « À mesure que les événements se déroulent, que le conflit prend de l'ampleur et menace de s'étendre à la Chine, les foules, quelles qu'aient été leurs préférences au premier moment, s'inquiètent des conséquences futures de ce prodigieux bouleversement du monde jaune. Les augures peuvent se demander s'il y a un péril jaune, l'opinion des peuples y croit ; elle redoute ces révolu-



La guerre des races, La Flèche (n° 73), 1904.

tions de l'Asie qui ont jadis jeté sur l'Occident les vagues successives des invasions barbares ; elle constate que, chaque fois que l'Europe a pris contact avec l'Extrême-Orient, il en est résulté de sanglants épisodes et un progrès nouveau des jaunes dans la voie des armements et dans la haine des étrangers. Quoi qu'on en pense, le péril jaune apparaît, dès maintenant, dans l'imagination des peuples, tel que l'a représenté, dans son fameux dessin, l'empereur Guillaume II : dans un décor d'incendie et de carnage, les hordes japonaises et chinoises se répandent sur l'Europe, foulant aux pieds les ruines de nos capitales, détruisant nos civilisations anémiées par toutes les jouissances du luxe et corrompues par l'orgueil de l'esprit. Ainsi, peu à peu, commence à se dégager cette idée que même si un jour doit venir (et ce jour ne me semble pas proche) où les peuples européens cessent d'être, les uns pour les autres, des ennemis et même des rivaux économiques, il leur restera des luttes à soutenir et ils verront se dresser devant eux, comme un péril nouveau, l'homme jaune et l'homme noir. Le monde civilisé s'est toujours organisé en face d'un adversaire et contre lui : pour le monde romain, ce fut le barbare ; pour le monde chrétien, ce fut l'infidèle ; il se pourrait que, pour les sociétés de demain, l'adversaire fût le Jaune ». En fait, c'est sur le plan économique que l'auteur redoute le péril en question : « La victoire du Japon sur la Russie serait le point de

départ d'une ère nouvelle où la race jaune, sous l'impulsion des Nippons, adopterait tous les procédés et les outils de notre civilisation ; il en résulterait pour l'Europe des perturbations économiques qui retarderaient singulièrement la solution des grandes questions sociales qui intéressent le monde du travail ». René Pinon estime qu'il est dans la nature des États fondés sur le mercantilisme de se contenter d'une politique au jour le jour, sans vues générales et sans idéalisme, satisfaite du bénéfice immédiat et inhabile à préparer un lointain avenir. Il pense en effet que trop d'intérêts divergents, d'ambitions rivales et de haines vivaces divisent les Européens. Il en conclut que le vrai péril jaune est en nous : « Si menaçant que soit le danger

extérieur, on peut craindre que les rancunes politiques ne sachent pas se taire et que l'ennemi du dehors ne trouve au-dedans des complices ou au moins des auxiliaires inconscients. La puissance du Japon, plus encore que de ses régiments et de ses cuirassées, est faite de nos discordes, de l'absence d'un idéal capable de soulever les peuples européens au-dessus de la recherche quotidienne de leurs intérêts immédiats et de faire passer dans tous les cœurs le frisson d'une émotion commune. Le vrai péril jaune, c'est en nous qu'il faudrait le combattre ». Dans le numéro 10 du *Burin satirique* 1905 intitulé *L'autre péril*, Orens illustre magistralement les discordes entre Européens dont à ses yeux Guillaume II est l'instigateur.

Dans *L'almanach Hachette* 1905, on trouve un article intitulé « Le péril jaune rendu manifeste par l'écriture ». Il ressort

de cette étude que le Japonais, à coups nets, tranchants, trace des signes qui « traduisent bien la nature d'impulsivité batailleuse » de son peuple. Les traits descendants illustrent son égotisme et son obstination tandis que l'écriture verticale « qui force le scripteur à revenir sans cesse à lui-même traduisent un orgueil immense, une vanité sans mesure qui sont les caractéristiques de l'âme japonaise dont la conscience aux mille replis restera toujours mystérieuse pour nous ». Mais le plus inquiétant sans doute relève de l'observation de « vigoureux traits lancés à droite » par lesquels « l'Asiatique cherche à prendre à l'Occident quelques-unes des forces dont la nature a livré les secrets à ceux qui savent marcher avec le temps ». On

remarque aussi des traits aigus dirigés parfois vers la gauche. Ils sont autant de « javelots lancés vers l'ennemi, dans un geste essentiellement agressif qui caractérise bien ce peuple remuant, souple et batailleur ». En écrivant en français, on note que le Japonais « perd, quand il sort de sa sphère native, l'esprit d'invention, et prend alors avec plus de jugement l'esprit de réalisation ». On en conclut qu'en « venant s'instruire en Europe, les Japonais sont passés du rêve à l'action ». Cependant, ils n'ont pas que des défauts. Doués du sens de l'harmonie, ces traits laissent aussi « deviner la grâce des mousmés ». Certains estiment que l'usage de l'écriture alphabétique, merveilleux outil d'analyse, « devait suffire à prouver l'excellence des cerveaux européens, et leur conserver la maîtrise du monde ». D'autres pensent au contraire que l'écriture chinoise ne

prouve aucune faiblesse intellectuelle, car elle apprend non seulement à écrire, mais à raisonner, donnant une mémoire visuelle bien précieuse dans l'étude des sciences naturelles et appliquées.

PLACE AUX JAUNES

En décembre 1904, les Japonais prennent la colline 203 qui surplombe la rade de Port-Arthur, ce qui leur permet d'anéantir la flotte russe qui s'y trouve. Le 2 janvier 1905, Port-Arthur finit par capituler. Dans le numéro 10 du *Panthéon Orens*, l'artiste nous présente Guillaume II en statue de prophète Daniel de la cathédrale de Metz, déroulant un parchemin sur lequel on peut lire « péril jaune ». D'un air entendu, le Kaiser nous invite une nouvelle fois à réfléchir à cette question d'actualité. Rappelons qu'en mai 1903, le Kaiser avait inauguré le nouveau portail de la cathédrale de Metz où l'architecte, M. Tornow, avait donné les traits de l'auguste empereur d'Allemagne au prophète Daniel ornant le portail. Orens s'est donc souvenu de ce détail piquant.

La victoire éclatante du Japon sur une grande puissance européenne marque la fin de la supériorité de la race blanche sur les races de couleur. La vieille Europe commence à douter d'elle-même, et les États-Unis sont reconnus comme le nouvel arbitre du monde. Le débat sur le péril jaune et sur la prétendue inégalité des races rebondit à l'avantage de peuples considérés jusqu'alors comme inférieurs. *La guerre des races*, c'est le titre que l'on découvre précisément sur une estampe de *La Flèche* (n° 73) datant d'octobre 1904 et opposant maintenant le dragon de l'empire du Soleil-Levant à l'aigle impérial russe. Dans *Le Japon vrai*, F. Martin écrivait déjà avant le début des hostilités : « La première tendance qui

Orens, *L'Actualiste* n° 30.



Orens, *L'Actualiste* n° 68.



●●● domine dans l'esprit du Japonais est le mépris de la vie, qui fait de lui un soldat de premier ordre. La seconde tendance qui domine dans l'âme japonaise est un orgueil extrême, une conscience de la supériorité du Nippon, de l'empire du Soleil levant sur tous les pays du monde, et de la race japonaise sur toutes les races asiatiques et européennes ».

La chute de Port-Arthur est ressentie par certains Blancs comme une profonde humiliation. Par contre, les peuples opprimés y voient une revanche sur les races occidentales qui les tiennent sous leur joug. À ce sujet, dans *La lutte pour le Pacifique*, René Pinon écrit : « La presse, la gravure ont porté jusqu'au fond de l'Asie et de l'Afrique le bruit de la défaite des Russes et du recul de l'Europe : les peuples ont tressailli d'espérance : de l'Afrique noire jusqu'aux extrémités de l'Asie, il n'en est pas un qui n'ait ses griefs contre l'Européen : tout ce qu'ils doivent, malgré tout, de vraie civilisation bienfaisante, ils en oublient bien vite la source pour ne se rappeler que l'humiliation subie et le joug imposé : c'est la loi de l'histoire, et elle n'est que justice lorsque la civilisation n'a été que le prétexte, pour ainsi dire, le véhicule du mercantilisme ». Le Japon exploite sa victoire en utilisant la propagande. En Annam et dans toute l'Indo-Chine, le gouvernement français doit interdire l'entrée des journaux chinois (rédigés le plus souvent par des Japonais) qui commentent avec trop de complaisance la chute de Port-Arthur et la défaite des Européens. On redoute en effet que les indigènes excités ne se révoltent. Aussi, dans le numéro 16 de la série couleur de Molynek (janvier 1905), attablé devant le gâteau de la Corée, le Mikado convoite-t-il déjà celui de l'Indo-Chine (légende : « L'appétit vient en mangeant »). En parlant du Japon, dans « Trois mois avec le maréchal Oyama », Villetard de Laguérie, correspondant militaire du *Petit Journal*, utilise des images qui rappellent le dessin de Molynek : « Nous sommes dupes d'une façade. Mais derrière le Japon qu'on nous montre, est caché l'autre, le vrai, celui qui croit pouvoir congédier sommairement ses instructeurs, et entend les exproprier de ce qu'ils ont créé chez lui, en leur y rendant la vie impossible. Son perpétuel sourire a des dents et des dents voraces, au service d'une fringale qui ne peut pas attendre plus longtemps la cloche du dîner ». En Chine, colportée par les agents japonais

jusqu'au fond des provinces les plus reculées, la nouvelle de la chute de Port-Arthur a un immense retentissement. On écrit que hanté par l'exemple britannique, le Japon se considère maintenant comme « l'Angleterre de l'Extrême-Orient », ou comme « la tête » de ce même Extrême-Orient, réunissant « l'antique splendeur de la civilisation asiatique à la science occidentale ». Charles Laurent qui se trouve à Tokyo, note que dans les rues, les Japonais regardent les Européens « dans les yeux avec une froideur arrogante ; le succès de Port-Arthur n'est pas étranger à cette attitude. Ils se redressent et semblent avoir grandi ; on croirait vraiment que toutes les getas (sorte de sandales en bois) se sont haussées de quelques centimètres ». De même, dans le n° 30 de *L'Actualiste* par Orens, debout sur un tabouret, un petit soldat du Mikado tire l'oreille du tsar à genoux. Légende : « Petit Japonais deviendra grand, pourvu que Dieu lui prête vie ». Dans le n° 3 de la *Bêche*, l'Europe entière admire le soldat japonais. Légende : « Comme il est grand celui qui nous paraissait si petit ».

LE RENOUVEAU PAR L'ASIE

Quelques jours après la reddition de Port-Arthur, le 22 janvier 1905, l'armée du tsar tire sur la foule à Saint-Petersbourg, faisant des centaines de victimes. Cet événement tragique provoque une vague d'indignation contre le régime moscovite. Le tsar perd son statut de justicier pour adopter celui d'agresseur. Pour le punir de cet acte odieux contre son peuple, on se sert maintenant des Japonais pour lui administrer une bonne correction. Dans le n° 68 de *L'Actualiste*, c'est maintenant par Japonais interposé qu'Orens le punit pour les mauvais traitements qu'il inflige à son peuple. Ici, Nicolas II, à son tour figuré en apache, poignarde une femme sans défense tandis qu'à l'aide d'un gourdin, un Japonais dans le rôle du justicier le frappe sur le derrière. Légende : « Quand on manque de force d'un côté, on en trouve d'un autre ». C'est maintenant le caricaturiste qui, par soldat japonais interposé, règle ses comptes avec Nicolas II, magnifique exemple de la rhétorique du talion. Dans l'imaginaire, les trajectoires des images du Russe et du Japonais se sont croisées

au détriment de Nicolas II. Le mouvement socialiste international soutient la cause du Japon. À ce sujet, dans *La lutte pour le Pacifique*, R. Pinon écrit : « Dans la lutte qui met aux prises Russes et Japonais, l'ardente sympathie des partis socialistes va tout droit au Japon, comme au représentant de la civilisation ; son triomphe sera le triomphe de la raison éclairée par la science contre l'obscurantisme, le triomphe de la civilisation moderne contre le Moyen Âge, de la

C'est maintenant le caricaturiste qui, par soldat japonais interposé, règle ses comptes avec Nicolas II.

liberté des peuples contre l'absolutisme des rois, de la révolution contre la réaction. Dans l'espérance des dirigeants du socialisme, le Japon est le bélier formidable qui porte les premiers coups et commence d'ébranler la forteresse où tous les préjugés qui enchaînaient l'humanité et paralysaient

son essor résistent désespérément à l'assaut des idées nouvelles. Comme le poignard de Louvel était une idée libérale, les torpilles et les obus de l'amiral Togo sont des idées révolutionnaires ». Aussi, le numéro 5 du *Collectionneur politique* (par M. Renard) nous montre-t-il le triomphe de la lumière (le Japon) sur l'obscurantisme (le moujik). C'est aussi le triomphe de la liberté sur le despotisme, et la promesse d'un renouveau social et spirituel de l'Europe par l'Asie.

Après la grande bataille de Moukden (mars 1905) qui se termine par un nouveau désastre militaire pour les Russes contraints de se replier sur Kharbin, la réalité du péril jaune se renforce considérablement, et les Japonais qui, au début du conflit, nous étaient présentés comme des insectes nuisibles (*La Flèche* n° 17), sont maintenant considérés comme de véritables héros. Aussi, dans le numéro 19 de *L'Actualiste* (mars 1905) intitulé *Les deux grands capitaines*, c'est Napoléon lui-même qui conseille amicalement au maréchal Oyama de ne pas aller jusqu'à Moscou. L'image du Japon s'europanise au détriment de celle de la Russie dont c'est le côté asiatique, synonyme de barbarie, qui se renforce. À ce sujet, dans le n° 5 des *Carnets de l'exotisme* de mai 1905, Dany Savelli cite la remarque en forme de boutade attribuée à un ambassadeur japonais évoquant le mouvement de bascule qui affecte l'image de son pays suivant qu'il est considéré avant ou après 1905 : « Tant



Les deux grands capitaines, Orens, L'Actualiste n° 19, mars 1905.

que nous avons fait œuvre de civilisation, tant que nous n'avons eu que des lettrés, des savants et des artistes, vous nous avez traités de barbares. Maintenant que nous avons appris à tuer, vous nous appelez civilisés ». En fait, après 1905, entre la Russie et le Japon, on note un effet de stéréotype à bascule, car tandis que le Japon gagne en civilisation, grandeur par la taille et « européanité » au détriment de la Russie, cette dernière gagne en barbarie, petitesse et « asiatisme » au détriment du Japon.

Toujours dans le n° 5 des Carnets de l'exotisme de mai 2005, Marlène Laruelle écrit que « les discours occidentaux sont ambigus dans leur classement de la Russie et la posent souvent comme élément du péril jaune ou tout au moins comme son antichambre vers l'Europe : pour les nationalistes français et allemands, la Russie a des intérêts économiques communs avec la Chine autour de l'exploitation de la Sibérie. La construction du Transsibérien est perçue comme le lien matériel qui permettra aux Jaunes d'arriver jusqu'en Europe. Après 1917, le parallèle deviendra classique et le bolchevisme sera régulièrement assimilé aux hordes gengiskhanides. Paradoxalement, la Russie n'échappe pas à cette peur ». Le péril jaune était déjà d'actualité en Russie avant le déclenchement de la guerre russo-japonaise, mais il se trouve amplifié en 1905 après la chute de Port-Arthur appréhendée comme le début du recul de l'Occident.



Le rêve des vautours d'Israël, Castor, janvier 1905.

Si le mythe du péril jaune sert de prétexte aux nationalistes russes pour justifier la domination coloniale, il leur permet également de dénoncer la prétendue collusion Jaunes-Juifs-rouges. À ce sujet, Marlène Laruelle écrit qu'à l'extrême droite russe « se focalisera parfois plus sur la question jaune que sur la juive ou assimilera les deux en un ennemi commun encerclant la Russie d'est en ouest ». En fait, pour l'extrême droite, « Jaunes et rouges sont synonymes, complotant ensemble contre la Russie dans l'espoir de déclencher un soulèvement révolutionnaire depuis la Sibérie ». De même, dans *L'ours et le singe : perceptions européennes de la guerre russo-japonaise*, Gérard Siary écrit qu'en Russie : « Tour à tour, le Japonais est représenté en macaque, en vil troupier de la nuit par contraste avec le courage frontal de l'Africain, en Juif enfin ». La collusion Juifs-rouges, c'est ce qu'illustre Castor, caricaturiste français, avec une lithographie tirée à très peu d'exemplaires intitulée *Le rêve des vautours d'Israël* datée de janvier 1905. On découvre ici un Juif avec un sac d'or et vêtu de rouge, couleur de la révolution sociale, assis sur le dos d'un moujik enchaîné. Légende : « Il sera bien avancé quand il aura changé de maître ». Quant à Mille, dans *L'Arc-en-ciel*, il produit de nombreuses estampes illustrant la collusion Jaunes et rouges pour déstabiliser le régime moscovite (*La fin prochaine d'une dynastie* n° 30, janvier 1905 ; *Un autre Port-Arthur* n° 49, mars 1905).

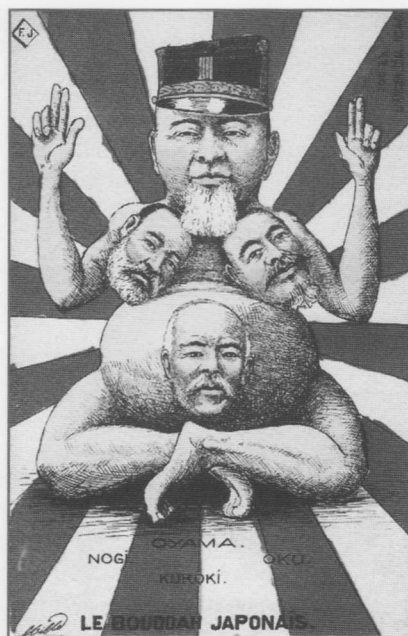


Orens, L'Actualiste n° 32, avril 1905.

Toujours à cette époque, sur une estampe particulièrement frappante réalisée en avril 1905, Orens illustre l'envahissement de l'empire russe par la marée montante du péril jaune en exploitant habilement le thème du mythe arachnéen : en très gros plan, le visage angossé du tsar sur lequel coulent de grosses larmes, se recouvre progressivement d'araignées représentant les soldats nippons. Légende : « Le tsar Nicolas II malade de la jaunisse » (*L'Actualiste* n° 32). Ici, le thème de l'animalité grouillante introduit l'image de la fourmilière asiatique menaçant de submerger l'Europe en commençant par la Russie. Même type d'interprétation par Bianco avec une série de trois estampes où les masses asiatiques sont figurées par des serpents.

DU DIEU À L'OGRE

À l'occasion du désastre de Moukden, Orens a même recours à des symboles religieux afin de nous présenter les généraux japonais comme de véritables divinités dont la puissance insoupçonnée se révèle soudain aux yeux des Occidentaux étonnés. Ainsi, dans le n° 20 de *L'Actualiste* (mars 1905), l'artiste nous dépeint-il, en reprenant l'image du saint suaire du Christ, le maréchal Oyama debout devant le soleil levant, déployant un drapeau japonais sur lequel apparaît le visage jaune de l'empereur Mutsu-Hito. De son côté, Mille a également recours à des symboles religieux pour illustrer la puissance quasi divine du Japon qui étonne le ●●●



Orens, L'Actualiste n° 20, mars 1905. – Mille, L'Arc-en-Ciel n° 45. – La Russie à la merci du Japon, Mille, L'Arc-en-Ciel n° 37.

●●● monde. Il nous propose un nouveau Bouddha japonais composé des têtes des principaux chefs militaires nippons s'étant illustrés dans le conflit : Oyama, Nogi, Oku et Kuroki (L'Arc-en-Ciel n° 45). Sur cette estampe, ce n'est donc pas un Bouddha pacifiste que l'on découvre, mais un Bouddha guerrier figurant au centre du drapeau de guerre japonais, évoquant le double visage d'une Asie à la fois féroce et féconde.

En Occident, l'image de l'Europe se détériore. Autrefois symbolisée par une jeune femme forte et sûre de son bon droit comme c'est le cas dans le *Moonshine* de Londres des 16 juin, 7 juillet et 21 juillet 1900, elle nous apparaît maintenant sous les traits d'une vieille femme en haillons comme en témoigne le n° 42 de L'Arc-en-Ciel intitulé *L'Asie contre l'Europe* : un dragon, les griffes plantées dans la poitrine du tsar, menace une pauvre femme effrayée et vêtue de haillons qui symbolise l'Europe. Cette image, on la retrouve dans le numéro 46 du *Carillon* de Léal da Camara, intitulé *La vieille Europe*. Le n° 6 de L'Arc-en-ciel de Mille (avril 1905) intitulé *Place aux jaunes*, nous montre un pousse-pousse renversant Nicolas II, tandis que les autres chefs d'État européens s'enfuient en courant. Dans *La Russie à la merci du Japon* (Arc-en-Ciel n° 37), Nicolas II désemparé erre entre le Kremlin en flammes et l'aigle impérial abattu d'une flèche, tandis qu'un soldat japonais monte la garde auprès d'une femme blanche (symbolisant la sainte Russie) attachée à un poteau.

En mai 1905, l'escadre russe venue de la Baltique sous le commandement de l'amiral Rodjetsvensky est à son tour anéantie (bataille de Tsou-Shima). La victoire du Japon est désormais totale. Les illustrations relatives au péril jaune deviennent plus agressives. Les Japonais nous sont maintenant présentés comme de véritables ogres assoiffés de sang. Dans le numéro 5 de *La Cravache*, par Marmonier, Mutsu-Hito est qualifié de « *mangeur de Russes* ». Dans le numéro 6 de la série, le maréchal Oyama devient « *l'ogre des Russes* ». Dans la série *La guerre russo-japonaise* par Orens, le même maréchal Oyama dévore allègrement des soldats russes tandis que du sang lui dégouline sur la barbichette. Même type d'interprétation sur une estampe de Muller où le Nippon avale le soldat moscovite. Les représentations d'anthropophagie, jusqu'à présent assez rares, se multiplient. On le voit, nombre d'estampes réalisées après Tsou-Shima nous montrent les Nippons en proie à un véritable déchaînement de violence.

Dans la conscience des Français, l'image du Japonais reste donc toujours ambivalente, son côté positif étant celui d'un dieu correspondant à un sentiment d'admiration, et son côté négatif celui d'un ogre évoquant un sentiment de crainte. En abusant de sa force, il semble maintenant que le Nippon ivre de rage soit en train de commettre des excès. Le danger qui le menace, commun à tous les héros, vient de lui-même. Il risque en effet d'être victime de son orgueil (ou dans le langage mythologique, de la jalousie des dieux). Il est

donc temps de mettre un terme à ses débordements, et c'est ce que fait le président Roosevelt en lui imposant une paix modérée en guise de punition (Roosevelt représente ici le dieu jaloux).

LA CHUTE DU HÉROS

La trajectoire de l'image du Japonais semble donc suivre celle du cycle d'Icare, montrant que si l'homme peut être exalté jusqu'à se sentir des attributs divins, ce faisant, il présume de ses forces et va au désastre. Icare, par orgueil, vole imprudemment trop près du Soleil, qui se venge en faisant fondre la cire qui attachait les ailes sur les épaules du jeune homme. Après une chute vertigineuse, celui-ci s'abîme dans la mer qui depuis porte son nom dans la légende. Dans la caricature, après avoir représenté le Japon sous un aspect héroïque, puis divin, les artistes se vengent de ses excès en le faisant tomber dans une mer de sang. La dégringolade du héros est illustrée par cette punition graphique. On voit l'image divine du Japon se rider pour prendre soudain une face d'épouvante. Cette évolution nous montre que les artistes prennent conscience du caractère ambivalent de la puissance suprême, qui a aussi son côté bestial. Sa part insondable est illustrée par la représentation d'un dieu de terreur, exprimant la peur de l'inconnu. Évocation d'une force cosmique surhumaine au point d'en devenir inhumaine. Évocation aussi de la pulsation de l'univers à travers le cycle sans fin des créations et des destructions, et peut-être même, représen-

tation démasquant l'amoralité orgueilleuse d'un dieu qui exulte aussi bien dans cette création que dans cette destruction.

Avec la signature du traité de paix à Portsmouth le 5 septembre 1905, les Japonais obtiennent l'évacuation de la Mandchourie par les Russes, la cession de Port-Arthur, de Dalny, du chemin de fer de Kharbin et des mines de fer proches de la voie, ainsi que la moitié de l'île de Sakhaline. Le protectorat du Japon sur la Corée est reconnu. Grâce à l'intervention des Américains maintenant hostiles au Japon, la Russie ne perd pas un pouce de territoire (hormis la partie méridionale de Sakhaline), et le traité se fait donc au détriment de la Chine. La Russie parvient même à ne pas payer d'indemnité de guerre au Japon. Dans la presse russe, on évoque le spectre du péril jaune qui constituerait une menace pour la race blanche si la victoire du Japon était trop éclatante. Dans la presse japonaise, on stigmatise cet argument qui est considéré comme une véritable insulte à l'intelligence. Dans la *Japan Gazette* du 2 juin 1905, on lit en effet que « cette invocation par la Russie, à visage découvert, des préjugés raciaux, du péril jaune, afin d'éviter l'humiliation d'avoir à verser des indemnités de guerre,

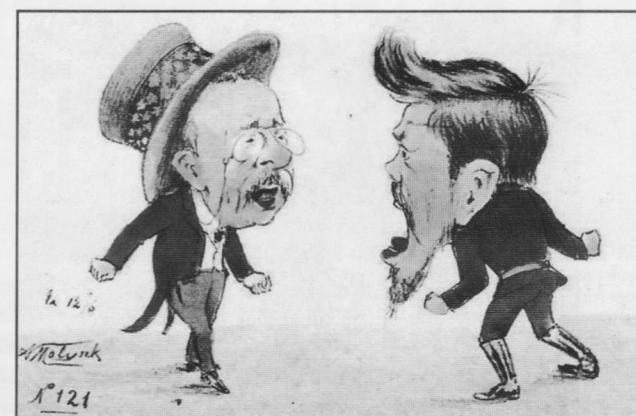
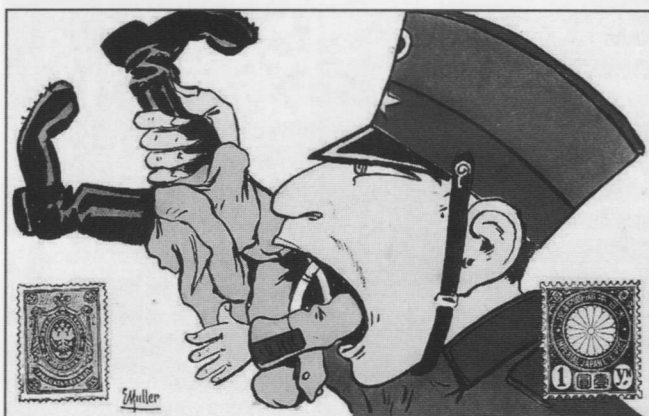
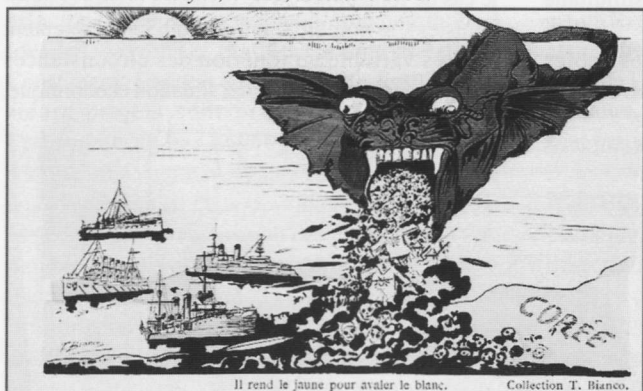
est une ficelle trop grosse pour abuser personne ». Roosevelt, qui ne souhaitait pas une victoire trop éclatante du Japon, est parvenu à ses fins. Lorsque le peuple japonais apprend les conditions de paix, de violentes émeutes éclatent à Tokyo, Yokoama et Nagasaki. Le ministère de l'Intérieur est incendié, les concessions obtenues étant jugées insuffisantes. Le gouvernement n'ose plus présenter le traité au parlement et la loi martiale est proclamée à Tokyo. Après leur médiation, les Américains recueillent la haine inexpiable du peuple japonais déçu dans ses ambitions et frustré du bénéfice de ses victoires. La lutte entre les États-Unis et le Japon pour le Pacifique commence. Les Américains devinent déjà qu'il faudra le disputer aux escadres de Togo et de ses émules. Aussi, dans le numéro 121 de la série couleur de Molynek (décembre 1906), à la suite des troubles antinippons qui éclatent en Californie, Mutsu-Hito et Roosevelt s'affrontent-ils haineusement. Légende: « *Se mangeront-ils le nez?* ». En cas de guerre, l'utilité du canal de Panama est évidente. En novembre 1906, Roosevelt, qui va recevoir le prix Nobel de la paix pour son intervention pacificatrice, visite les chantiers de

percement de l'isthme. En décembre 1941 à Pearl Harbour, comme à Port-Arthur en 1904, c'est par surprise que les Nippons attaquent.

À la Belle Époque, dans la caricature, les images les plus récurrentes du péril jaune sont celles d'une invasion militaire. Viennent ensuite celles de la menace démographique dont la Russie serait la première victime. Plus rarement, c'est la menace économique avec ses usines géantes qui est évoquée. À une époque où la dimension raciale joue un rôle indiscutable, la suprématie de la race blanche est remise en cause et le Japon apparaît alors comme le fer de lance du péril jaune. Autre menace encore, celle qui vient de nous-même à cause des égoïsmes nationaux entre puissances européennes rivales. Lors du premier conflit mondial, véritable suicide collectif, Guillaume II, pourtant grand apôtre du péril jaune, l'incarne alors en plongeant l'Europe dans une guerre absurde et dévastatrice. Pour d'autres enfin, le péril jaune dans son accomplissement est synonyme de promesse d'un renouveau social et spirituel de l'Europe par l'Asie. ■

Bruno DE PERTHUIS

Ci-dessous de gauche à droite et de haut en bas : Estampe de Bianco. - L'Asie contre l'Europe, Mille, L'Arc-en-Ciel n° 42. - Estampe de Muller. Série couleur de Molynek, n° 121, décembre 1906.



L'école mutuelle

On a tendance à penser actuellement que l'école a toujours été celle qu'on a connue, dite « de Jules Ferry », et on ne se pose pas la question de savoir comment elle était avant. Jules Ferry n'a pas inventé l'école, mais il l'a rendue obligatoire pour les garçons et les filles pendant au moins 6 ans. C'était un progrès considérable qui a permis à pratiquement tous les enfants d'avoir un minimum d'instruction. Mais avant les années 1880, il y avait des écoles, et même beaucoup ; leur nombre, et donc le nombre des enfants qui les ont fréquentées, a été en constante augmentation pendant tout le XIX^e siècle.

Il y avait des congrégations dans les villes (peu avant 1830), mais dans la plupart des cas les enfants fréquentaient ce que l'on a appelé ensuite les petites écoles, puis les écoles particulières. L'école mutuelle n'est pas une autre catégorie d'école, c'est une méthode d'enseignement qui s'est développée dans les premières années de la Restauration. Elle a apporté des innovations considérables dans l'enseignement car elle est basée sur le travail mutuel des élèves (qui consiste à faire instruire les écoliers par les écoliers eux-mêmes). Elle suppose une autre organisation des classes et amène aussi une autre innovation fondamentale : l'apprentissage simultané de la lecture et de l'écriture.

Le nombre d'enfants instruits par les écoles mutuelles a été finalement assez restreint, la

À partir de 1815 apparaissent en France des écoles d'un nouveau genre, où les élèves sont instruits par d'autres élèves. Pendant une dizaine d'années, ces écoles mutuelles mettent en œuvre une conception différente de l'éducation.

méthode mutuelle n'a pas joué un rôle très important au niveau de l'alphabétisation ; cependant elle a apporté beaucoup d'innovations pédagogiques importantes qui seront utilisées largement par la suite, même après la disparition de la plupart de ces écoles. Pour comprendre la nouveauté et l'originalité de cette méthode, un retour en arrière s'impose.

LES « PETITES ÉCOLES » DE L'ANCIEN RÉGIME

Les petites écoles enseignent uniquement les apprentissages de base (lire, écrire, compter) aux enfants du peuple, par opposition aux collèges ou institutions religieuses qui accueillent les enfants des notables et proposent aussi d'autres matières (latin, géographie...). Appelées « petites » par opposition aux collèges, elles se sont beaucoup développées pendant les derniers siècles de l'Ancien Régime.

Ces écoles sont payantes (sauf quelquefois dans le cas de fondations ou de certaines écoles congréganistes), le nombre d'enfants qui les fréquentent est très variable en fonction des circonstances locales – ville ou campagne, situation économique,

Une affiche en faveur de l'école mutuelle.



montant de « l'écolage » (prix à payer par les familles pour envoyer leurs enfants à l'école), personnalité du curé... — et selon les régions. Quand le développement économique est plus avancé (Nord, Pas-de-Calais, Alsace), l'intérêt des familles pour l'école est bien plus important que dans les régions moins développées.

Les petites écoles sont très différentes les unes des autres, mais elles ont cependant des caractéristiques communes : les enfants vont à l'école de façon très irrégulière (selon les saisons, surtout dans les campagnes) et très peu de temps (un ou deux ans), ce qui explique l'efficacité très limitée de ces écoles. Malgré ces défauts, l'école existe dans la plupart des régions et bien sûr dans toutes les villes, et la population y est très attachée.

La caractéristique principale des écoles élémentaires de l'Ancien Régime est qu'elles relèvent de la responsabilité exclusive de l'Église catholique (sauf dans les régions de Réforme, qui représentent une part minime de la France). La Monarchie ne s'est jamais intéressée à l'enseignement primaire, aucune réglementation ni aucun contrôle ne sont jamais intervenus dans ce domaine. La Révolution, en enlevant à l'Église le rôle prééminent qu'elle avait précédemment dans la société, aurait dû bouleverser l'organisation de l'enseignement élémentaire.

LE RÔLE DE LA RÉVOLUTION

L'école généralisée est un des rêves de la Révolution. L'idée n'est pas nouvelle, elle est apparue avec le mouvement des Lumières. Le principe d'une instruction publique commune à tous les citoyens et gratuite est annoncé dès la Constituante (rapport de Talleyrand). Ensuite, plusieurs projets sont présentés (dont un par Condorcet, un par Lakanal¹), plusieurs lois et décrets interviennent, mais la succession rapide des événements à cette période ne permet pas la moindre mise en application de ces textes. En fait, pendant la Révolution, les écoles de l'Ancien Régime continuent plus ou moins leurs activités. Il faut dire que l'attention de la population est alors attirée par bien d'autres problèmes jugés plus urgents à régler (sécurité publique, circulation des grains, disettes à certaines périodes...).

LES « ÉCOLES PARTICULIÈRES »

La loi Guizot de 1833 met en place l'école communale, qui devient obligatoire dans les communes de plus de 500 habitants, bien sûr, pour les garçons uniquement. C'est déjà un grand progrès. Entre la Révolution et cette loi s'écoulent plus de trente ans pendant lesquels la scolarisation s'est développée de façon importante sans qu'il y ait eu de changement notable au niveau institutionnel. Les écoles de cette période ont été appelées par la suite écoles particulières, par opposition aux écoles communales créées par la loi Guizot. Leur

caractéristique fondamentale est qu'elles sont créées par un particulier qui assume seul la responsabilité de l'école, tant sur le plan de l'enseignement que sur le plan financier.

N'importe qui peut donc ouvrir une école du jour au lendemain. Conséquence logique, la compétence des instituteurs est très variable, et en général assez faible (et celle des institutrices encore plus faible). Ils ne peuvent apprendre aux enfants que ce qu'ils ont eux-mêmes appris en fréquentant plus ou moins longtemps une école particulière.

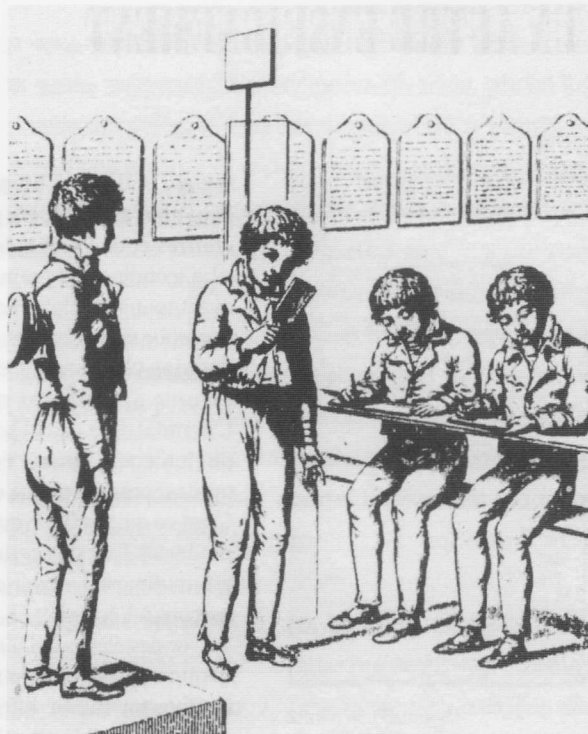
Ces écoles primaires accueillent les enfants de familles modestes ou pauvres, car pour les enfants de notables il existe d'autres écoles : les collèges, et surtout les lycées (créés en 1802), qui ont des classes primaires payantes de la 11^e à la 7^e et des internats. Le domaine propre des écoles élémentaires se limite à trois apprentissages, lire, écrire et compter, ce qui les distingue nettement des autres institutions existant à l'époque, qui se préoccupent soit d'instruction chrétienne (les couvents pour filles), soit de donner une formation intellectuelle plus riche (les collèges). La contribution scolaire est différente selon que l'enfant va à l'école pour apprendre à lire, à écrire ou à compter, car la difficulté de l'apprentissage, pour l'élève comme pour le maître, et l'utilité de ces trois enseignements ne sont pas les mêmes.

MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT

L'apprentissage de la lecture constitue l'activité essentielle des élèves, et la seule pour un grand nombre d'entre eux : tous ceux qui ne resteront pas suffisamment à l'école pour accéder au stade de l'écriture, ceux dont les parents refusent de payer plus cher et ceux dont les maîtres se révèlent incapables de leur apprendre à écrire. On apprend alors à lire en latin, en commençant par les lettres, puis les syllabes, puis les mots et enfin les phrases.

L'écriture intervient ensuite. C'est un apprentissage difficile, infiniment plus ardu que celui de la lecture, tant pour l'élève que pour l'enseignant, à qui elle demande une grande disponibilité.

Apprendre à compter est le niveau terminal de l'instruction élémentaire. On apprend successivement l'addition, la soustraction, la multiplication, la division, puis la règle de trois et enfin les fractions. Mais cet enseignement n'est pas présent partout, loin s'en faut, il coûte cher, ●●●



La leçon d'écriture. Guide de l'enseignement mutuel avec des gravures et des tableaux, Dr Bally, 2^e édition, Colas, 1818, bibliothèque municipale de Grenoble.

1. Joseph Lakanal (1762-1845), ancien frère des écoles chrétiennes. Il s'est toujours intéressé aux problèmes de l'école primaire dans tous les postes qu'il a occupés pendant les années de la Révolution.

●●● et de plus bien des maîtres ne sont pas capables de l'assurer au-delà de la lecture des chiffres et de l'addition.

La lecture est le premier enseignement, elle sert avant tout à la religion et à la morale, il faut savoir lire pour connaître les prières et les éléments de doctrine chrétienne. Cela est d'ailleurs considéré comme amplement suffisant pour les filles. L'écriture et le calcul sont déjà des apprentissages de l'utile, qui associe école et métier, c'est-à-dire qu'ils représentent une certaine promotion sociale. C'est ce qui explique que les familles modestes font dès cette époque des efforts financiers pour envoyer leurs garçons à l'école.

Avec des élèves qui viennent irrégulièrement, n'ont pas le même âge, et ont tous un niveau différent, le seul mode d'enseignement possible est celui qu'on utilise depuis toujours, la méthode individuelle : l'instituteur fait travailler séparément chacun des enfants, et pendant ce temps les autres ne font rien. C'est évidemment une méthode très lente et très peu efficace. Les Frères des écoles chrétiennes, congrégation fondée en 1678 par Jean-Baptiste de la Salle pour instruire les enfants pauvres des villes, en même temps qu'ils ouvrent un certain nombre d'écoles urbaines, introduisent, au début du XIX^e siècle, un autre système, la méthode simultanée : l'instituteur apprend la même chose à une classe d'enfants qui sont tous de même niveau. C'est une méthode plus logique et plus rapide, mais qui n'est applicable que s'il y a suffisamment d'enfants pour faire plusieurs classes de même niveau. D'ailleurs, les Frères des écoles chrétiennes n'ouvrent une école qu'avec un minimum de trois frères, donc de trois classes (en général, deux classes de lecture et une classe d'écriture), ce qui n'est réalisable que dans les villes assez grandes. Cette méthode est impossible à pratiquer dans une école particulière où un seul maître a en charge tous les enfants. Les Frères des écoles chrétiennes sont les premiers à considérer que l'école a une utilité sociale, c'est pourquoi ils introduisent aussi l'apprentissage de la lecture en français et non en latin. Mais cet enseignement « novateur » n'est réservé qu'à très peu d'enfants, ces écoles sont encore peu nombreuses.

On estime qu'en 1829, quatre cinquièmes des maîtres utilisent encore la méthode individuelle. Pratiquement tous les enfants qui vont à l'école au début du XIX^e siècle reçoivent exactement le même enseignement que lors des siècles précédents. La méthode mutuelle, apparue en 1815, est vraiment une nouveauté dans le paysage scolaire.

LA MÉTHODE D'ENSEIGNEMENT MUTUEL

L'enseignement mutuel est un mode d'enseignement, c'est-à-dire une méthode pédagogique qui se caractérise surtout par l'intervention dans les classes d'élèves choisis parmi les meilleurs,

appelés moniteurs, qui enseignent à leurs camarades sous l'autorité du maître. C'est une méthode pédagogique qui rend « *les enfants instituteurs les uns des autres* » (Lazare Carnot², rapport adressé à Napoléon le 27 avril 1815). Diffusée en France dans les années 1814-1815, elle est issue de deux systèmes, différents quoique proches, initiés par des Anglais, André Bell et Joseph Lancaster (c'est pourquoi l'école mutuelle, dans les documents d'époque, est souvent appelée école lancastrienne).

Chaque classe est placée sous la responsabilité immédiate d'un moniteur choisi parmi les meilleurs élèves, qui fait exécuter les exercices.

Les principes d'organisation d'une école mutuelle sont très précis. Les enfants sont regroupés par classes, entendons par classes divisions ou groupes de niveau, auxquels ils sont affectés « *sui-vant leur force dans la lecture et l'écriture* ». Les élèves du premier banc écrivent l'alphabet sur le sable avec leurs doigts, les suivants utilisent l'ardoise et les plus avancés, au fond de la classe, la plume et le papier. Les exercices sont bien entendu gradués. Une école mutuelle compte huit classes qui occupent chacune, selon ses effectifs, un ou plusieurs bancs. Toutefois, et c'est là un trait tout à fait spécifique de l'organisation pédagogique des écoles mutuelles, l'affectation d'un enfant à une classe peut être modifiée au cours de l'année scolaire en fonction des résultats obtenus ; tous les quinze jours, un examen permet de faire avancer les meilleurs et rétrograder les plus faibles. Ainsi chaque élève est toujours à sa vraie place, « *nul obstacle n'arrête un enfant intelligent ; nul individu sans faculté n'entrave la marche de celui qui est doué*³ ».

Chaque classe est placée sous la responsabilité immédiate d'un moniteur choisi parmi les meilleurs élèves, qui fait exécuter les exercices. De son estrade, le maître, secondé par le moniteur général, donne les ordres nécessaires au bon déroulement des travaux et veille à la discipline générale de l'école. L'emploi du temps des huit classes travaillant simultanément dans un même local doit être exactement minuté, d'où la place importante de l'horloge dans une salle de classe. Dans cette organisation pédagogique, les moniteurs tiennent une place essentielle ; ils sont les intermédiaires du maître dont ils transmettent les commandements, et qui peut ainsi maîtriser de lourds effectifs. Mais le moniteur doit aussi contribuer à responsabiliser les élèves, entretenir l'émulation, et constituer une pépinière de futurs maîtres formés à la méthode de l'enseignement mutuel.

Certains exercices, par exemple la lecture, sont organisés selon les mêmes principes (groupes de

2. Lazare Carnot (1753-1823), officier du génie, député, membre du Comité de salut public. Hostile au consulat à vie et à l'Empire, il se retire de la vie publique avant de devenir ministre de l'Intérieur pendant les Cent-Jours, puis d'être banni comme régicide en 1816. Il est également connu pour ses travaux scientifiques, en tant que créateur de la géométrie moderne avec Monge.

3. *Guide de l'enseignement mutuel*, Dr Bally, Colas, 1818.

niveau et monitorat) mais les élèves se disposent en demi-cercle devant des tableaux qu'ils lisent sous la direction d'un moniteur.

La mise en œuvre du mode mutuel nécessite, et c'est là aussi une de ses originalités, un local spécialement aménagé, un mobilier scolaire adapté et un matériel pédagogique spécifique : bancs, tables, « télégraphes » qui désignent les classes, cercles de lecture placés autour de la salle, estrade du maître, pendule, et pour la première fois dans une salle de classe, tableaux et ardoises.

La conduite d'une école mutuelle, dont on affirme qu'elle doit pouvoir contenir au moins 500 élèves répartis en huit divisions se livrant à des exercices différenciés, implique une stricte discipline. L'uniformisation des structures et des pratiques pédagogiques est, aux yeux des partisans de l'école mutuelle, tout à fait essentielle au développement à l'échelle nationale d'un enseignement élémentaire de masse. Il est vrai que cette méthode permet d'apprendre plus rapidement à plus d'enfants, grâce à des innovations importantes : l'apprentissage simultané de la lecture et de l'écriture, l'usage massif du tableau et des ardoises et la place des livres. Elle a aussi apporté une autre innovation : l'intérêt porté à la formation des maîtres.

Comment une telle méthode d'enseignement, aux antipodes de ce qui se faisait depuis toujours, a-t-elle pu se développer assez rapidement à cette époque ?

LA SOCIÉTÉ POUR L'INSTRUCTION ÉLÉMENTAIRE ET LE CONTEXTE POLITIQUE

Le livre de Lancaster qui pose les principes de l'école mutuelle date de 1803. Intitulé *Amélioration dans l'éducation des classes industrielles de la société*, il est traduit en français en 1815. À la même époque, pendant les Cent-Jours, est fondée à Paris la Société pour l'instruction élémentaire qui a pour but de développer l'éducation du peuple. Sous l'influence des Lumières et des projets scolaires de la Révolution, l'idée que les classes populaires doivent accéder à un certain niveau de connaissances est largement partagée par les milieux dirigeants, les hommes politiques et les philanthropes, qui s'accordent alors à penser que la stabilisation sociale et politique, après 25 ans de bouleversements, ne saurait aller sans l'instruction du peuple.

Cette société fait une intense propagande pour l'école mutuelle (mais pas uniquement, elle était aussi ouverte à toutes les expériences novatrices en matière d'enseignement) par le biais de nombreux documents : instructions, guides, manuels, tableaux, gravures. Elle édite aussi un journal. Son rôle est primordial dans la diffusion de la méthode mutuelle, mais elle a aussi pour objectif de fonder des écoles : elle participe donc activement à la

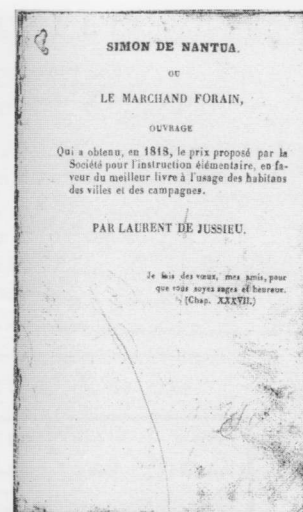
création d'écoles mutuelles par des aides financières au moment de l'installation et en assurant la formation des maîtres intéressés.

La Société pour l'instruction élémentaire compte rapidement un grand nombre d'adhérents, en particulier parmi la noblesse et la bourgeoisie libérale (Guizot, le duc d'Orléans, Lafayette, Carnot, les frères Perrier, de Wendel, J.B. Say, Ampère...). Elle est largement encouragée par Lazare Carnot, ministre de l'Intérieur des Cent-Jours. Le nombre d'écoles mutuelles se développe rapidement : en 1817, tous les arrondissements de Paris en ont une ; en 1820, il y a 1 500 écoles mutuelles en France.

Ce nouveau mode d'enseignement fait évidemment l'objet d'un vif débat : l'Église et les ultras manifestent une hostilité violente, les libéraux de toutes obédiences témoignent avec ardeur et enthousiasme leur admiration ; on parle de la nouvelle méthode dans les gazettes, on s'inscrit dans les sociétés d'instruction. L'Académie française, elle-même, s'y intéresse et, dès 1818, décerne des prix à ceux qui vantent les mérites de la méthode. Le jeune Victor Hugo (il a alors 16 ans) figure cette année-là parmi les lauréats pour avoir su chanter avec ferveur le charme de la nouvelle institution : « Répondez mes amis, il doit vous être doux / D'avoir pour seuls mentors des enfants tels que vous ; / Leur âge, leur humeur, leurs plaisirs sont les vôtres, / Et ces vainqueurs d'un jour, demain vaincus par d'autres, / Sont tour à tour parés de modestes rubans, / Vos égaux dans vos jeux, vos maîtres sur les bancs. / Muets, les yeux fixés sur vos heureux émules, / Vous n'êtes point distraits par la peur des férules ; / Jamais un fouet vengeur effrayant vos esprits / Ne vous fait oublier ce qu'ils vous ont appris ; / J'écoute mal un sot qui veut que je le craigne, / Et je sais beaucoup mieux ce qu'un ami m'enseigne. » Deux ans plus tard, Xavier Boniface de Saintine, très célèbre à l'époque, obtient le prix de poésie pour un poème à la gloire du nouvel enseignement et de ses nouveaux maîtres. Il n'est pas jusqu'au théâtre qui n'y fasse allusion ; Camille Bonjour, un auteur à succès, consacre dans une de ses comédies, *La mère rivale*, une tirade importante à l'enseignement mutuel et recueille ainsi de vifs applaudissements.

L'école mutuelle a eu son heure de gloire sous les Cent-Jours et dans les débuts de la Restauration, où elle a bénéficié de la neutralité bienveillante du gouvernement (Gouvion St Cyr, ministre de la Guerre de 1816 à 1820, auteur de la grande loi de 1818 réorganisant l'armée, y implante l'enseignement élémentaire, qui suit pendant longtemps la méthode mutuelle ; le déclin de ce mode ne compromettra pas le mouvement d'instruction interne à l'armée qui durera jusqu'à la guerre de 1914).

L'enseignement mutuel fait l'objet de nombreuses polémiques de la part de l'Église et des ultras. C'est la preuve que tout débat touchant à la ques-



Simon de Nantua de Laurent de Jussieu, livre patronné par la Société pour le développement de l'enseignement élémentaire, qui a eu un gros succès, a été réédité 30 fois entre 1818 et 1859, et traduit en 7 langues.

Gouvion St Cyr (1764-1830).



●●● tion scolaire ne peut être circonscrit au seul domaine pédagogique et touche à l'ensemble des ressorts de la société. Il est évident qu'une méthode d'enseignement venue d'Angleterre, introduite par des protestants, soutenue par Carnot (qui vient d'être banni en 1816 pour régicide) ne peut paraître que suspecte à l'Église et aux ultras. Surtout, la méthode mutuelle change complètement la conception que l'on avait de l'école, elle suspend les hiérarchies scolaires au mérite, elle permet même à un fils d'indigent d'être le moniteur des fils de notables, elle se veut un instrument au service du développement de l'individu (d'ailleurs on a remarqué que beaucoup de socialistes des années 1848-1850 ont fréquenté des écoles mutuelles, par exemple Proudhon à Besançon). Il est vrai que beaucoup de libéraux qui défendaient l'école mutuelle n'allaient pas aussi loin et soutenaient la nouvelle méthode avant tout pour son efficacité à développer rapidement l'instruction dans les classes populaires. Néanmoins, ses principes faisaient peur à tous ceux qui avaient toujours refusé les acquis de la Révolution. De plus, le clergé et les ultras ne pouvaient accepter le développement d'une école qui remettait en cause le monopole de l'Église sur l'enseignement. Le retour des ultras au pouvoir en 1820 ne pouvait qu'avoir un effet tout à fait négatif sur le développement et l'avenir même de l'enseignement mutuel.

EN ISÈRE

Le département de l'Isère (et particulièrement Grenoble) a été un terrain favorable à l'implantation de l'école mutuelle. Depuis la Révolution, le milieu culturel est dynamique et ouvert aux problèmes de l'enseignement. L'École centrale de Grenoble⁴, fondée en 1796, est l'une des plus actives et des plus novatrices, la Société des sciences et des arts, académie locale fondée en 1796, est largement ouverte à la réflexion sur l'école et l'éducation.

Jusqu'en 1817, les ultras tiennent de solides positions à Grenoble : préfecture, mairie, commandement militaire. Aucune école mutuelle ne peut s'implanter dans le département. Pendant l'été 1817 arrive un nouveau préfet, Choppin d'Arnouville (proche de Decazes, ministre des Affaires étrangères, puis président du Conseil en 1818, considéré comme libéral) qui, lui, a une attitude complètement opposée : il réactive la Société des sciences et des arts mise en sommeil entre-temps, qui organise le 20 octobre 1817 une séance publique consacrée à la nouvelle méthode d'enseignement. Rapidement, des écoles mutuelles se créent : on en compte deux en 1817, à Bourg d'Oisans et Vizille. En 1818, le préfet encourage la constitution à Grenoble d'une Société pour l'instruction élémentaire, filiale de celle de Paris. Toutes les « élites » grenobloises y adhèrent : les

frères Champollion, qui sont déjà à l'origine d'une école mutuelle à Figeac et vont créer et diriger celle de Grenoble, Hugues Berriat, les frères Perrier, industriels et banquiers dauphinois qui vont implanter une école mutuelle dans leur usine de Vizille... En moins d'une dizaine d'années, environ 45 écoles mutuelles voient le jour dans le département de l'Isère. En 1820, le retour des ultras engendre la nomination d'un nouveau préfet, le baron d'Haussez, et dans l'Isère comme ailleurs, le développement des écoles mutuelles subit un très net coup d'arrêt. Vers 1830, il ne reste qu'une petite dizaine d'écoles mutuelles dans le département (six en 1826).

LE FONCTIONNEMENT D'UNE ÉCOLE MUTUELLE : EXEMPLE DE VOIRON

À Voiron, dans l'Isère, le maître, M. Martin, est un enseignant ancien, installé depuis longtemps. Il veut fonctionner en école mutuelle dès 1815, mais rencontre beaucoup de difficultés, malgré l'appui du préfet. Il fait son stage de formation dans une école mutuelle de Grenoble, puis c'est son fils, diplômé de l'école normale, qui prend la direction de l'établissement. Ils appliquent tous les deux la méthode mutuelle strictement, du moins au début. Et heureusement pour nous, ils ont rempli consciencieusement plusieurs tableaux : prix demandé aux familles, absences, conduite des élèves, leçons, progrès des élèves.

Sur le tableau concernant la conduite des élèves, la plupart du temps, il est tout simplement indiqué « bonne ». Quelquefois, il y a des commentaires.

La méthode mutuelle permet même à un fils d'indigent d'être le moniteur des fils de notables.

En mars 1820 : « La conduite morale des élèves est très bonne. On leur apprend le catéchisme ; ils sont conduits à la messe régulièrement tous les jours de congés ». En juin 1821 : « La conduite morale des élèves est passablement bonne. Elle serait peut-être parfaite si la majeure partie des enfants dont l'école est composée n'appartenait point à des artisans ou à des ouvriers qui ne peuvent sacrifier aucun temps à veiller sur la conduite de leurs enfants hors de l'école ». En septembre 1821 : « Les élèves sont très assidus à l'école. Ceux au-dessus de huit ans récitent le catéchisme tous les samedis et vont régulièrement à la messe tous les jeudis ; les autres jours, leurs parents les y conduisent ou les y envoient. Par conséquent, ils sont presque toujours éloignés des lieux publics où ils pourraient contracter de mauvaises habitudes ». En juin 1822 : « L'école, quoique peu nombreux vu la localité, est composée d'enfants de toutes les classes de la société et par conséquent différents un peu de mœurs et de conduite mais on peut dire en général que les mœurs sont bonnes ».

4. Cette école a été installée dans l'ancien collège de jésuites. Elle est devenue lycée en 1803. Après la construction du lycée Champollion (1887), elle est devenue lycée de filles, puis lycée mixte en 1968. C'est l'actuel lycée Stendhal.

On voit que la religion et la morale ont une grande place dans l'éducation, y compris dans les écoles mutuelles. L'école se charge du catéchisme (le samedi) et emmène les enfants de plus de huit ans à la messe une fois par semaine (le jeudi). Ces enfants étaient censés aller à la messe tous les jours, avec ou sans leurs parents ; y allaient-ils vraiment aussi souvent ? Cela nous paraît difficile à croire aujourd'hui. Il est vrai que les écoles mutuelles, tellement critiquées, se devaient de faire la preuve de leur « bonne moralité ».

On constate aussi que cette école est ouverte à toutes les classes de la population de Voiron et qu'elle est fréquentée largement par des enfants d'artisans et d'ouvriers, comme toutes les autres écoles de Voiron. Ce n'est pas le cas partout. À Grenoble, les deux écoles mutuelles, une gratuite et une payante, n'accueillaient évidemment pas le même type d'élèves.

Sur les tableaux concernant l'enseignement, on peut lire non seulement le nombre d'élèves de l'école, mais aussi le nombre d'élèves qui passent dans la division supérieure chaque mois puisque c'est le principe même de l'école mutuelle. En général, il y en a environ une dizaine par trimestre en lecture et en écriture, et entre cinq et huit en arithmétique. On sait aussi que la classe était pourvue de demi-cercles pour la lecture et que l'instituteur fournissait les ardoises, les tableaux au mur et les fournitures. La méthode mutuelle demandait non seulement une formation spécifique, mais aussi une organisation et une disponibilité importantes pour le maître. Cela ne devait pas être facile dans un petit établissement (une quarantaine d'élèves) où il fallait coordonner huit groupes de niveau en prenant des moniteurs parmi les élèves. Cette méthode n'était vraiment « rentable » qu'avec un nombre important d'enfants. Est-ce pour cette raison que les Martin se sont éloignés de la méthode dans certains cas ? Toujours est-il que sur les deux derniers tableaux (1^{er} et 2^e trimestre 1824), on trouve la même annotation : « Depuis la fin de l'année scolaire 1822, on a cessé les marches et les contremarches pour aller aux cercles de lecture et revenir dans les bancs. Les classes inférieures continuent seulement à écrire sur l'ardoise sous la dictée des moniteurs et l'on fait lire sur les tableaux et sur les livres à peu près suivant la méthode des Frères de la Doctrine chrétienne. » On a donc abandonné la lecture au cercle et on apprend à lire avec la méthode simultanée.

Il n'y a pas de tableau pour le 4^e trimestre 1824, l'expérience de l'école mutuelle est terminée. Mais M. Martin fils (qui dirige son école jusqu'en 1836) garde certaines de ses pratiques pédagogiques. Un tableau de 1833 nous indique qu'il emploie « la méthode simultanée plus une partie mutuelle » ; à cette date, les autres écoles de Voiron emploient toutes uniquement la méthode simultanée.

ENSEIGNEMENT MUTUEL.

ÉCOLE Élémentaire de Voiron

Département de l'Isère. NOM DU FONDATEUR, *Martin Jaquet, agent approuvé la loi du 10 août 1819.*
 Arrondissement de Grenoble. ÉPOQUE DE LA FONDATION, *1^{er} juillet 1818.*
 Commune de Voiron. DIMENSION DE LA SALLE, *18 pieds sur 7.*
 Population *6,000 ans.* NOMBRE D'ÉLÈVES QU'ELLE PEUT CONTENIR, *40.*
 NOM DE L'INSTITUTEUR, *Martin (Frère de Jean) fils au fondateur.*
 LIEU OU IL A APPRIS LA MÉTHODE, *à Grenoble.*
 Trimestre de *juillet 1829.* RÉTRIBUTION MENSUELLE, *deux francs par semaine par mois d'élève.*

COMTE RENDU POUR LE TRIMESTRE de *juillet 1829.*

	MOIS de <i>juillet.</i>	MOIS d' <i>août.</i>	MOIS d' <i>septembre.</i>
Nombre d'Élèves existans le 1 ^{er} du mois	<i>38.</i>	<i>40.</i>	<i>32.</i>
Élèves montés d'une classe en . . .	LECTURE		
	<i>18</i>	<i>13</i>	<i>10</i>
	ÉCRITURE		
	<i>19</i>	<i>4</i>	<i>12</i>
	ARITHMÉTIQUE		
	<i>2</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

N. B. Si des Étèves sont montés de plusieurs classes en un mois, on les portera en note.

Note sur la conduite morale des Élèves.

Passable.

En France, les écoles mutuelles n'ont pas fonctionné très longtemps, après la période 1820-1826, le recul est très net, même si certaines écoles ont pu continuer « une partie mutuelle » plus ou moins longtemps. Cependant, cette expérience de l'école mutuelle n'a pas été complètement négative, loin de là. On a parlé alors d'enseignement primaire, d'apprentissage, de formation, on a appris à évaluer les élèves, à tenir compte de leurs progrès, c'est une conception différente de l'enseignement qui émerge, d'un coup, dans un paysage figé depuis très longtemps. Même à l'échelon d'une petite ville (Voiron, 6000 habitants à l'époque et cinq ou six écoles particulières), l'école mutuelle a marqué une étape certaine dans l'évolution de l'enseignement primaire. Pour la première fois, les membres du conseil municipal ont eu à discuter d'école, de méthodes pédagogiques, la population a probablement été plus ou moins concernée, tout cela ne pouvait que favoriser l'intérêt des familles pour l'école. L'école de M. Martin a fonctionné six ou sept ans en utilisant la méthode mutuelle, avec toutes les innovations pédagogiques qu'elle a apportées, en particulier l'apprentissage simultané de la lecture et de l'écriture. Cela n'a pas pu ne pas avoir de retentissement sur les autres écoles et a donc contribué à l'amélioration pédagogique qui a eu lieu par la suite. Et reconnaissons qu'inventer le tableau noir et les ardoises, c'était une idée géniale, on n'a encore rien trouvé de mieux depuis presque deux cents ans ! ■

Un tableau de l'école mutuelle de Voiron, juillet 1822, archives municipales de Voiron.

Christiane LE DIOURON

Marinus et Georg : comment résister au nazisme ?

Jusqu'au putsch manqué du 20 juillet 1944, les tentatives les plus abouties contre le régime de Hitler ont été deux actes personnels : l'incendie du Reichstag et l'attentat de la brasserie *Bürgerbraükeller*.

Pendant plus d'un demi-siècle Marinus Van der Lubbe (1909-1934) et Georg Elser (1903-1945) ont été présentés par les historiens comme des agents hitlériens. La preuve est faite aujourd'hui qu'ils ont résisté au nazisme au prix de leur vie. Pourtant, la plupart des livres scolaires, des dictionnaires et des encyclopédies persistent à affirmer que les deux combattants solitaires ont été manipulés, l'incendie du Reichstag comme l'attentat de la brasserie munichoise *Bürgerbraükeller* ayant objectivement servi les desseins de Hitler¹. L'incompréhension rencontrée par ces deux actes de résistance et leur récupération par le régime national-socialiste illustrent l'extrême difficulté de la lutte contre une dictature totalitaire.

L'INCENDIE DU REICHSTAG

Un mois après que les conservateurs allemands eurent installé Hitler à la Chancellerie en dépit de son échec électoral de novembre 1932, le Reichstag brûlait. Le jour même (le 27 février 1933), un jeune militant du KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands* ; Parti communiste allemand) transmet la nouvelle dans une lettre à son correspondant français, Daniel Guérin². Sous sa plume, la provocation ne faisait pas l'ombre d'un doute : « *J'aimerais voir l'idiot qui a incendié le Reichstag en croyant agir dans l'intérêt du prolétariat !* » s'exclamait-il. Puis, prévoyant la terreur de masse qui allait se déchaîner quelques heures plus tard, il concluait sobrement : « *Cette lettre sera probablement la dernière*³. » Déjà la radio de Goebbels annonçait la version officielle de la culpabilité des « bolcheviks »...

Les militants du KPD qui connaissaient l'état de faiblesse de leur parti et son incapacité à orchestrer un soulèvement furent les seuls à ne pas croire à un attentat communiste. Sur le moment, cette explication parut logique à la plupart des Allemands, y compris aux chefs nazis, totalement paniqués ce soir-là aux dires des témoins et des policiers présents devant le Reichstag. Persuadés que le KPD ne se laisserait pas abattre sans résistance, les nouveaux maîtres de l'Allemagne se préparaient



depuis leur arrivée au pouvoir à une insurrection. Le 31 janvier, au lendemain de l'intronisation de Hitler, le journal intime de Goebbels relate une conférence consacrée à « *jeter les grandes lignes de la lutte armée contre la terreur rouge* » dès que se manifesteraient « *les tentatives de révolution bolchevique* ». Le soir du 27 février 1933, le ministre de la Propagande nota que l'incendie constituait « *l'ultime tentative [des communistes] pour semer la confusion par le feu et la terreur afin de s'emparer du pouvoir à la faveur de la panique générale*⁴ ».

Interpellé dans le bâtiment en flammes, le militant internationaliste hollandais Marinus Van der Lubbe avait immédiatement revendiqué son acte et les enquêteurs firent part à Göring de leur conviction qu'ils tenaient là le seul coupable. C'est alors que les nazis, rassurés, décidèrent de présenter l'embrassement du Reichstag comme le signal d'une insurrection de « l'Armée rouge » dont le KPD les menaçait depuis des mois.

Quelques années plus tard l'opposant Sebastian Haffner revint sur les réactions de l'opinion au lendemain de l'incendie : « *l'aspect le plus intéressant de l'incendie du Reichstag fut peut-être que tout le monde, ou presque, admit la thèse de la culpabilité communiste. Même les sceptiques trouvaient au moins que ce n'était pas tout à fait impossible. C'était la faute des communistes eux-mêmes. Au cours des dernières années, leur parti était devenu de plus en plus puissant, ils n'avaient cessé de brandir leur "détermina-*

1. Sur les circonstances de l'incendie du Reichstag et son historiographie, lire les articles de Jean-Jacques Gandini (*Gavroche* n° 131) et Jean-Luc Debry (*Gavroche* n° 150) ainsi que le bel article de Paul Barton, « Marinus van der Lubbe ou le mythe dans l'histoire » publié dans *La Révolution prolétarienne* (n° 437, mars 1959) et repris dans *Agone*, n° 25, 2001, p. 171-195. Pour une connaissance plus approfondie de Marinus Van der Lubbe : Nico Jassies, *Marinus Van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, éditions antisociales, 2004 ; Yves Pagès et Charles Reeve, *Marinus Van der Lubbe. Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, Verticale, 2003. Sur Georg Elser, voir le n° 146 de *Gavroche*.

2. Daniel Guérin, *Sur le fascisme I, La peste brune*, « petite collection Maspero », 1965. Les extraits cités sont tirés du chapitre : « Avant la catastrophe » (1932).

3. *Ibid.*, p. 52.

4. 27 février 1933.



tion", et en fait personne ne les croyait capables de se laisser interdire et exterminer sans défense. Durant tout le mois de février on avait louché sur la gauche, attendant la riposte des communistes. [...] Le mythe nazi du putsch communiste déjoué tomba sur un terrain de crédulité préparé par les communistes eux-mêmes. Qui pouvait savoir qu'il n'y avait rien derrière leurs poings brandis⁵ ? »

Quant à Marinus, une fois arrêté, « il lui fallut reconnaître, lui qui n'avait pas abandonné la cause, que la cause l'avait abandonné⁶ ». Pendant le procès de Leipzig où il comparut à l'automne 1933 en même temps que plusieurs dirigeants communistes, le jeune homme qui avait été maltraité, sans doute drogué, et qui souffrait d'une quasi-cécité, parut totalement à la dérive. Entouré d'ennemis, traité de provocateur nazi par les communistes et de provocateur communiste par les nazis, il avait cependant trouvé quelques défenseurs hors d'Allemagne, dans la mouvance « conseilliste » et chez les libertaires. Son comité de soutien aux Pays-Bas, animé par des militants connus et respectés tel que Jan Appel et Anton Pannekoek, ainsi que le Comité International Van der Lubbe à Paris diffusaient ses écrits qui révélaient un jeune homme « intelligent et solitaire, sans attache avec aucun groupe politique mais animé d'un sens aigu de l'injustice face à la misère de la classe ouvrière dans le système capitaliste⁷ ». Ces quelques voix avaient le plus grand mal à se faire entendre, y compris au

sein du mouvement anarchiste. André Prudhommeaux, défenseur passionné de Marinus, dut cesser sa collaboration au *Libertaire* qui dénonçait l'incendiaire du Reichstag comme « un agent d'Hitler⁸ ». Pendant ce temps, le Komintern, soucieux de faire oublier sa stratégie suicidaire au moment de l'ascension électorale du parti national-socialiste et l'écrasement sans combat du KPD après l'arrivée au pouvoir de Hitler, organisait la diffusion du *Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne* publié sous la direction de Willy Münzenberg. Cet ouvrage traduit en quinze langues et tiré à un million d'exemplaires, truffé de calomnies et de documents aussi faux que ceux produits par les nazis à Leipzig, accusait Marinus d'être un agent hitlérien et, entre autres affabulations, d'avoir été l'amant de Göring... Le « contre-procès du Reichstag » organisé à Londres en septembre 1933, avant même que le *Reichsgericht* ouvre le sien, présenta les mensonges du *Livre* ●●●

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose...

La thèse mensongère du *Livre brun* influença durablement les antifascistes, bien au-delà des stalinien. Rudolf Rocker, militant anarchiste allemand réfugié aux États-Unis après 1933, la reprit à son compte dix ans plus tard dans ses *Mémoires*. Daniel Guérin ne rectifia pas non plus son jugement dans les rééditions successives de ses articles en 1945 et en 1965. Helmut Rudiger fut l'un des rares internationalistes à reconnaître publiquement s'être trompé sur Marinus. (cf., lettres envoyées à André Prudhommeaux le 30/10 et le 14/11/1959, citées dans Nico Jassies, *op. cit.*)

À gauche : Le chancelier Hitler sur les lieux du sinistre.

Ci-dessus : Reconstitution nocturne de l'incendie du Reichstag. Tête basse, Van der Lubbe est reconduit au tribunal. L'illustration, 21/10/1933.

5. Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand. Souvenirs 1914-1933*, Actes Sud, 2002, p. 181-182. Exilé en 1938, Haffner écrivit son livre à la veille de la guerre mais celui-ci ne fut publié qu'en 2000. Le texte de 1939 annonçait les événements à venir, et notamment la Shoah, avec une telle clairvoyance que l'on crut à une supercherie. Les tests scientifiques réalisés sur le manuscrit ont démontré son authenticité.

6. Georg K. Glaser, *Secret et violence. Chronique des années rouge et brun (1920-1945)*, Agone, 2005, p. 20.

7. Ian Kershaw, *Hitler, t. 1 : 1889-1936*, Flammarion 2001, p. 648.

8. Cf. la série d'articles d'André Prudhommeaux, « L'ordre règne en Allemagne. Le bilan de douze ans de "bolchevisation" du prolétariat allemand », en mars-avril 1933, interrompue à ce motif. Ils ont été repris dans *Agone*, n° 35/36, 2006, p. 283-297.

REICHSTAG ET BÜRGERBRAÜKELLER



La police berlinoise perquisitionne dans les locaux des communistes. L'illustration, 11/03/1933.

●●● brun comme des faits avérés. Ses débats et son verdict furent retranscrits par les journaux du monde entier. Face au rouleau compresseur de la propagande du Komintern, quel impact pouvait

Un « Gruppe V. d. Lubbe » sur le front d'Aragon

Accouru en Espagne en 1936, André Prudhommeaux tenta de créer un « Groupe Marinus Van der Lubbe » au sein de la FAI, mais le Groupe DAS (Deutsche Anarcho-Syndikalisten) s'y opposa. Les Giménologues me signalent néanmoins un courrier interne au DAS mentionnant un « Gruppe V. d. Lubbe » sur le front d'Aragon en 1937 (IISG archives FAI, 1 page II des lettres au camarade Michel 2-2-37). En 1959, dans un échange de lettres avec l'anarcho-syndicaliste Helmut Rudiger, André Prudhommeaux observait : « En Espagne, la ligne de démarcation entre anarchistes partisans ou adversaires de Marinus passait par les mêmes hommes que le militarisme et l'antimilitarisme, le gouvernementalisme et l'anti-étatisme » (cité dans Nico Jassies, *op. cit.*).

9. *Roodboek Van der Lubbe en de Rijksdagbrand* [Livre rouge sur Van der Lubbe et l'incendie du Reichstag], publié par le Comité international Van der Lubbe, Amsterdam, 1933.

10. Daniel Guérin, *op. cit.*, p. 126.

avoir le *Livre rouge*⁹ publié le 21 septembre par les amis de Marinus ? La conclusion de Daniel Guérin à son recueil d'articles sur l'Allemagne de 1933 exprimait bien le sentiment général à gauche : « *Tout s'éclaire. Les assassins de Karl et de Rosa, les incendiaires du Reichstag, telle est l'engeance à laquelle recourt la bourgeoisie aux abois pour prolonger sa domination*¹⁰ ».

Le procès de Leipzig ayant démontré que ni le KPD ni le Komintern n'avaient à voir avec l'incendie, la thèse d'une machination nazie semblait en effet s'imposer. Un solide faisceau de présomptions accréditait l'idée que le feu aurait été mis par les hitlériens eux-mêmes, avec ou sans le concours de Van der Lubbe : l'incendie tombait trop bien ; les décrets pris la nuit même et le lendemain avaient manifestement été préparés à l'avance et Göring, dont la résidence se trouvait reliée au Reichstag par un souterrain, se serait vanté d'avoir organisé lui-même l'attentat¹¹. Enfin et surtout, comment imaginer qu'un étranger de vingt-quatre ans qui ne semblait pas en pleine possession de ses facultés intellectuelles ait pu, sans complicités, déjouer la vigilance des sentinelles, pénétrer par effraction dans le bâtiment et mettre le feu à un édifice aussi vaste en quelques minutes¹² ?

Le journaliste et historien américain William L. Shirer qui résida à Berlin de 1934 à la fin 1940 concluait, vingt-cinq ans plus tard, à la « *quasi-certitude* » de la culpabilité des nazis. « *Un communiste hollandais à demi idiot, un maniaque incendiaire, Marinus Van der Lubbe* » avait été leur « *dupe* », écrivit-il. « *La coïncidence qui veut que les nazis aient trouvé un communiste pyromane prêt à faire exactement ce qu'eux-mêmes avaient décidé d'entreprendre peut paraître incroyable, mais les preuves ne manquent pourtant pas à l'appui de cette thèse. [...] c'étaient des troupes d'assaut qui – à son insu naturellement – devaient faire le plus gros du travail. Il fut même établi au procès qui eut lieu par la suite à Leipzig que le débile mental hollandais ne possédait pas les moyens de mettre si rapidement le feu à un bâtiment aussi vaste*¹³. » Ce point de vue fut partagé à l'issue du procès de Leipzig par presque tous les antinazis.

Dans *Hiéroglyphes*, Arthur Koestler, pourtant on ne peut plus au fait des manipulations stalinienne, persiste dans les mensonges du *Livre brun* à la rédaction duquel il avait participé vingt ans plus tôt. Il brosse le portrait d'un Marinus « *psychopathe* », « *menteur* », « *maladivement avide de gloire* », manipulé par « *des amis homosexuels* » et symbole « *de la génération désaxée d'entre deux guerres*¹⁴ ». Koestler reprend sans précaution la biographie de Marinus fabriquée de toutes pièces par le Komintern, en particulier l'histoire de ses « *relations avec les milieux homosexuels qui gravitaient autour du capitaine Roehm* ». L'auteur du *Zéro et l'infini* que la presse stalinienne avait si

souvent traîné dans la boue retrouve, pour décrire Marinus, les mêmes termes que les journaux communistes (et nazis) de l'époque : « *Lubbe, une apparition affreuse, moitié homme, moitié bête. La salive coulait de sa bouche et la morve de son nez, sur le plancher. [...] Debout, Lubbe laissait pendre ses mains et penchait le menton sur sa poitrine, tel un chimpanzé.* » L'ancien collaborateur de Willy Münzenberg reconnaît pourtant que la composition du *Livre brun* reposait sur « *des informations fragmentaires, des déductions, des suppositions et du bluff. La seule certitude que nous possédions était que des nazis étaient parvenus à incendier le parlement* », mais il ne lui vint pas à l'idée que Marinus ait pu, comme lui-même et tant de révolutionnaires, être victime du fascisme rouge.

LA BOMBE DE LA BRASSERIE BÜRGERBRAÜKELLER

Le contexte dans lequel éclata la bombe fabriquée par Georg Elser, le 8 novembre 1939 à Munich, était tout différent. Les hitlériens tenaient le pouvoir depuis presque 7 ans et aucune opposition ne se manifestait plus. Le Reich était en guerre avec la France et l'Angleterre depuis l'invasion de la Pologne. Derrière la façade de l'unanimité obligatoire, de nombreux sujets de mécontentement agitaient les Allemands : la peur d'un deuxième conflit mondial, les difficultés économiques aggravées par le blocus, l'exaspération contre la corruption des « *faisans dorés* » du NSDAP, sans compter la militarisation de la société qui s'était renforcée depuis la mobilisation¹⁵. Mais comment résister ? Les Églises et l'armée, seules institutions à avoir échappé à la nazification, soutenaient le régime. L'état de guerre avait provoqué le renforcement des moyens et des pouvoirs de la police. La délation et la torture institutionnalisées rendaient presque impossible l'organisation d'une résistance collective, sans même parler d'une insurrection. Rien ne semblait en mesure de déstabiliser le pouvoir nazi, sinon la disparition de Hitler.

Nombreux devaient être les Allemands parvenus à cette conclusion. Cependant, qui, hormis les militaires, aurait eu les moyens de commettre un attentat contre le dictateur ? Lorsqu'ils apprirent qu'une bombe avait manqué le Führer à quelques minutes près dans la *Bürgerbräukeller*, la première réaction des antinazis fut de penser à une nouvelle manipulation.

Georg Elser avait été arrêté le soir même en tentant de franchir la frontière suisse. Soumis à un interrogatoire musclé, il avait affirmé avoir fabriqué et posé la bombe sans aucune complicité. Les chefs nazis ne pouvaient croire que le menuisier souabe ait pu agir seul. Pourtant ils devaient rapidement donner à l'opinion publique des explications sur cette explosion qui avait fait sept morts et soixante-trois blessés parmi les membres du parti.



Portrait de Georg Elser.

Le lendemain, le journal fondé par Hitler, le *Völkischer Beobachter*, fut le seul à parler de l'attentat. Il annonça que les services secrets anglais avaient tenté d'assassiner le Führer sur ordre de Chamberlain. Pour corroborer cette thèse, Himmler avait envoyé aussitôt un commando de gestapistes en Hollande pour enlever deux agents de l'Intelligence Service qu'il présenta comme les commanditaires de l'attentat exécuté par Elser.

La mise en cause de l'Angleterre visait deux objectifs : souder le pays derrière Hitler – car le Führer restait bien plus populaire que son régime et beaucoup d'Allemands redoutaient un chaos total s'il venait à disparaître en pleine guerre – et assimiler les opposants à des traîtres prêts à s'allier à l'ennemi pour poser des bombes en Allemagne. « *La tentative d'assassinat va sans nul doute durcir l'opinion publique derrière Hitler et exciter la haine contre l'Angleterre*, écrit William Shirer dans son *Journal* le soir du 8 novembre. *La plupart d'entre nous pensent que cela ressemble étrangement à un autre incendie du Reichstag*¹⁶. » Même réaction dans le journal intime de Ruth Andreas-Friedrich, une journaliste allemande engagée dans les réseaux d'aide aux Juifs : « *On a monté de toutes pièces un nouvel incendie du Reichstag. [...] Étrange répétition d'un même comportement chez les deux coupables. Van der Lubbe, alors qu'il vient de mettre le feu au Reichstag et que les flammes roussissent déjà sa veste, glisse sa carte de membre du Parti communiste dans la poche de son pantalon. Soucieux de ce qu'on n'ait aucune peine à la trouver, au cas éventuel où on l'arrêterait. Elser fait la même chose avec le plan de son attentat. [...] » Ruth retranscrit plus loin les interrogations de ses amis : « *Si au moins il existait cet Elser !* » [...] *Mais il suffit d'une photo pour apaiser le peuple*¹⁷. »*

Pour établir le parallèle entre les deux affaires, Henri Berjar, un Français qui vivait alors ●●●

11. Dans son livre, *Le Troisième Reich, des origines à la chute*, Stock, 1962, William L. Shirer cite, entre autres « preuves » de la culpabilité de Göring, la déposition du chef de la Gestapo, Rudolf Diels, au procès de Nuremberg. Il oublie de dire que le tribunal ne retint finalement pas ce chef d'accusation contre Göring.

12. L'enquête de Fritz Tobias (*Der Reichstagbrand*, Rastatt, Grote, 1962) a montré que le feu allumé par Marinus en bas des immenses rideaux verticaux du Reichstag avait été attisé par un effet « de cheminée ».

13. William L. Shirer, *op. cit.*, p. 213.

14. Arthur Koestler, *Hiéroglyphes 2*, Calmann-Lévy, 1955, p. 61 et sq.

15. Les journaux intimes et les récits des témoins allemands (Ruth Andreas-Friedrich, Ulrich von Hassel, voir *infra*) ou étrangers (William Shirer, Henri Berjar, voir *infra*) témoignent du pessimisme des Allemands durant l'hiver 1939-1940. Pour une vue d'ensemble, lire : Ian Kershaw, *L'opinion allemande sous le nazisme. Bavière 1933-1945*, CNRS éditions, 2002.

16. William L. Shirer, *op. cit.*, p. 695.

17. Ruth Andreas-Friedrich, *À Berlin sous les nazis. Une Allemande contre Hitler*, Flammarion, 1966, p. 61-62.

●●● clandestinement à Berlin, appliquait l'adage : cherchez à qui profite le crime ! « Goebbels et Himmler, instigateurs de la mise en scène, avaient réussi un coup de maître : en un éclair l'opinion publique se dressa contre les Alliés, qui avaient voulu tuer le Führer. L'attentat de Munich ressemblait singulièrement à l'incendie du Reichstag, qui fut l'œuvre du pyromane Göring. Ce fut alors le prétexte pour déclencher une action de grande envergure contre les communistes, socialistes et syndicalistes allemands, qui furent arrêtés, envoyés dans les camps ou fusillés¹⁸. »

Outre les rumeurs, les adversaires du régime ne disposaient pour leur information que de la propagande de Goebbels et de celle des Alliés. L'ex-ambassadeur Ulrich von Hassel, conservateur anti-nazi, ne croyait pas, lui non plus, à un faux attentat : « On chuchote évidemment qu'il s'agit là d'un deuxième "incendie du Reichstag", donc d'un coup monté pour attiser la colère contre l'Angleterre. Je ne le crois pas, bien que les communiqués de la Gestapo rendent la supposition plausible. Il me semble que le plus vraisemblable est une action communiste ou d'éléments mécontents du parti¹⁹. »

La première hypothèse est typique des fantasmes des opposants de la droite conservatrice. La seconde pouvait paraître plausible et séduisante à ces mêmes opposants : des attentats avaient été perpétrés après l'épuration sanglante de l'été 1934 par de mystérieux « vengeurs de Röhm » et Otto, le rescapé des deux frères Strasser²⁰, avait été impliqué dans la tentative de l'étudiant juif Helmut Hirsch²¹ pour assassiner Hitler à Nuremberg le 4 juillet 1936. Or les conservateurs s'accrochaient à l'idée que les antagonismes entre chefs nazis pourraient un jour déboucher sur une lutte ouverte entre les « durs » (Himmler, Goebbels) et les « modérés » du régime (dont le chef de file aurait été Göring). Ils espéraient que l'armée se déciderait à intervenir au côté des seconds, soit pour imposer un national-socialisme « raisonnable », soit pour restaurer la monarchie.

William Shirer s'était également posé la question d'une guerre entre les clans au pouvoir. Il rapportait cette confidence d'un ami allemand : « Maintenant je suis certain que c'est Himmler qui a installé cette bombe²². » Mais s'agissait-il d'une mise en scène ou d'un véritable attentat ? Helmuth Groscurth, autre opposant conservateur, membre du contre-espionnage, donc en principe bien informé, penchait pour une vraie tentative d'assassinat : « 9.II.1939. Attentat de Munich : cercle supposé des auteurs, éventuellement le dénommé "cercle des pigeons voyageurs" (anciens membres du parti déçus), ou bien la Gestapo elle-même, peut-être en liaison avec Göring. Le Führer a été prévenu à temps et a quitté la brasserie²³. »

Malgré les tortures, Georg Elser avait maintenu sa version des faits et les enquêteurs de la Gestapo commençaient à croire qu'il avait effectivement

agi seul, mais il n'était évidemment pas question d'accréditer l'idée qu'un simple ouvrier pouvait avoir été à deux doigts de tuer le Führer tout puissant. Le 21 novembre, les nazis affinent leur scénario et accusèrent Otto Strasser²⁴ d'avoir organisé l'attentat pour le compte des Anglais. Elser, dont le nom apparaissait pour la première fois, aurait déposé la bombe. Comme pour l'affaire du Reichstag, le complot inventé de toutes pièces brouilla parfaitement les cartes.

Méfiant et dépité, Ulrich von Hassel se contenta d'énumérer dans son journal les éléments de l'imbroglio tels qu'il les percevait : l'auteur de l'attentat, « un homme qui avoue avec une étonnante facilité, et dont le comportement est en plusieurs points énigmatique » ; et ses instigateurs désignés, « Otto Strasser et le Secret Service ». « La radio anglaise nie tout, évidemment²⁵ », ajoutait-t-il.

Un an plus tôt, un autre attentat avait servi de prétexte à Goebbels pour déclencher le pogrome de la Nuit de cristal²⁶. Les Juifs restés en Allemagne virent donc naturellement dans la bombe de la Bürgerbraükeller une nouvelle menace. « Dans la nuit qui fait suite à l'annonce de l'attentat (nous connaissons les coupables : l'Angleterre, et derrière elle la juiverie internationale), je m'attends à des arrestations, des internements en camp de concentration, voire à des fusillades²⁷ » écrivit Victor Klemperer le 12 novembre, dans son journal. Le même jour, Walter Tausk nota dans le sien : « Le peuple s'interrogeait un peu partout : "Que doit-on mettre en scène le 9.II ? Il doit bien arriver de nouveau quelque chose. Ce jour-là ne pourra pas se passer sans un coup d'éclat. Mais on ne pourra rien faire aux Juifs, car on leur a déjà réglé leur compte l'année dernière²⁸". »

Une fois que la propagande nazie eût semé la confusion, plus aucun diariste ne soutint la bonne hypothèse, celle d'un homme seul, habile et déterminé. L'idée qu'il ait pu agir en solitaire déroutait. C'était pourtant la condition pour mener à bien une telle entreprise. La détermination de Georg Elser inspira un autre résistant isolé, Fritz Kolbe. Après avoir d'abord cru à une mise en scène orchestrée par Himmler, il s'était interrogé : « D'un autre côté, si les SS sont vraiment les auteurs de ce faux attentat, comment expliquer qu'Hitler ait pris le risque de se placer auprès d'un mécanisme en marche, qui aurait pu déclencher l'explosion quelques minutes trop tôt ? Et si Georg Elser avait agi seul, comme il le prétend²⁹ ? »

LE JUGEMENT FRELATÉ DE L'HISTOIRE

À l'instar de son camarade hollandais, le menuisier souabe continue d'être présenté comme un presque demeuré « obtus [et] borné³⁰ » dont le courage n'aurait été que de l'inconscience et la ténacité de l'entêtement. En somme, l'héroïsme de

18. Henri Berjar, *Dans la gueule du loup. L'odyssée d'un résistant français à Berlin pendant la Seconde Guerre mondiale*, Olivier Urban, 1980, p. 20-21.

19. Ulrich von Hassel, *Journal d'un conjuré, 1938-1944. L'insurrection de la conscience*, Belin, 1996, p. 104. Membre de la conjuration du 20 juillet 1944, il fut exécuté le 8 août.

20. Otto Strasser avait été exclu du parti nazi en mai 1930 pour déviationnisme « national-bolchevique ». Son frère Gregor, longtemps rival de Hitler, avait quitté le NSPAD peu avant la prise du pouvoir et avait été assassiné par les SS le 30 juin 1934 pendant la Nuit des longs couteaux.

21. Helmut Hirsch fut condamné à mort et exécuté le 4 juin 1937.

22. William L. Shirer, *Berlin Diary*, le 21 novembre 1939.

23. Cité par Hélène Camarade, *Écritures de la Résistance. Le journal intime sous le troisième Reich*, Presses universitaires de Mirail, 2007, p. 346. Officier proche de l'amiral Canaris et du général Halder, Helmuth Groscurth fut fait prisonnier à Stalingrad et mourut en captivité en 1943.

24. Otto Strasser fut expulsé de Suisse à la suite de cette accusation.

25. Ulrich von Hassel, *op. cit.*, p. 106-107.

26. Le 7 novembre 1938 à l'ambassade d'Allemagne à Paris, un Juif polonais de 17 ans, Herschel Grynszpan, avait abattu le secrétaire de légation Ernst von Rath.

27. Cité par Hélène Camarade, *op. cit.*, p. 345. Journaliste et écrivain, Victor Klemperer (1881-1960) tint son journal intime de 1918 à 1958. Après la guerre, il vécut et enseigna en RDA où il fut également député. Il a publié une étude sur le langage nazi qui a fait date : *LTI, la langue du Troisième Reich. Carnets d'un philologue*, [1947], Albin Michel, 1996.

28. Cité par Hélène Camarade, *op. cit.*, p. 345. Walter Tausk, écrivain juif de religion bouddhiste, fut déporté en Pologne avec toute sa famille en 1941 et disparut en 1942.

Marinus et Georg ne pourrait s'expliquer que par leur manque de discernement.

La volonté plus ou moins consciente de rabaisser ces hommes qui sont allés au bout de leur engagement s'explique par le profond malaise que suscitèrent leurs actions dans les partis et organisations antinazis d'alors, et qu'ils continuent de provoquer chez leurs héritiers. Le geste désespéré de Marinus renvoyait toute la gauche allemande à ses responsabilités dans l'accession de Hitler au pouvoir et à sa reddition sans combat après des années de proclamations belliqueuses. Et si les communistes s'acharnèrent particulièrement à salir sa mémoire, c'était pour mieux faire oublier que la stratégie absurde du « social-fascisme³¹ » imposée par Staline avait joué un rôle déterminant dans la victoire des nazis contre qui le KPD avait été incapable de mobiliser les travailleurs. Le Komintern voulait accréditer l'idée que le parti communiste allemand, avant-garde du prolétariat le plus puissant d'Europe, avait été empêché de combattre par le « coup de poignard dans le dos » de l'incendie du Reichstag. D'ailleurs, le coup avait été porté par un dissident communiste, c'est-à-dire, dans la logique stalinienne, par un « complice objectif » des nazis.

Quant à l'attentat de Georg, réalisé avec une audace et une habileté inouïes sitôt la guerre déclarée, il tranchait cruellement avec les tergiversations des généraux allemands qui ne s'étaient décidés à agir qu'après six années de complots avortés et qui n'avaient pas été capables de faire mieux à eux tous, malgré leur science militaire, malgré leurs armes, qu'un simple ouvrier menuisier.

Comparé à l'attentat manqué du 20 juillet 1944, celui de la *Bürgerbraukeller* n'occupe qu'une toute petite place dans la plupart des livres consacrés à la résistance antinazie. Au moins est-il reconnu comme un acte de résistance, ce qui n'est jamais le cas de l'incendie du Reichstag. Pourquoi ?

L'argument le plus souvent invoqué consiste à prétendre qu'en définitive, Marinus a exaucé les souhaits des nazis, quand on ne le rend pas directement responsable de l'interdiction du KPD, de la terreur et de l'instauration de la dictature. Ce raisonnement pourrait s'appliquer à tout acte de résistance contre un pouvoir en situation de force, car il entraîne fatalement des représailles d'une violence supérieure à la sienne. Faut-il alors en conclure que résister à plus forte que soi est non seulement inutile, mais néfaste ? Ce fut la position implicite de la social-démocratie, avant et après la prise du pouvoir par Hitler. Pourtant, les mêmes auteurs qui reprochent aux socialistes d'avoir laissé détruire leurs puissantes organisations sans esquisser un geste de défense traitent le militant conseilleriste hollandais avec le plus grand mépris.

L'affaire du Reichstag illustre la perversité de l'attitude légaliste face à un ennemi qui se moque de la légalité. Hitler avait-il besoin que le parle-



Marinus et Georg dans des livres récents consacrés à la résistance allemande au nazisme

Dans l'ouvrage collectif d'historiens intitulé *Des Allemands contre le nazisme, Oppositions et résistances 1933-1945* (Actes du colloque franco-allemand organisé à Paris du 27 au 29 mai 1996 publiés sous la direction de Christine Levisse-Touzé et Stefan Martens. Albin Michel, 1997), l'attentat de Georg Elser occupe moins d'une page sur 382. Barbara Koehn (*La résistance allemande contre Hitler, 1939-1945*, PUF, 2003), ne cite pas Marinus Van der Lubbe en tant que résistant, elle consacre trois lignes à Georg Elser, 38 pages à la résistance des ouvriers, 48 à la pseudo-résistance des Églises, et 150 à celle des conservateurs, envisagée sous tous les angles.

ment brûle pour interdire le KPD et établir sa dictature ? Poser la question, c'est y répondre. Hitler n'a eu besoin d'aucun prétexte pour interdire tous les autres partis, y compris ses « alliés » de droite. Il tombe sous le sens que l'écrasement des communistes faisait partie des plans nazis. Les hitlériens étaient moins des stratèges agissant d'après des plans mûrement réfléchis que des hommes d'action capables d'improviser en fonction des événements : incendie ou pas, ils auraient vite réalisé l'incapacité dans laquelle le KPD se trouvait d'engager la lutte armée, et ils seraient passés à l'attaque. Quand on considère l'acharnement avec lequel ils ont mené à bien leurs projets les plus odieux, il faut être bien malhonnête pour en rendre Marinus peu ou prou responsable.

Marinus ne doutait pas que les nazis une fois au pouvoir réaliseraient les « prophéties » très ●●●

Van der Lubbe pendant son procès.
L'illustration, 30/09/1933.

29. Lucas Delattre, *Fritz Kolbe, un espion au cœur du III^e Reich*, Denoël, 2003, p. 50. Fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, Fritz Kolbe renseigna les Alliés par antinazisme et fut considéré comme un traître après la guerre.

30. William L. Shirer ajoute : « pas aussi idiot que Marinus Van der Lubbe » (op. cit., p. 697).

31. Sur instruction de Staline, le KPD renvoyait dos à dos nazis et socialistes en refusant toute alliance avec le SPD.

REICHSTAG ET BÜRGERBRAÜKELLER

Les pompiers en lutte
contre l'incendie
du Reichstag.

L'illustration, 04/03/1933.



●●● explicites de *Mein Kampf*. Si le mouvement ouvrier laissait aux hitlériens le temps d'investir l'appareil d'État, la résistance deviendrait impossible. Il fallait agir immédiatement. En révolutionnaire conséquent, persuadé que les leaders des organisations de la gauche allemande seraient arrivés à la même conclusion, il partit donc en Allemagne pour se battre dès la nomination de Hitler à la Chancellerie. Lorsqu'il arriva à Berlin, l'ambiance résignée des quartiers ouvriers le désespéra. Il tenta en vain d'ameuter la foule. Que pouvait-il faire d'autre, sinon mettre le feu au Reichstag où siégeaient ces députés conservateurs qui venaient de donner le pouvoir à Hitler contre la volonté de la majorité des Allemands³² ? S'il y avait eu dans l'Allemagne de février 1933 quelques milliers de résistants aussi déterminés, l'histoire aurait peut-être pris un cours différent. En tout cas, les antinazis n'auraient pas été vaincus sans combattre.

Le geste de Marinus fit débat parmi ses amis conseillistes hollandais. Dans un article intitulé « L'acte personnel », Anton Pannekoek écrivit en mars 1933 : « *Même si un tel acte touchait et affaiblissait effectivement la bourgeoisie, la seule conséquence en serait de développer chez les ouvriers la conviction que seuls de tels actes individuels peuvent les libérer. [...] Cela les éloignerait de l'action autonome en tant que classe*³³. » Six ans plus tard, alors que les ouvriers ne résistaient plus que par l'absentéisme au travail³⁴, aurait-il dit la même chose de l'attentat de Georg Elser s'il avait réussi ?

Que Marinus ait cru, ou non, que son geste pouvait donner le signal du soulèvement, il devait l'accomplir, « *pour l'honneur de la classe ouvrière* » ainsi qu'il le déclara après son arrestation. À l'autre extrémité du spectre politique, onze ans plus tard, les leaders de la conjuration du 20 juillet suivirent le même raisonnement : s'apercevant au tout dernier moment que certains des chefs militaires sur lesquels ils avaient cru pouvoir compter faisaient une fois de plus défection et que

leur entreprise courait à l'échec, ils maintinrent malgré tout leur action afin qu'on ne puisse pas dire que toute l'armée avait suivi Hitler jusqu'au bout sans se rebeller. Leur geste, dont ils ont eux aussi revendiqué la valeur morale, n'eut aucun effet concret et ne précipita en rien la chute du nazisme ; il provoqua par contre l'exécution de tous ceux qui avaient eu connaissance du complot et de centaines d'antinazis déjà déportés. Les mêmes qui accusent Marinus d'avoir commis un acte « inutile » ayant entraîné une répression féroce ne le reprochent jamais aux hommes du 20 juillet : ils exaltent le sursaut courageux d'officiers et d'hommes politiques qui avaient été longtemps pro nazis et dont la plupart ne sont passés à la résistance active qu'une fois le Reich militairement battu, mais n'ont pas un mot d'admiration pour le jeune étranger qui s'était insurgé dès le premier jour et le paya de sa vie.

Jamais aucune dictature totalitaire n'a été renversée de l'intérieur. Une fois que le mouvement totalitaire a pris le contrôle de l'appareil d'État, de l'armée et de la police, le peuple désarmé se retrouve dans l'incapacité de s'organiser pour résister efficacement. Marinus Van der Lubbe l'avait compris. Puisque les partis et les syndicats ouvriers renonçaient à la grève générale, il ne restait plus qu'un espoir : déclencher l'insurrection populaire par un geste spectaculaire.

L'histoire a donné raison au jeune militant révolutionnaire contre les stratèges de tous les partis : les militaires et les conservateurs qui avaient hissé Hitler au sommet de l'État en croyant qu'ils s'en débarrasseraient quand ils le voudraient, les sociaux-démocrates qui espéraient composer avec le nouveau pouvoir et les communistes qui prétendaient voir dans la dictature nationale-socialiste « *l'ultime étape de la décomposition du capitalisme avant le triomphe de la révolution prolétarienne* ». Comment pourraient-ils le lui pardonner ? ■

François ROUX

Merci à Charles Jacquier pour sa relecture et ses conseils.

32. Le 31 juillet 1932, à son apogée dans des élections libres, le NSDAP totalisa 31,45 % des voix des inscrits et 37,4 % des suffrages exprimés.

33. L'article « *Persoonlijke daad* » [L'acte personnel] est paru dans le n° 2 de mars 1933 du PIC (Persdienst van de groepen van Internationale Communisten [Service de presse des groupes des communistes internationaux]). Cet article a été traduit en français dans la revue *Échanges*, n° 90, 1999, p. 61-65.

34. Voir l'article de Tim Mason (*Gavroche* n° 149).

Pourquoi les fous sont morts de faim ?

On pensait que l'information portant sur le sort réservé aux malades mentaux par le régime de Vichy avait fait l'objet d'une honteuse censure, avant d'être enfin révélée à l'opinion publique. Et puis la recherche historique est venue contredire les représentations qu'on s'en était faites, non en ce qui concerne le nombre de victimes, mais pour ce qui est des circonstances de la famine responsable de l'hécatombe. Explications.

Depuis la fin de la guerre, on ne compte plus les études historiques portant sur le régime de Vichy. Une question particulièrement douloureuse se rapportant à cette période sera toutefois restée longtemps ignorée. Elle fut pourtant abordée ouvertement dans les mois qui suivirent la Libération. C'est François Billoux, ministre communiste de la Santé du gouvernement provisoire de la République qui le révèle officiellement dans un discours prononcé au Vel'd'hiv le 26 septembre 1945 : « Le nombre d'aliénés a diminué depuis 1939. Il est certain que la réduction de l'alcoolisme en France y est pour quelque chose. Il faut tenir aussi que beaucoup des internés dans les asiles d'aliénés sont morts littéralement de faim. » Puis, cette réalité disparut des mémoires.

Il faudra attendre 1987 pour qu'une petite maison d'édition accepte de publier la thèse d'un étudiant en médecine, Max Lafont, présentée six ans auparavant, mais refusée successivement par tous les éditeurs. L'ouvrage s'intitule *L'extermination douce*¹ et porte des accusations très graves : les aliénés internés dans les hôpitaux psychiatriques ont subi de la part du gouvernement de Vichy le même sort que leurs homologues d'Allemagne, victimes, on le sait, d'une extermination programmée par le régime national-socialiste. Enfonçant le clou, le docteur Escoffier-Lambiotte publie quelques semaines plus tard dans *Le Monde*² un article, « Les asiles de la mort. Quarante mille victimes dans les hôpitaux psychiatriques pendant l'Occupation », accusant les psychiatres français de l'époque de lâcheté, d'inconscience, voire de cynisme. En mars 2001, une pétition est lancée, « Pour que la douleur s'achève. Comment Vichy a tué plus de 40 000 "fous" », réclamant « que soient situées et analysées, en termes d'idéologie globale et de système politico-institutionnel, les responsabilités relatives à ces faits »³.

Dans un ouvrage publié aux éditions Aubier⁴, Isabelle von Buelzingsloewen apporte en 2007 une contribution fort intéressante à ce débat. Elle a repris le dossier à la base et a mené une recherche de deux ans dans les archives des hôpitaux, mais aussi dans celles d'organismes comme l'Institut national d'hygiène du régime de Vichy. Sa conclusion est sans appel : s'il y a bien eu une terrifiante

surmortalité dans les hôpitaux psychiatriques, elle est due à toute une série de circonstances structurelles et conjoncturelles et non à une volonté délibérée du gouvernement de Pétain. Comment a-t-elle pu arriver à cette réfutation ? L'auteur situe bien sa démarche, qui se veut strictement historique et non pas idéologique : « *Le retour sur le contexte, entendu comme une opération de mise en perspective, dont on ne voit pas pourquoi elle aurait vocation à exonérer les acteurs individuels ou collectifs, permet d'éviter les anachronismes, les simplifications abusives, les comparaisons hasardeuses et les effets d'amalgame qui fondent tant de lectures non scientifiques du passé* » (p. 49) Le travail de déconstruction qu'elle nous propose cherche à reconstituer le scénario catastrophe qui a mené à cette hécatombe.

LA FAIM PARTOUT

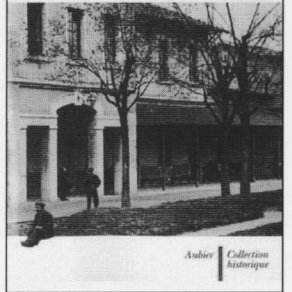
Car, et c'est la première chose qu'elle montre, il y a bel et bien eu un véritable carnage. Le nombre de morts liés à la famine est difficile à établir précisément, car les décès par dénutrition ou déshydratation sont aussi des conséquences de la maladie mentale, comme le prouvent les diagnostics relevés avant-guerre (on en compte ainsi 54 sur 240 morts en 1938 à l'hôpital du Vinatier à Lyon). Le seul calcul qui soit fiable est celui qui s'appuie sur la surmortalité. Or, s'il meurt en moyenne 8 350 malades par an entre 1935 et 1939, dans les asiles français, ce chiffre explose dans les années de guerre, atteignant 23 577 en 1941. On peut donc évaluer entre 43 158 et 44 144 le nombre de décès dus à la surmortalité entre 1940 et 1944.

Que s'est-il passé pour qu'on en arrive là ? Avant de décrire ce que vécurent les malades mentaux, il faut d'abord rappeler brièvement ce que fut le sort du reste de la population. La première réalité, c'est bien celle de la malnutrition généralisée dans la société française, liée aux prélèvements massifs opérés par l'occupant nazi sur l'économie, en vue de soutenir ses efforts de guerre (la France a convenu dans l'accord d'armistice de lui verser 400 millions de francs par jour). Un rationnement est organisé par le gouvernement de Vichy. Les tickets alimentaires distribués donnent droit à une ration journalière correspondant à 1 500 ou 1 800 calories. Ce niveau énergétique est nota- ●●●

Isabelle von Buelzingsloewen

L'HÉCATOMBE DES FOUS

La famine dans les hôpitaux
psychiatriques français sous l'Occupation



1. Max Lafont, *L'extermination douce. La cause des fous. 40 000 malades mentaux morts de faim dans les hôpitaux sous Vichy*, Le Bord de l'eau, 1987, réédition en 2000.

2. *Le Monde*, 10 juin 1987.

3. *L'Humanité*, 1^{er} mars 2001.

4. Isabelle von Buelzingsloewen, *L'hécatombe des fous. La famine dans les hôpitaux psychiatriques français sous l'Occupation*, Aubier, 2007.

●●● blement inférieur à ce dont un homme au repos a besoin (2 400 à 2 500 calories par jour). Les rations vont même descendre à 1 200 voire 1 000 calories quotidiennes pendant l'hiver 1942-1943. « *J'affirme que dix millions de Français dans les villes souffrent de la famine lente, que deux millions d'entre eux sont susceptibles de succomber à la faim, soit indirectement par la suite du développement des maladies infectieuses, soit directement* » écrira ainsi le professeur Richer en 1943 au nom de l'Ordre des médecins. Dans cette situation difficile, les catégories les plus fragiles sont particulièrement exposées : vieillards, enfants en bas âge, résidents des collectivités (prisons, hôpitaux...). S'il n'y a pas de famine généralisée, c'est que la population consacre une bonne partie de son temps à rechercher les calories manquantes qu'elle ne peut se procurer sur le marché officiel. C'est le règne du marché rose (colis alimentaire reçus des campagnes), du marché gris (le jour de repos est utilisé pour se rendre à la campagne pour tenter de se procurer des provisions) et du marché noir (où l'on trouve de tout mais à des prix exorbitants).

UN FAISCEAU DE CAUSES

La seconde réalité est celle que vivent les personnes souffrant de troubles mentaux enfermées dans ce qu'on appelle alors les asiles d'aliénés. Ces hôpitaux sont soumis aux mêmes restrictions que le reste de la population, avec toutefois un certain nombre de difficultés supplémentaires. L'approvisionnement est devenu de plus en plus ardu, dès le début de la guerre et ce pour une multitude de raisons. Les camions réquisitionnés par l'armée ont manqué pour assurer les livraisons. Les fournisseurs se sont faits de plus en plus rares. Les règles de la comptabilité publique se sont montrées totalement inadaptées aux aléas grandissants des prix du marché, peu compatibles avec les budgets votés l'année précédente. Ce même cadre rigide qui imposait de procéder par appel d'offres s'est très vite confronté à l'absence de plus en plus fréquente de commissionnaires répondant à cet appel. Les gestionnaires renoncèrent très vite à prévoir des stocks en grande quantité qui risquaient à tout moment d'être réquisitionnés.

Denrées diverses, carnet de tickets de rationnement valables pour le mois de juillet 1944.



Certains hôpitaux s'étaient dotés, bien avant la guerre, dans un objectif d'autarcie, de fermes de culture et d'élevage. Ces lieux de production furent très vite paralysés par le manque d'essence et de pièces de rechange (pour les machines agricoles), de semences et de pesticides (pour les cultures), de fourrage et de produits vétérinaires (pour les troupeaux). Lorsque ces fermes réussirent néanmoins à éviter l'effondrement des rendements, l'établissement n'avait le droit de garder que ce qui correspondait aux rations alimentaires des pensionnaires. Le surplus était obligatoirement revendu aux services officiels du ravitaillement. Autre problème bien secondaire mais qui ne fit qu'aggraver la situation : le coulage. Cette pratique a toujours existé. Il s'agit des détournements de nourriture organisés par certains personnels. La guerre n'a pas freiné ces pratiques, bien au contraire, les pénuries dont souffraient aussi les salariés et leur famille n'ont fait que les accentuer.

L'HÉCATOMBE

Réduits aux rations officielles, au même titre que le reste de la population, les malades mentaux internés n'avaient par contre pas la même liberté de mouvement qui leur aurait permis de se procurer – comme tentaient de le faire chaque jour les personnes vivant à l'extérieur – les moyens de leur survie. Il ne leur restait plus qu'à dépérir dans les affres de la faim. Ainsi, un exemple parmi tant d'autres, l'hôpital du Vinatier à Lyon en est réduit à fournir aux malades internés une ration journalière de 1 600 calories par jour en 1940 et de 1 427 en décembre 1941 (contre 2 666 calories en mars 1939). Témoignage du directeur de la santé de Laon après une visite à l'hôpital psychiatrique de Clermont-sur-Oise : « *J'ai inspecté l'établissement et j'ai vu le spectacle d'une telle misère morale et physiologique, d'une telle famine, qu'il nous plonge en plein Moyen-Âge et paraît tout à fait incroyable pour notre époque. Des salles pleines de malades hâves, décharnés, squelettiques, couchés en raison de leur extrême faiblesse, dont la température n'atteint pas 36°, et qui n'arrivent même pas à faire démarrer le thermomètre médical, dont le seuil est à 35°, attendent de mourir de faim. Presque tous ces malades sont couverts de vermines, atteints de furoncle et d'anthrax suppurants, ils ne peuvent être convenablement traités, faute de désinfectant et de linge. Draps et chemises sont sales et en loques, le linge n'est changé que tous les deux mois et lavé à l'eau froide ce qui ne détruit pas les lentes. Il manque du savon et du charbon.* » (cité p. 81)

Pour autant, l'hôpital psychiatrique n'est guère différent du reste de la société. C'est un monde profondément inégalitaire dans lequel ceux qui ont les moyens peuvent contourner le rationnement et échapper à la faim. Les aliénés qui réussirent le mieux à survivre à la famine sont d'abord ceux

qui, étant « pensionnés » (leur séjour était payé par leur famille), recevaient à la fois une meilleure ration et des colis alimentaires de leurs proches. Les chances de survie étaient souvent subordonnées au maintien d'un lien avec l'extérieur. Il y avait ensuite les malades occupant des postes de « travailleurs » au sein de l'hôpital, qui pouvaient soit se procurer des rations supplémentaires, soit s'adonner plus facilement à des trocs. Les malades qui furent parmi les plus touchés furent les chroniques : paralytiques généraux, grands agités ou grands catatoniques, vieux schizophrènes enfermés dans leurs hallucinations, déments séniles et grabataires, grands mélancoliques inertes, arriérés profonds... Tous les patients dont l'état psychique ne leur permettait pas de se battre pour la survie.

FAMINE ET EUGÉNISME : LES PREUVES À CHARGE

Au cœur de la polémique se trouve la question de la responsabilité des autorités qui, au lieu d'organiser le sauvetage, auraient choisi de laisser mourir ces populations. À l'automne 1939, le régime nazi décida d'organiser l'extermination des malades mentaux allemands. 70 273 d'entre eux périrent par le gaz dans six asiles aménagés à cet effet. Il faudra l'intervention des autorités religieuses pour que Hitler fasse le choix, à l'été 1941, de suspendre l'opération, afin de ne pas affaiblir le soutien qu'il cherchait à obtenir à la veille de son offensive contre l'URSS. Le projet nazi d'extermination est à relier aux thèses eugénistes très en vogue avant-guerre, qui incitaient à se débarrasser des « êtres inutiles et nuisibles »... Ces théories n'étaient pas prisées qu'en Allemagne. Elles fleurissaient aussi en France, en Angleterre et même aux USA. Et pas forcément à l'extrême droite. Ainsi Édouard Herriot, président du Parti radical, plusieurs fois ministre et résident du Conseil, affirmait le 22 octobre 1937 : « À raison d'une dépense moyenne de 15 francs par jour, un malade qui a séjourné [à l'asile] pendant 10 ans a coûté 55 000 francs. C'est-à-dire bien plus qu'il ne serait nécessaire pour élever dans des conditions heureuses un enfant ; on a donc raison de dire qu'il vaut bien mieux laisser mourir un aliéné et sauver un enfant » (cité p. 321). En 1938, le professeur Rochaix, titulaire de la chaire d'hygiène de la faculté de médecine de Lyon, rend un rapport qui lui a été demandé par le Conseil général du Rhône « sur les moyens de lutter contre l'hérédité pathologique (en particulier la stérilisation eugénique) ». Il y déclare partager la préoccupation d'Édouard Herriot devant « l'augmentation du nombre des tarés, des dégénérés, en un mot des déchets sociaux, qui, par suite de la suppression artificielle de la sélection naturelle, contribuent à la dégénérescence de la race et deviennent une lourde charge pour la collectivité » car « les progrès considérables de

l'hygiène, associés à la pitié et à la philanthropie ont permis de récupérer nombre d'incapables, d'améliorer et de conserver les débiles, dont un grand nombre auraient disparu, s'ils avaient été abandonnés à eux-mêmes » (cité p. 324). Ces propos insupportables relevaient à l'époque du lieu commun. L'arrivée au pouvoir du régime de Vichy n'a-t-elle pas permis de passer de la parole aux actes ? Le raccourci est facile et il est dès lors tentant de voir dans l'hécatombe des malades mentaux la conséquence de ces conceptions.

DES ALIÉNISTES IMPUISSANTS

Ce qui frappe en premier lieu, c'est l'inertie des autorités tant locales que nationales, qui vont mettre un temps considérable à réagir face au désastre. Les psychiatres ne semblent pas comprendre immédiatement ce qui se passe sous leurs yeux. Certains continuent à voir dans l'amaigrissement les conséquences de l'aliénation, en lieu et place de la famine. Ce qu'ils constatent vient conforter leur conviction d'une prédisposition dans la folie au syndrome de sous-nutrition. Et il est vrai que la cachexie, alors fréquente dans les hôpitaux, est une maladie s'accompagnant d'une dénutrition spectaculaire. Les médecins iront même jusqu'à prescrire des vitamines (qui n'ont aucun effet sur le manque de calories) !

Il ne faut pourtant pas voir dans cet aveuglement une quelconque marque d'incompétence. La maladie mentale représente alors un profond mystère. La seule chose qu'on sait bien faire, c'est la décrire. C'est à cette époque qu'émergent des thérapies innovantes qui nous semblent aujourd'hui bien barbares : malariathérapie (inoculation de la malaria), insulinothérapie (injection d'insuline), cardiazol-thérapie (provocation d'une crise d'épilepsie), traitements cherchant à provoquer un choc salutaire de l'organisme permettant de sortir le sujet de son trouble psychique. L'après-guerre sera marqué par l'essor d'autres thérapeutiques laissant largement la place à la parole, les psychothérapies, que l'on pratique encore aujourd'hui. Pour autant, la lobotomie, inventée en 1936 par le neurologue portugais Egas Moniz, continuera à être appliquée massivement aux États-Unis jusqu'aux années 1970 (50 000 patients auraient été concernés par cette opération consistant à sectionner une partie du cerveau). Il faut éviter l'anachronisme qui consisterait à juger des actes et comportements d'alors à partir de ce que nous connaissons et ressentons en 2008. Dans les années de guerre, la psychiatrie n'a guère de moyens pour soigner et encore moins pour guérir. On ne peut guère faire autre chose qu'interner des aliénés dans des asiles destinés à les accueillir toute leur vie. Le nombre des patients a presque doublé en vingt ans, passant de 65 000 en 1920 à 110 000 en 1940. Cet encombrement n'a rien fait pour arranger la situation lorsque la guerre éclate. ●●●

Photo : Max Bonnafous, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement à partir de mars 1942, décide d'augmenter la ration des aliénés internés à la fin de l'année 1942.

●●● Aveugles les premiers mois, les responsables médicaux de la centaine d'hôpitaux existant alors, finissent par reconnaître que seul le retour à une alimentation plus abondante peut guérir les malades affamés.

FACE À LA FAMINE : PASSIVITÉ OU RÉSISTANCE ?

Les attitudes des chefs de service vont être très diversifiées. Certains s'enferment dans l'indifférence ou le fatalisme, assistant impuissants et résignés à l'hécatombe, en profitant même pour décrire et analyser les signes et symptômes de la famine (pensant faire ainsi œuvre scientifique).

Il y a ces exemples de médecins-chefs faisant preuve d'initiatives énergiques, n'hésitant pas à transgresser des règles en apparence immuables, à secouer l'inertie des personnels et à les mobiliser. Il y a aussi ceux qui provoquent des visites d'inspecteurs de leur ministère de tutelle, afin de mettre les autorités en contact avec la réalité difficilement supportable qu'ils côtoient eux-mêmes au quotidien, ou qui interpellent leur préfet ou les services du ravitaillement général. Il y a encore ceux qui se démènent pour pallier autant que faire se peut la pénurie, en attendant des jours meilleurs : ils préconisent des mesures comme la clinothérapie (laisser les patients couchés afin de limiter les pertes de calories) ou la mixtion de tous les aliments en une seule et même soupe (pour ne rien laisser perdre).

Au plus fort de la crise, le corps médical se tourne vers le gouvernement de Vichy. Deux événements vont changer la donne. La nomination, tout d'abord, le 11 mars 1942 au ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, de Max Bonnafous, sensibilisé à l'approvisionnement de la population, et notamment de celles et ceux qui vivent en collectivités. L'organisation, ensuite, à Montpellier, le 28 octobre de la même année, du 43^e congrès des médecins aliénistes et neurologistes de France et des pays de langue française, pendant lequel s'exprime indirectement l'inquiétude des médecins au sujet de ce qui est en train de se dérouler. Quelques semaines plus tard, le ministère décide d'allouer des suppléments de rations aux aliénés internés (400 calories en plus par jour). Ayant plafonné en 1941 à 23 577, le nombre de morts diminue progressivement dans les années qui suivent (20 113 en 1942, 10 947 en 1943 et 9 549 en 1944).

Les problèmes d'approvisionnement ne cessent pas du fait de la libération : les tickets resteront en



vigueur jusqu'en 1948. Le docteur Scherrer reprend la direction de l'hôpital d'Auxerre, après l'avoir abandonné pour rejoindre les rangs de la première armée du général de Lattre de Tassigny. « Atterré par la persistance des difficultés de ravitaillement et la maigreur des malades, il décide alors de recourir au chantage. "J'ai l'honneur de vous rendre compte que les restrictions qui persistent alors que la guerre est finie depuis le 8 mai 1945, c'est-à-dire que les Allemands ne pillent plus notre pays, mettent en danger la vie de mes malades. Des centaines sont morts de faim pendant l'occupation. Je ne

supporterai pas que cela continue. Je vous informe en conséquence officiellement que je vais faire du marché noir. J'en donne l'ordre à mon économe" écrit-il au préfet. Le coup de bluff réussit. Mais quarante-quatre ans après les faits, le docteur Scherrer reconnaît qu'il aurait pu en appeler à l'opinion s'il avait été inquiet. Ce qui était impossible en 1942 ou 1943. » (p. 155-156)

A-T-ON LE DROIT DE FAIRE DE L'HISTOIRE ?

À la suite de sa recherche historique, Isabelle von Buelzingsloewen en arrive donc à la conclusion qu'il n'y a pas eu de volonté délibérée de se débarrasser par la famine des aliénés. « Les recherches approfondies effectuées dans les archives locales et nationales ne permettent pas de conclure à une implication directe des autorités vichystes dans la mort des malades mentaux [...] Vichy n'a pas "organisé" la famine dans les asiles. » (p. 129) Quelles peuvent être les conséquences d'une telle étude ? Pourrait-elle permettre une réhabilitation du régime de Vichy ? Le gouvernement du maréchal Pétain n'a depuis 60 ans plus aucune crédibilité. Toutes les tentatives qui se sont succédé pour lui trouver quelque légitimité dans son action ont échoué. Ce régime a contribué activement à la déportation des Juifs. Pourquoi n'aurait-il pas cherché à liquider les fous ? Il aurait très bien pu le faire. La recherche historique semble montrer que ce n'est pas le cas. Il n'est pas utile de le charger encore pour se convaincre de sa malfaisance. « Le placard vichyste est déjà bien encombré sans qu'il soit besoin de l'enrichir de nouveaux cadavres » (Henri Rouso, cité p. 419).

Peut-on alors reprocher à l'auteur de minimiser les dimensions et conséquences de l'hécatombe ? Isabelle von Buelzingsloewen, tout au long de

son livre, n'en finit pas de les préciser et de les décrire. Son intention n'est à aucun moment de nier les faits, mais d'en contester les causes. Le débat est ailleurs.

« Alors qu'elle n'a jamais été validée par des études scientifiques et n'a pas davantage fait l'objet d'un débat public digne de ce nom, la thèse de l'extermination douce, qui répond à une forte demande mémorielle, s'impose donc progressivement, jusqu'à devenir un fait acquis, une évidence difficilement contestable, sauf à prendre le risque de se voir taxer de négationnisme. » (p. 412) Une polémique divise les historiens depuis quelque temps : peut-on décréter une histoire officielle ? Quatre fois, en quinze ans, le législateur a établi une vérité législative : la loi pénalisant les propos négationnistes (13 juillet 1990), la loi reconnaissant le génocide arménien (29 janvier 2001), la loi reconnaissant l'esclavage comme crime contre l'humanité (23 mai 2001) et le projet de loi recon-

naissant le rôle positif de la colonisation (2005). La pétition « Pour que la douleur s'achève » revendique l'inscription d'une théorie officielle « dans les programmes et les manuels scolaires ». Un certain nombre de questions se posent alors. A-t-on le droit de soumettre la thèse de l'extermination douce à la critique historique sans déclencher l'excommunication de celles et de ceux qui veulent à juste raison que le sort réservé aux malades mentaux pendant la Seconde Guerre mondiale ne tombe pas dans l'oubli ? La contestation de la thèse d'une extermination volontaire remet-elle en cause l'horreur de cet épisode terrifiant ? La difficulté de la communauté psychiatrique à construire un point de vue distancié sur cet épisode particulièrement sombre de son histoire justifie-t-elle de remplacer la nécessaire rigueur scientifique par des discours idéologiques ? Le débat est ouvert. ■

Jacques TRÉMINTIN

Un nazi atypique

Le souvenir de John Rabe est important en Chine communiste pour une bonne raison. Cet Allemand, né en 1882, représentait en Chine le groupe industriel Siemens depuis 1910 et avait adhéré au parti nazi après l'arrivée de Hitler au pouvoir, devenant le responsable de la section locale de Nankin. Bon européen, partisan d'une idéologie raciste, il méprisait ouvertement les ouvriers chinois sous ses ordres. En 1931, l'armée impériale japonaise envahit la Chine suite à un attentat contre une voie ferrée appartenant à une société japonaise, très vraisemblablement réalisé par les Japonais eux-mêmes pour justifier l'invasion (voir l'album de Tintin, *Le lotus bleu* qui raconte très bien cette affaire). En décembre 1937, la ville de Nankin est bombardée puis envahie. Rabe crée avec d'autres ressortissants étrangers un comité et une zone internationale pour fournir nourriture et abri aux habitants et essayer de circonscrire les massacres perpétrés par les soldats japonais en protégeant au mieux les civils. Le Japon étant l'allié du III^e Reich, Rabe fait installer d'immenses drapeaux à croix gammée autour de son usine, permettant ainsi de sauver des milliers de Chinois.

Il est rapatrié en Allemagne en février 1938. Il profite de ses contacts pour se rendre en

avril à Berlin où il donne plusieurs conférences sur les atrocités commises, notamment au bureau des Affaires étrangères. Lors d'une cérémonie confidentielle, il reçoit la médaille de la Croix-Rouge allemande sur recommandation de l'ambassadeur allemand à Nankin. Il écrit en juin à Hitler, offrant de lui transmettre un film et des photographies des atrocités, et lui demandant d'user de son influence pour persuader les Japonais d'arrêter les massacres. Pour toute réponse, il est détenu et interrogé par la Gestapo, puis libéré grâce à l'intervention de son employeur, Siemens.

Après la guerre, il est dénoncé comme nazi et arrêté par les Soviétiques, puis remis aux Britanniques. Il est finalement exonéré de toute charge. Néanmoins, il perd son travail et survit grâce à des colis mensuels de nourriture et d'argent envoyés par les habitants de Nankin.

Il meurt en 1950. En 1997, sa dépouille est transférée de Berlin à Nankin où elle est accueillie avec les honneurs. Il repose désormais à l'emplacement du mémorial du massacre, visité annuellement par des millions de Chinois.

Son journal a été publié sous le titre *The Good Man of Nanking*, (Alfred A. Knopf, 1998). Un documentaire intitulé *Le sac de Nankin* a été dif-



Buste réalisé pour le centre de communication John Rabe à Heidelberg.



Images du massacre de Nankin. The China Weekly Review, 22 octobre 1938.

fusé sur Arte le 28 novembre 2007. Un film sur sa vie, dirigé par Florian Gallenberger, doit sortir en 2008, il y sera incarné par Ulrich Tukur.

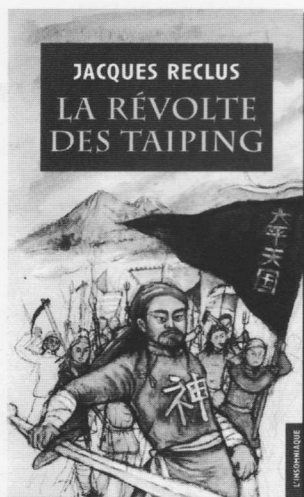
On ne manque pas d'être interpellé par ce personnage complexe. Robert O. Wilson, un missionnaire américain qui l'a rencontré, écrit : « Il est à son affaire dans les milieux nazis, et quelques mois à le fréquenter me font dire que c'est un homme extraordinaire, au grand cœur, et qu'il est difficile de concilier sa personnalité avec son admiration pour le Führer ». ■

Pierre-Henri ZAIDMAN

Bibliographie en français :

I. Chang, *Le viol de Nankin*, Payot, 2007.
M. Prazan, *Le massacre de Nankin*, Denoël, 2007.

Site internet : www.john-rabe.de



La révolte des Taiping
Jacques Reclus
L'Insomniaque,
coll. documents,
2008, 352 p., 15 €

« Au milieu du XIX^e siècle, l'État mandchou était vermoulu au point que, livré à lui-même, les Taiping en auraient sans doute eu raison. La croyance se répandait déjà jusque chez les mandarins que le mandat du Ciel lui était retiré. Mais si la dynastie était malade, l'ordre confucéen était encore solide et le fit bien voir. Aussi est-ce moins l'Empire qui a vaincu les Taiping que l'antique idéologie de maître K'ong (Confucius).

[...] Par un juste retour des choses, l'ordre confucéen fournit aux cadres de la rébellion un appoint non négligeable sous la forme de ses déclassés – les recalés des examens officiels, en qui l'ordre établi trouvait ses opposants naturels. Deux seulement des chefs du mouvement furent de taille à infléchir les événements, sans toutefois posséder la vision qui aurait pu assurer le succès d'une révolution sociale. Le premier, Hong Hsiao-ts'uann, s'il sut subjuguer les foules par ses fantasmes, se prenait pour le nouveau messie et ne savait, dans son déséquilibre mental, se mesurer avec les faits. Le second, Yan Hsiao-ts'ing, taillé comme nul autre pour l'action, organisateur et tacticien de premier ordre, mit, sans s'embarrasser de scrupules, tous ses talents au service de sa soif de pouvoir. Si le fait que les chefs Taiping avaient pour la plupart peu d'instruction les desservit dans leur politique à long terme, il leur laissa en revanche toute liberté d'esprit pour combattre les traditions entretenues par la classe lettrée.

[...] Contemporaine de notre Second Empire, la révolte des Taiping éclata en 1851, après un an ou deux de fermentation locale. Les deux années suivantes furent sa période conquérante, puis elle se maintient sans plus remporter de succès décisifs. À partir de 1856, elle ne fait plus que se survivre, mais ce n'est que huit ans plus tard, en 1864, que le Céleste Royaume Taiping est effacé de la carte.

[...] La révolte des Taiping ne fut que la cristallisation d'une détresse générale et d'innombrables mécontentements qui s'étaient jusque-là manifestés d'une façon sporadique dans différentes régions de la Chine. La première décennie du siècle avait été marquée par l'agitation endémique d'une société secrète, le Lotus Blanc, en Chine centrale, et l'Empire dut, à grands frais, mobiliser toutes ses forces pour en venir à bout. Après 1830, des flambées locales se succèdent en de nombreux points. En 1832, ce fut le tour des tribus yao du Hou-nann et du Koan-tong. Entre 1848 et 1850, les rapports des gouverneurs se multiplient, infor-

mant l'empereur de la désorganisation générale et de l'impuissance des troupes à mater les innombrables révoltes, presque toujours liées au refus de payer l'impôt foncier. De si nombreux exemples étaient comme une invite aux hommes résolus qui préparèrent et prirent la tête du mouvement Taiping.

[...] Quelle que fût leur origine raciale, les ouvriers et petits artisans du « proto-prolétariat » constituèrent, par leur potentiel révolutionnaire, l'ossature du soulèvement. Ils représentaient les industries de la soie, du coton, de la porcelaine, du bois, des mines, du sel, du thé et du papier. Deux catégories semblent avoir joué un rôle moteur – d'une part les porteurs et autres travailleurs des transports, de l'autre les mineurs et charbonniers, parmi lesquels se produisirent les premières conversions. Ils furent la clef de voûte de la révolte.

[...] Les conjurés se préparent fiévreusement à la lutte. Outils et instruments aratoires sont transformés en armes. On a acheté du minerai de fer dont on fait de la fonte avec le charbon de bois des monts des Chardons. On fabrique de la poudre à canon. Le clan de Weh Tch'an-hoeh s'y adonne tout particulièrement. De peur que le travail des forgerons ne donne l'alerte, on élève des troupeaux d'oies pour couvrir le bruit. Les armes, une fois terminées, sont cachées dans un étang. Lorsqu'on les en eut retirées, on laissa croire aux fidèles qu'elles étaient un don de Dieu le Père.

La première opération militaire après l'accession du Céleste Royaume fut l'occupation de l'importante bourgade de Kian-k'ow-hsu, située sur le Hsunn-kian (cours moyen du Fleuve de l'Ouest), à une quarantaine de kilomètres à l'est de Kinn-t'ienn, où de nombreux membres de la Triade voulurent se joindre aux insurgés.

Une décision capitale prise en 1851 à Kinn-t'ienn fut la mise en commun de toutes les ressources. C'est le pilier du Céleste Royaume. Le fondement théorique de cette mesure était que tous les sujets de la nouvelle dynastie étant les enfants de Dieu, ils formaient une seule grande famille. Par conséquent toute richesse appartient au Père céleste ou plus concrètement à son représentant sur terre, le Céleste Souverain. Pour une population obsédée par le spectre d'une disette chronique et qui aspirait avant tout à un minimum de sécurité, l'institution du Trésor commun était comme le paradis sur terre. Ce fut l'argument décisif qui emporta l'adhésion de milliers d'hésitants.

Les armes, une fois terminées, sont cachées dans un étang. Lorsqu'on les en eut retirées, on laissa croire aux fidèles qu'elles étaient un don de Dieu le Père.

Jacques Reclus (1894-1984) est le petit-neveu d'Élisée Reclus, géographe et écrivain. Après avoir exercé comme journaliste dans la presse libertaire française, il s'installe à Shanghai en 1928 pour y enseigner le français tout en poursuivant ses activités d'écriture et de traduction. Grand connaisseur de la Chine, de sa langue et de sa culture, il y restera 24 ans. Dans *La révolte des Taiping*, il étudie cet épisode souvent méconnu de l'histoire chinoise qui fut le prologue de la révolution. En 1851, une rébellion paysanne anti-mandchoue débute dans le sud de la Chine, puis se répand et contrôle province après province, jusqu'à établir sa capitale à Nankin. Elle sera écrasée en 1864, dans le sang et grâce à l'intervention des puissances occidentales. Cette réédition de *L'Insomniaque* est bienvenue puisque l'œuvre est la seule disponible actuellement sur ce sujet en langue française. L'occasion de découvrir un fragment de l'histoire chinoise à travers les observations documentées et passionnantes de Jacques Reclus.

Redécouvrir Marcel Sembat

Deux publications et une exposition invitent à explorer la vie et la pensée de ce grand socialiste méconnu.

LES CAHIERS NOIRS. JOURNAL 1905-1922

de Marcel Sembat

Viviane Hamy, 2007, 829 p., 29 €

Marcel Sembat, 1862-1922. Un nom en grande partie oublié. Ne sont retenus des années héroïques du socialisme français que ceux de Jean Jaurès et Léon Blum. Dans le *Grand dictionnaire socialiste* de Compère-Morel, paru en 1924, Sembat n'avait droit, deux ans après sa disparition, qu'à une quinzaine de lignes et Georgette Sembat née Agutte, à treize lignes. Voici comment sa vie de militant était résumée à l'époque : « Né à Bonnières-sur-Seine (Seine-et-Oise), le 19 octobre 1862. Avocat et journaliste de talent. Appartenait dès 1897, au PSR. Fonda L'Évolution, dirigea La Petite République. Collabora à La Revue socialiste, à La Revue de l'enseignement primaire, aux Documents du progrès, à La Lanterne, au Petit Sou, etc. Fut l'un des leaders de L'Humanité, lorsque ce journal était l'organe officiel de la SFIO. Élu en 1893 député de Paris, il ne fut jamais battu jusqu'à sa mort. Ministre des Travaux publics au cours de la guerre 1914-1918. Parmi ses ouvrages : *Faites un roi, sinon faites la paix qui parut et eut un grand retentissement, en 1913. Mort à Chamonix le 5 septembre 1922.* »

Les contraintes du genre qui imposent une sécheresse compréhensible ne permettaient pas de donner la dimension réelle du personnage. La publication des *Cahiers noirs. Journal 1905-1922*, aux éditions Viviane Hamy, avec une présentation et des notes de Christian Phéline, redonne, au contraire, toute sa dimension humaine et historique à cet homme qui fut non seulement l'un des grands orateurs du socialisme d'avant la rupture du Congrès de Tours, mais aussi un praticien politique plein de sagacité. Du talent, Sembat, en effet, n'en était pas dépourvu, mais c'est son immense curiosité pour des domaines divers qui frappe le lecteur de ces *Cahiers* tenus avec une étonnante constance.

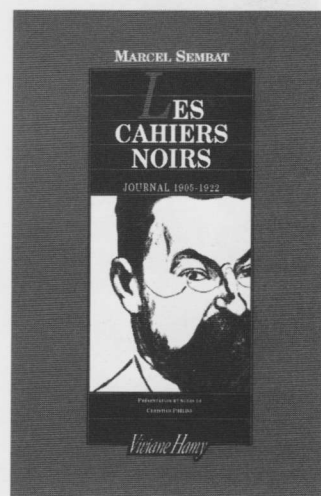
Marcel Sembat s'intéresse en effet aux tendances nouvelles dans les arts – en premier lieu la peinture¹ – à l'essor de la psychologie, à l'ethnologie, aux sciences alors en pleine mutation qui constituaient une ambiance propre à alimenter les espoirs de progrès, progrès auquel le socialisme entendait prendre sa part et plus encore. Être socialiste signifie pour lui suivre avec attention tous les développements de la recherche et de la pensée moderne, parce que le socialisme a pour vocation de s'inscrire dans l'évolution naturelle des sociétés.

Ses carnets sont aussi une sorte de chronique de sa propre vie militante. Les questions sociales de l'époque, celles des retraites ouvrières ou des conflits du droit syndical, y apparaissent de manière récurrente. Les questions politiques aussi et, en premier lieu, celle de la séparation de l'Église et de l'État. Sans cesse Sembat s'interroge sur sa manière de militer, de prononcer des discours : il a la constante volonté d'être à hauteur de la cause qu'il défend, d'être à la hauteur de son idéal. Cette auto-analyse qui court tout au long de ses notes devient l'un des instruments de son enga-

gement. Son journal fait fonction de référent à ses propres activités politiques et à l'évolution de sa pensée. Souvent, il revient sur ce qu'il envisageait de mener à bien pour se relancer, revivifier ses ambitions.

Les *Cahiers* peuvent également être lus comme une sorte de catalogue des livres importants qui le marquent lui, mais qui façonnent aussi plus largement l'esprit de ses amis socialistes et au-delà : du *Socialisme d'État en Allemagne* de Charles Andler aux travaux d'Émile Durkheim, lui-même socialiste, et à tant d'autres livres, se dessine une géographie intellectuelle qui n'a plus d'équivalent de nos jours. Dans cette époque qui voit les sciences sociales s'affirmer et où chaque domaine semble entrer en corrélation avec d'autres – de la littérature au théâtre, de la peinture à la psychologie, etc. – Sembat entend apporter sa propre contribution. Il projette un livre sur les rêveries, s'acharne à suivre les travaux de Bergson, Binet, Durkheim déjà cité, Frazer, Janet, nombre de savants anglais, et bientôt Freud ! Son socialisme est tout entier dans son époque et s'inscrit dans la continuité des Lumières et de la Grande Révolution. À cela s'ajoute une certaine idée de la culture qui élève et à qui l'on doit respect.

Pour autant qu'il soit profondément révolutionnaire de conviction, Sembat ne verse pas dans le rêve chimérique du « Grand Soir ». La révolution s'apparente chez lui, qui se méfie des « révolutionnaires verbaux », à une patiente conquête, ponctuée peut-être de moments où s'exprime la violence dont il ne fait pas l'apologie. C'est d'ailleurs un aspect passionnant de ces *Cahiers* : ils donnent à voir un homme chez qui peuvent cohabiter une pensée originale, parfois à contre-courant du discours constitué de son parti, et une audace de pensée fondée sur le réel, un réel considéré tel qu'en lui-même. C'est la raison pour laquelle son livre, paru un an avant le premier conflit mondial en août 1913, *Faites un roi, sinon faites la paix*, résonne alors comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, parce qu'il y défend l'idée que l'État républicain n'a pas les moyens de se lancer dans un conflit, incapable qu'il est de réussir une mobilisation et de conduire une guerre. Il a le sentiment que la guerre contemporaine s'apparente à une entreprise industrielle qui réclame de hautes capacités techniques. Plus profondément, Sembat soutient que la République est faite pour la paix et qu'elle ne convient pas à une politique de guerre. D'où l'alternative qu'il pose : soit il est procédé à une modification du régime, soit on table sur une entente franco-allemande en faisant l'impasse sur la question d'Alsace-Lorraine, avant d'envisager la constitution d'États-Unis d'Europe. Le scandale immédiat ne doit pas faire oublier que Sembat a peut-être eu tort stratégiquement, puisque la guerre fut gagnée par la République – mais à quel prix – mais qu'il eut sans doute en partie raison puisque la conduite de ●●●



1. Les relations de Marcel Sembat et son épouse Georgette Agutte avec Matisse sont essentielles. Christian Phéline a publié à ce sujet : « Sembat face à Matisse : voir, penser la modernité », *Correspondance Matisse-Sembat*, Lausanne, bibliothèque des Arts, 2004.

REDÉCOUVRIR MARCEL SEMBAT



●●● la guerre nécessita de mettre en veilleuse la marche normale des institutions républicaines.

Cette lucidité si particulière, les révolutions russes lui donnèrent une nouvelle occasion de l'exercer. Il suit avec inquiétude l'évolution de la situation chez l'allié oriental (« La Russie se dissout », 25 septembre 1917) et lance, dès février 1918, une interrogation par sa brochure *Perdons-nous la Russie ?*, alors que les Bolcheviks entament leurs négociations avec l'Allemagne, à Brest-Litovsk. Il pressent que le retrait de la Russie hors de la guerre peut être préjudiciable aux Alliés. Il lui semble possible d'intervenir en Russie en se fondant sur un programme démocratique : pas de restauration du tsar, la Constituante et la terre aux paysans. Les interventions – bien moins importantes que ne l'a prétendu la propagande bolchevique par après – eurent lieu, au contraire, sans tenir compte de l'impossibilité de revenir en arrière.

« Drôle » de socialiste assurément, Sembat explicite sa relation au mouvement et à la doctrine en des termes eux aussi surprenants : « À l'objection durkheimiste qu'une religion est sociale, je réponds qu'en effet toute religion est sociale d'origine, et la mienne l'est. Mais que, dans les pays les plus religieux, la tendance

vivante contemporaine est que chaque individu extraie de cette religion collective sa religion individuelle. [...] En tout cas, moi j'ai ma Religion individuelle qui soutient ma vie morale, mon progrès, mon cure vers l'ascension morale, hors de l'égoïsme, hors des rêveries, hors de l'érotisme, hors la goinfrerie. » Et il ajoute : « Et j'ai ma religion collective, ma religion tri-bale, qui est le parti socialiste ! » (4 mars 1918). C'est lui qui souligne...

Cette affirmation surprenante dessine une conception qui fonde son engagement. Elle n'a rien à voir cependant avec l'idolâtrie qui devait submerger une grande partie du mouvement socialiste français avec le culte d'un certain et prétendu Père des peuples à moustache. D'ailleurs son amour de la nature, sans parler de sa sexualité qui occupe une place non négligeable dans ses notes, tout dénote que nous avons affaire à un authentique matérialiste.

Ajoutons pour clore cette incitation à la lecture et à la réflexion que les *Cahiers* de Marcel Sembat bénéficient d'une belle préface de Christian Phéline, le maître d'œuvre de cette édition remarquable. ■

Jean-Louis PANNE

L'exposition « Entre Jaurès et Matisse. Marcel Sembat et Georgette Agutte à la croisée des avant-gardes », visible aux Archives nationales, vient à point nommé compléter la lecture de ces publications. À travers textes, photos,

toiles, sculptures et autres objets, elle dresse le portrait de Marcel Sembat et de sa femme peintre, un couple impliqué à la fois politiquement et artistiquement dans la société française de l'époque.

Du 2 avril au 13 juillet, tous les jours sauf mardi et jours fériés.
Musée de l'Histoire de France,
60 rue des Francs-Bourgeois, 75003
Paris. Tél. : 01 40 27 60 96.
www.archivesnationales.culture.gouv.fr

« MARCEL SEMBAT : SOCIALISTE ET INTELLECTUEL »

de Gerd Krumeich, *Cahiers Jaurès*, juillet-septembre 2007, n° 185, 9 €

À part la station de métro, quelques gymnases et écoles, qui connaît Marcel Sembat ? Déjà le nom du grand Jaurès ne dit pas grand-chose aux générations actuelles, alors celui d'un autre homme politique du début du siècle passé... ! Ce fut pourtant l'un des plus grands dirigeants socialistes des années 1900.

Député des « Grandes carrières » à Montmartre de 1893 jusqu'à sa mort en 1922, il fut tout autant militant que penseur et amateur d'art. Marié à une ancienne élève de Gustave Moreau, il était l'ami de Matisse, Gauguin et Cézanne. Son engagement socialiste le pousse vers le guesdisme d'abord, puis vers l'action réformatrice sa vie durant. Redoutable orateur parlementaire, il était admiré et craint de ses adversaires. Pourtant, il a disparu des livres d'histoire et seuls quelques universitaires s'intéressent encore à lui (Maurice Braud, *Le mouvement ouvrier socialiste et les arts. Le cas de Marcel Sembat (1862-1922)*, mémoire de DEA, Paris, EHESS, 1986).

C'est un autre aspect de l'homme que nous présente un chercheur de l'université Heinrich Heine de Düsseldorf, Gerd Krumeich : son approche originale de la guerre et du militarisme. On sait que le mouvement socialiste était dominé par la pensée jaurésienne de la « Nation armée », seule capable de garantir l'intégrité du territoire français contre une « attaque brusquée » de l'Allemagne militarisée (Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, Imprimerie nationale, 1992). De manière originale, Sembat s'oppose seul à cette vision du peuple en armes en développant sous le titre provocateur *Faites un roi, sinon faites la paix* (Figuière, 1913) un pessimisme réaliste selon lequel ledit peuple, abruti de propagande et de slogans chauvins, n'aura même plus la force de

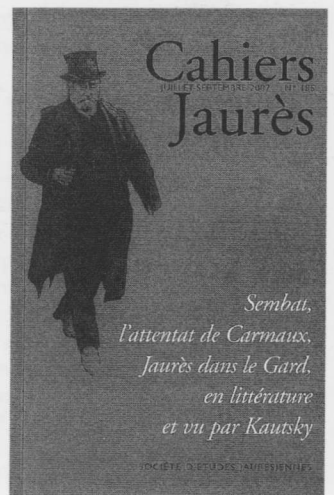
défendre la République et de s'opposer au rétablissement de la royauté (ce qui lui vaudra les louanges des imbéciles maurassiens!).

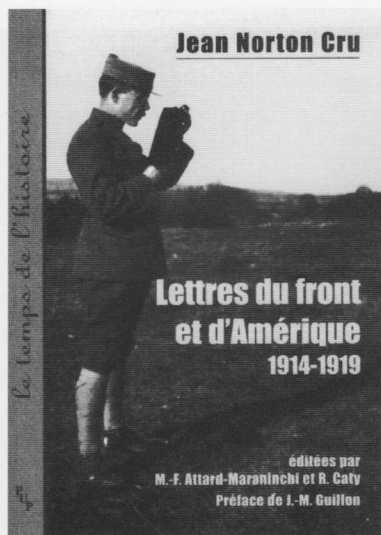
« Ce jour-là, le peuple bouillonnera dans la rue comme une eau qui bout sur le feu ! [...] Regardez cette rue noire du monde, cette foule où les groupes se font et se défont, ces gens qui ne vont pas à leur travail, et qui attendent, causant, fiévreux [...]. Les vendeurs de journaux fendent la foule en criant. Sur cette foule-là que peuvent les partis organisés, les groupes de quartier ? Qui sait [...] Tout dépendra [...] de l'état d'esprit que les nouvelles de la veille, de l'avant-veille auront répandu dans cette foule. Tout dépend de là ! Si nous nous sentons provoqués, alors ce sera un allons-y général, un irrésistible courant qui emportera tout, comme paille, dans un flot débordé. »

Rallié à l'Union sacrée, Sembat devient ministre des Travaux publics, tâche qu'il assume efficacement, sachant contrer les militaires et rétablir le pouvoir de l'autorité civile, aidé d'un directeur de cabinet nommé Léon Blum. Tourmenté, assailli de doutes, il démissionne à la fin de 1916. Réélu en 1919 au sein de la Chambre Bleue horizon par les ouvriers du XVIII^e qui lui font confiance, il a le temps de s'opposer à la mainmise de l'appareil d'État de la toute jeune Union Soviétique sur le mouvement ouvrier. Il décède à l'âge de 59 ans d'une hémorragie cérébrale. ■

Pierre-Henri ZAIDMAN

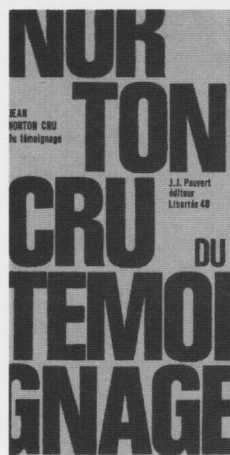
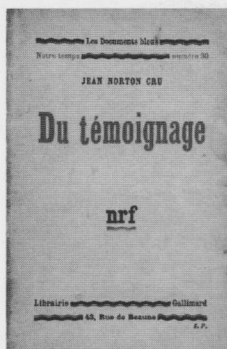
Dans le même numéro, on lira un article passionnant sur l'attentat provocateur de Carmaux le 15 octobre 1895 contre un patron de verrerie.





**LETTRES
DU FRONT ET
D'AMÉRIQUE
1914-1919**

de Jean Norton Cru
Publications de l'Université
de Provence,
2007, 370 p., 29 €



**Le dernier épisode
de l'histoire de Témoins**

1^{er} ÉPISODE : En 1929, scandale chez les anciens combattants de la Grande Guerre, lors de la parution de *Témoins*, dense et volumineux ouvrage de Jean Norton Cru, lui-même ancien combattant, qui a analysé à la loupe trois cents ouvrages sur la guerre, et en a établi une critique d'anthologie. Les auteurs les plus sévèrement critiqués tels que Barbusse et Dorgelès se défendent méchamment. Les encensés comme Genevoix et Lintier approuvent, et des auteurs pourtant écorchés par Cru tels Werth, Jolinon ou Galtier-Boissière, montrent qu'ils n'ont pas de rancune en lui répondant positivement.

2^e ÉPISODE : En 1930, Cru publie un livre beaucoup moins gros et donc plus accessible, qui résume en quelque sorte le premier: *Du témoignage* chez Gallimard. La polémique fait toujours rage.

3^e ÉPISODE : En 1966, Jean-Jacques Pauvert réédite la première partie de *Du témoignage*, en y ajoutant une notice biographique de Norton Cru par sa sœur Hélène Vogel.

4^e ÉPISODE : En 1989, réédition du même livre par Allia.

5^e ÉPISODE : En 1993, les Presses Universitaires de Nancy rééditent *Témoins*. Polémique à nouveau, mais cette fois-ci chez les historiens spécialistes de la Grande Guerre.

6^e ÉPISODE : En 2003, Frédéric Rousseau publie *Le procès des témoins de la Grande Guerre. L'affaire Norton Cru*, au Seuil. L'auteur défend Norton Cru contre les accusations salissantes de Christophe Prochasson principalement, dans divers articles, après avoir rappelé magistralement l'histoire de *Témoins*.

7^e ÉPISODE : En 2004 paraît un ouvrage collectif (*Vrai et faux dans la Grande Guerre*, sous la direction de Christophe Prochasson et Anne Rasmussen, La Découverte) dans lequel Cru est qualifié de « *premier négationniste avant Rassinier* ».

8^e ÉPISODE : En 2006, un article de Jean Birnbaum dans *Le Monde*, « Guerre de tranchées entre historiens », fait le point sur les deux écoles divisées : les péronnistes, qui se rassemblent au mémorial de Péronne, s'insurgent contre une prétendue « *dictature des témoignages* » et prennent quasiment Cru pour un fou, tandis que les craonnistes, qui travaillent à Craonne, revendiquent eux, l'intérêt des témoignages de poilus, et considèrent Cru comme un sérieux préparateur du travail des historiens.

9^e ÉPISODE : En 2006, réédition par les Presses Universitaires de Nancy de *Témoins*, avec une riche préface de Frédéric Rousseau, « Pour une lecture critique de *Témoins* » et une revue de presse reprenant l'essentiel des critiques publiées au début des années trente à la sortie de l'ouvrage. Ce dossier est capital pour suivre la préface de Frédéric Rousseau et surtout pour bien comprendre *Le procès des témoins de la Grande Guerre. L'affaire Norton Cru*.

Et voici le dixième épisode. Précisons d'emblée qu'il ne devrait pas attiser la polémique. Bien au contraire, il devrait l'apaiser en faisant mieux connaître la personnalité de Cru à ceux qui l'ont rapidement qualifié de professeur américain, d'universitaire prétentieux et autres inexactitudes révélatrices d'un manque de rigueur étonnant chez des « historiens ». Il s'agit de la publication de l'ouvrage de Marie-Françoise Attard-Maraninchi et Roland Caty, qui ont soigneusement transcrit les correspondances de Jean Norton Cru pendant la Grande Guerre, avec sa mère, ses deux sœurs, ses frères et des collègues en Amérique. Avant de nous les livrer, ils nous proposent une biographie très vivante de Cru, qui nous fait ressentir l'exceptionnelle atmosphère régnant dans cette famille anglo-française. De l'union d'un pasteur protestant originaire de la Drôme et d'une Anglaise de bonne famille sont nés quatre garçons et deux filles qui deviendront tous sans exception des enseignants de haut niveau, en France et aux USA. Installée tout d'abord en Ardèche de moyenne montagne, puis en Nouvelle Calédonie, puis de nouveau en Ardèche, de plus haute montagne, et finalement dans la Drôme, entre Valence et Montélimar, la famille Cru est atypique. Ses membres sont des intellectuels qui ne rechignent pas, bien au contraire, à participer aux dures tâches des champs et de la construction d'une maison. Très croyants, ils mettent en pratique leur foi. Et très patriotes, ils participent de leur mieux à ce premier conflit mondial.

Solidaires sinon complices, leurs échanges épistolaires très riches, tant sur le plan humain que sur ceux de la pédagogie, de la philosophie, de la métaphysique, de la littérature, nous changent des habituelles lettres de poilus, centrées essentiellement sur l'événement guerrier.

Progressivement, on voit se dessiner le projet de Jean Norton qui est de dissuader les hommes de faire la guerre, en la leur montrant de façon naturaliste, sans en ajouter ni en retrancher. Il est persuadé que la relation objective des événements devrait suffire à supprimer toute envie guerrière. Pour cela, se basant sur son expérience des tranchées, il jugera impitoyablement les récits publiés alors, en les classant en plusieurs catégories : les journaux, les souvenirs, les réflexions, les lettres et les romans. Comme il ne peut pas avoir tout vu, il se trompera parfois, ce qui avivera la polémique.

Patriote jusqu'au bout des ongles, il ne fait pas partie des pacifistes (contrairement à ce qu'affirment certains de ses adversaires) et reproche à ceux-ci leurs outrances. Il ne s'interroge pas sur les causes de la guerre, il la croit inévitable et est persuadé qu'il faut la mener docilement, loyalement. C'est un loyaliste. Pourtant, il est conscient que certains en profitent à l'arrière, et c'est bien ce qui nous étonne chez lui.

Lettres du front et d'Amérique a le mérite de montrer la profonde honnêteté de Cru. Ce n'est surtout pas un négationniste, ni même un révisionniste. C'est un rigoureux, un scrupuleux, qui se sent investi d'un devoir, celui de rétablir LA vérité. Il « défriche le terrain » pour que les historiens puissent disposer d'un matériau fiable.

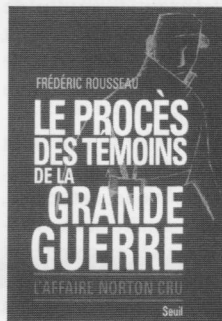
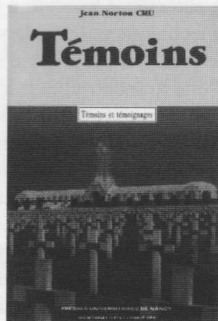
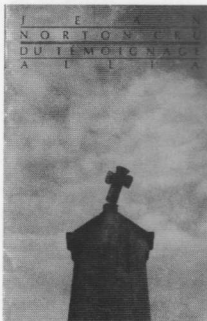
Les éditeurs de ces lettres ont scrupuleusement traduit celles écrites partiellement ou entièrement en langue anglaise, et ils nous expliquent à chaque citation de patronyme qui était le personnage. De même, pour les citations littéraires, ils nous donnent les références des livres

et périodiques concernés. Leur travail mené de manière très professionnelle est parfaitement réussi, bien mis en page et illustré, très agréable à lire. Les recherches biographiques ont été menées consciencieusement aux archives et sur le terrain.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, Cru est resté aux USA et ne semble pas avoir participé aux combats. Il serait intéressant de savoir ce qu'il en pensait, quelles leçons il tirait de son expérience du premier conflit, et ce qu'il préconisait pour l'avenir. Difficile, maintenant que les derniers témoins ont disparu.

Les historiens, amateurs et professionnels, que sont les lecteurs de *Gavroche*, ne peuvent pas rester insensibles à cette page de la Grande Guerre que constitue l'histoire de *Témoins*, depuis sa genèse jusqu'à la publication des lettres du front de Norton Cru. Il s'agit d'un événement unique en son genre, dont les enseignements à tirer sont extrêmement nombreux, dans divers domaines. Aussi, n'économisons pas nos remerciements aux Publications de l'Université de Provence, à Marie-Françoise Attard-Maraninchi et Roland Caty.

Jean-François AMARY



La chronique médiatique de Jean-Jacques Ledos

INDUSTRIE DU SPECTACLE

L'industrie cinématographique qui prend Hollywood pour modèle est fondée sur l'exploitation d'un produit dont la vedette constitue l'attraction. Le « producer » est responsable devant les investisseurs de la fabrication du produit. Il dirige une équipe qui, du scénariste aux professionnels du marketing, doit assurer le succès du produit. La politique-spectacle fonctionne de la même manière. La vedette dit le texte préparé pour séduire, tandis qu'un gestionnaire gère l'affaire et surveille les résultats. Si les produits trouvent leur auditoire, ils deviennent une série qui s'usera. Il faut alors renouveler le genre en éliminant les perdants, les animateurs¹. Le service public s'honorait jadis de ne fabriquer que des prototypes et la créativité était constante.

1. Michel Malausséna, *Les animateurs*, Jean-Claude Gawsewitch, 2008, 17,90 €.

SANS-CULOTTE 85

Découvert au hasard de la navigation parmi les blogs non-conformistes (Acrimed): « *Le Sans-Culotte 85 est un mensuel indépendant d'enquêtes sociales et de critique des médias. Il vient de voir le jour le 3 janvier dernier sur le département de la Vendée* ». Ce nouveau périodique publié à La Roche-sur-Yon, en Vendée, s'installe dans la presse alternative par la volonté de journalistes las de subir les contraintes des grands propriétaires de médias.

GUTENBERG FOR EVER

Le progrès dont on nous rebat les oreilles s'autodétruirait-il? La fuite en avant qu'il

représente a peu de souci de conserver les valeurs d'un passé qui peut être accusateur. Les techniques nouvelles de saisie des données n'en assurent pas la conservation prolongée. Déjà, il est difficile de trouver des appareils de lecture des bandes magnétiques. Le renouvellement constant des systèmes informatiques, ordinateurs et logiciels, rend impossible la consultation des données qu'on n'aurait pas sauvegardées sur d'autres supports. Des armes nouvelles à l'étude pourraient avoir pour mission de détruire les supports électromagnétiques. La seule préservation reste l'imprimerie. À condition toutefois que les papiers tiennent le coup.

DROIT AUX IMAGES

La redevance pour droit d'usage d'un récepteur a été instituée dans le cadre de la Loi de finances pour 1933 « *en vue d'en consacrer le produit aux dépenses de la radiodiffusion* ». À l'époque, déjà, on se souciait de trouver les ressources nécessaires au fonctionnement d'un service public face aux stations privées nourries par la publicité. Une nouvelle redevance a été créée en 1949 afin de donner à la télévision naissante les ressources nécessaires. L'addition des deux taxes a permis le développement en autofinancement d'un réseau de studios et d'émetteurs dont la RTF puis l'ORTF ont eu l'exploitation en monopole jusqu'en 1982¹. Depuis cinquante ans, toutes les propositions de mise à jour du montant de la taxe ont été repoussées par les parlementaires au prétexte que les Français ne le supporteraient

pas. Ces mêmes Français auxquels on n'a plus cessé de proposer des abonnements dont la somme est largement supérieure au montant de la taxe. On ne doit pas oublier, par ailleurs, que le coût des annonces publicitaires est inclus dans le prix de vente des produits promus.

1. À l'exception de deux emprunts, en 1954 et 1973.

TÉLÉ-RÉALITÉ

La télé-réalité, qu'on prolonge artificiellement par les sujets dits « people », a été officialisée au plus haut niveau par le président de la République, répondant vertement à un contestataire non moins vert. Foin de la dignité de la fonction. Cet épisode largement rapporté par les médias deviendra-t-il, au prétexte de la modernité, un modèle généralisé de comportement dans les relations quotidiennes? L'enseignant insulté qui emploierait le même ton aurait sans doute à répondre de ses actes devant des parents indignés.

SONDAGES

Les sondages, publiés par des organismes dépendants d'investisseurs qui ne sauraient déplaire aux pouvoirs qui favorisent leurs intérêts, inspirent une double méfiance. Si l'observation de l'opinion à un moment donné est de nature à satisfaire ces intérêts, les sondeurs ne manqueront pas de proclamer les conclusions de leurs enquêtes. Dans le cas contraire, la publication des résultats sera moins fréquente, voire totalement occultée. L'opinion est ainsi guidée vers un bon choix ou ignorante des mouvements qui l'agitent. ■



**MAI 68
L'AFFICHE
EN HÉRITAGE**
de Michel Wlassikoff
éditions Alternatives,
2008, 143 p., 29 €

Images insurrectionnelles

Qui ne connaît les affiches de mai-juin 1968 ? Ou plutôt, qui croit les connaître ? Car à lire cet ouvrage de Michel Wlassikoff sobrement intitulé *Mai 68. L'affiche en héritage*, les conditions de la conception et de la production de cet ensemble évalué à 500 images restent bien mystérieuses, même si elles nous sont partiellement dévoilées.

Certes, on sait, notamment grâce à ce livre, que les « étudiants des Beaux-Arts » que l'on pensait à l'origine de ces placards contestataires, étaient en fait des plasticiens professionnels, regroupés autour de quelques figures emblématiques très politisées et réunies dans cette « ex-école des Beaux-Arts » dès le début des événements mais aussi, dans une moindre mesure, à l'école des Arts Décoratifs.

Si la rue et les grèves ont fait trembler le pouvoir et transformé pour un temps les relations sociales, l'image, et notamment l'affiche politique, ont relayé, imaginé, produit un discours contestataire qui se voulait « *au service du peuple* ». Organisés en comités et en assemblées générales, les artistes produisent slogans et illustrations dans un esprit militant, discutant des thèmes à aborder, amendant les propositions pour faire œuvre commune, ce qui explique la règle de l'anonymat des affiches. Influencés par les maoïstes de l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (UJCML), ces intellectuels se sont concentrés sur les luttes ouvrières, organisant un soutien intensif aux grèves de certains secteurs comme les services publics, les grands magasins ou l'industrie, mais aussi proférant de violentes attaques politiques contre la répression, le gaullisme, le capitalisme et vers la fin du mouvement contre la CGT ou le Parti communiste, perçus comme des traîtres à la révolution en cours.

Ce beau livre, en plus d'une étude minutieuse du cadre dans lequel sont apparues ces affiches, propose un catalogue raisonné de presque 200 d'entre elles, classées par ordre chronologique. Ce parti pris représente le véritable intérêt du livre. Car publiées en général sans ordre, elles prennent ici tout leur sens : ces affiches, éditées au jour le jour et même heure par heure,

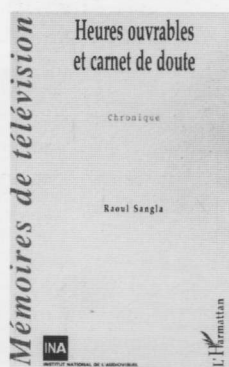
forment des réponses précises à des situations, des événements, des problématiques que se pose le mouvement en train de se construire. Telle déclaration de de Gaulle entraîne une réponse immédiate. L'isolement de telle usine nécessite la création d'une affiche particulière pour promouvoir la lutte. L'attitude du pouvoir par rapport aux « étrangers » poussera l'atelier à produire une véritable campagne affirmant sa solidarité au-delà des frontières.

La masse d'images produites par ces artistes militants se caractérise avant tout par sa simplicité, résultant de la technique utilisée, la sérigraphie. Mais à y regarder de près, l'iconographie soixante-huitarde fait preuve d'une grande richesse graphique. Les lettres bâtons plus ou moins gestuelles des slogans deviennent parfois de véritables mots-images. La métaphore permet de transmettre un message de manière poétique. Si le dessinateur synthétise des idées simples avec de grands aplats, on utilise aussi la photographie. Le slogan politique et dénonciateur prédomine, mais l'ironie prend dans certaines affiches le contre-pied du discours officiel... Cette iconographie focalise sur quelques types emblématiques : de Gaulle, avec son long nez caricatural, devient parfois un fasciste ; le CRS muni d'une matraque et d'un bouclier, vu en contre-plongée, fait lui aussi figure de SS. Mais les graphistes magnifient surtout le peuple en révolte, série de taches gestuelles et vivantes opposée à la géométrie de l'usine et sa masse oppressante. Dans ces affiches emblématiques, le travailleur concentre tous les efforts. Comme victime du capitalisme, mais également comme moteur de l'émancipation, tantôt mué en machine asservie et géométrisée à l'excès, tantôt poing tendu symbole du combat à mener.

En ces temps de commémoration où l'on tente d'édulcorer le message de révolution sociale porté par certains aspects de la révolte de mai, il est bon de plonger ou replonger dans cette explosion insurrectionnelle de l'image.

Guillaume DOIZY

(<http://caricaturesetcaricature.com>)



**HEURES
OUVRABLES
ET CARNET
DE DOUTE**
CHRONIQUE
de Raoul Sangla
L'Harmattan/INA,
collection Mémoires
de télévision,
2008, 252 p., 24 €

Le livre est disponible
à la librairie Tekhné,
spécialisée dans la communication,
7, rue des Carmes, 75005 Paris.
Vente directe et
par correspondance.

L'audace audiovisuelle

L'auteur est un de ces (rares) réalisateurs de télévision turbulents qui eurent le souci de bousculer au début des années 1960 l'académisme « frileux » dans lequel l'art télévisuel commençait déjà à se figer. Avec une conviction enthousiaste intacte, Raoul Sangla raconte trois décennies d'un parcours professionnel qui n'exclut pas la provocation. Au mépris des habitudes formelles, ses audaces étaient conduites par le souci de rapprocher la démarche culturelle des programmeurs, certes honorable, d'une audience souvent éloignée de l'ambition élitiste des premiers téléastes. Le service public, à l'époque, acceptait l'originalité sans laquelle n'aurait pas été possible cette créativité au service de tous ceux qui n'ont pas habituellement accès aux ressources des lieux de culture.

Les caméras de Raoul Sangla s'installaient en direct dans la quotidienneté, au moyen de longs plans non-interrompus (plans-séquences) qui assuraient la continuité spatio-temporelle du direct en associant les images des coulisses des studios, voire celles de la

rue, afin de saisir « *la socialité au vif, matériau fondateur de la télévision* » (selon le réalisateur). L'art vivant que constitue la télévision, ce moyen de diffusion instantané et d'usage quotidien, s'adressait alors à des citoyens appréciés individuellement comme tels, non comme anonymes au sein de masses indifférenciées de consommateurs.

Pour évoquer le parcours de Raoul Sangla, on rappellera seulement sa participation à Discorama, à Bienvenue chez Guy Béart, à Permis la nuit, sa lecture télévisuelle de La passion ou encore, dans le domaine de l'actualité, Journal d'en France, une émission d'actualité interactive à la mi-journée, et on renvoie le lecteur à la liste de ses réalisations, en fin de volume.

Évoquer ces années créatives n'est pas exprimer une nostalgie, mais préserver la mémoire d'une ambition soucieuse de créativité et attentive à l'intelligence des autres. Il faudra bien en redécouvrir le modèle.

Jean-Jacques LEDOS

Le mouvement mexicain de 1968

Dans ce livre de souvenirs, originellement publié en 1991, Paco Ignacio Taibo II donne un aperçu de l'intérieur du mouvement étudiant de 1968 au Mexique.

L'auteur décrit de façon ironique le milieu politique de l'époque, sans s'épargner lui-même, puis raconte sa traversée de la lutte à Mexico qui se déroula de juillet à décembre 1968. Dans les premiers jours, « le mouvement, bien qu'il ne savait pas qu'il en était un, grandissait ». Ensuite la grève étudiante se propage, en soutien aux prisonniers politiques. Puis la lutte se généralise, le programme étant, en filigrane, la conquête de la démocratie.

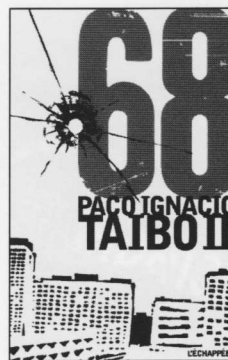
L'auteur fait sentir la prise de conscience qu'entraîne la lutte collective : « c'est lui, l'État, qui nous avait matraqués ». À part certaines particularités – par exemple l'évocation insolite d'un militant qui était « dirigeant de la brigade Marilyn Monroe » – les

expériences vécues par l'auteur sont assez universelles, et n'auront rien de dépayssantes pour qui connaît les grèves étudiantes. On y retrouve donc la réappropriation des lieux, la création de structures de démocratie directe, l'enthousiasme partagé – le tout décrit de façon assez distanciée, sans se départir d'un certain humour.

Le ton change lorsque Paco Ignacio Taibo II évoque la répression aveugle et sanglante du gouvernement mexicain, qui fit assassiner 400 manifestants pour casser le mouvement avant l'ouverture des Jeux Olympiques...

L'ouvrage est complété par une postface écrite en octobre 2007 par Paco Ignacio Taibo II, dans laquelle il estime qu'une expérience comme celle-là, « ça ne s'oublie pas, parce qu'on n'en a pas envie ».

JC



68
de Paco Ignacio Taibo II
L'échappée,
2008, 128 p., 10 €

La propagande par les bombes

Émile Henry (1872-1894) est un personnage emblématique du romantisme révolutionnaire et de l'impasse tragique dans laquelle était engagé le mouvement anarchiste en cette fin siècle. L'enfant de communard, jeune homme « bien élevé », produit d'une éducation bourgeoise, promis à un bel avenir, s'engage de façon désespérée et, pourrait-on dire, suicidaire dans la propagande par le fait.

C'est dans un contexte politique particulièrement tendu que le jeune homme réagit à sa façon aux événements de Carmaux en août 1892. Le licenciement du mineur Jean-Baptiste Calvignac, leader syndical et socialiste, maire de Carmaux, a provoqué la colère des ouvriers des mines qui affrontent la troupe. Émile Henry, en soutien, dépose un engin explosif à la Société des mines de Carmaux, à Paris, le 8 novembre 1892. Par un absurde concours de circonstances, celui-ci explose dans le commissariat de la rue des Bons-Enfants, faisant 5 morts. Les mineurs désavouent son geste. Mais, alors que la répression bat son plein, le 12 février 1894, Émile Henry dépose une autre bombe au milieu du café Terminus qui fait, quant à elle, 2 morts.

« J'ai frappé dans le tas sans choisir mes victimes » déclare-t-il lors de son procès. On est donc passé de la propagande par le fait (formule de Paul Brousse) à un attentat aveugle contre ceux qui refusent de se révolter, de l'action directe au terrorisme en somme. Condamné à mort après un procès qu'il utilise comme une tribune, il est exécuté le 21 mai 1894. La dignité de son attitude face à ses juges et surtout face à la mort participera de sa légende et il deviendra une figure emblématique de la radicalité assumée.

Le mérite de l'auteur, Walter Badier, est de mettre tout cela en perspective avec beaucoup de clarté. « Cet acte de révolte individuelle ne peut être compris, nous explique-t-il, que si on l'envisage dans sa relation avec les crises que traversaient alors l'anarchisme et la société française ». Le mouvement, autant victime de la répression que de ses contradictions, ne s'en remet jamais vraiment. Des débats assez vifs opposèrent ses membres et les partisans de l'action syndicale ouvrirent une nouvelle page de l'histoire de l'action révolutionnaire. Il n'est sans doute pas vain, par les temps qui courent, de revenir sur ces événements et leurs implications.

Jean-Luc DEBRY



ÉMILE HENRY
DE LA PROPAGANDE
PAR LE FAIT
AU TERRORISME
ANARCHISTE
de Walter Badier
Les Éditions libertaires,
2007, 226 p., 15 €

L'homme qui inventa le mot génocide

Qu'est-ce qu'un génocide ? rassemble deux œuvres de Rafaël Lemkin, la traduction française d'un livre sur les persécutions nazies, paru en 1944 aux États-Unis sous le titre *Axis Rule in Occupied Europe* et composé de 9 chapitres théoriques, suivie du *Crime de génocide* paru en 1946.

C'est dans le premier ouvrage que l'auteur, Rafaël Lemkin, « inventa » le terme « génocide ». Ce mot, largement utilisé depuis, loin de porter son nom à la postérité, n'a pas réussi à le sortir de l'anonymat. Heureusement, cette traduction vient nous révéler l'homme et son œuvre, méconnus dans notre pays.

L'éditeur a judicieusement choisi de confier la préface de ce livre à notre ami Jean-Louis Panné. Sous sa plume précise et concise, on découvre un étonnant personnage d'une surprenante intelligence (il maîtrisa précocement une dizaine de langues pour parfaire ses recherches). On suit son parcours de juriste

de 1930 à 1948, effectué dans des conditions difficiles, de sa Pologne natale en URSS puis en Suède et aux USA, terme de son périple.

Sans relâche, il dénonce pour responsabiliser et juger les auteurs de persécutions, les Turcs en Arménie, les soviets en Ukraine et bien sûr les nazis en Europe occupée. Il aboutira finalement à l'adoption par les Nations Unies de son projet d'une législation internationale permettant de poursuivre les criminels de guerre, au moment où est proclamée la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Je me demande si cet infatigable pèlerin aurait eu raison des acteurs de la mondialisation tel Monsanto, dont la politique de régulation alimentaire ressemble en bien des points à la famine organisée en Ukraine, sujet cher à notre ami Jean-Louis...

À lire absolument.

Georges PELLETIER



**QU'EST-CE
QU'UN
GÉNOCIDE ?**
de Rafaël Lemkin
Éditions du Rocher,
2008, 315 p., 22 €



**ESPAÑE
1936-1975
LES AFFICHES
DES COMBATTANT-E-S
DE LA LIBERTÉ**

**TOME 2
de Ramon Pino
et Wally Rosell**

Éditions libertaires,
2007, 162 p., 35 €

Le tome 1 est toujours disponible.
Informations et commandes
sur www.editionslibertaires.org

Mémoire et arts graphiques

Les Éditions libertaires poursuivent la publication d'affiches antifascistes espagnoles. Le tome 2 couvre la période 1936-1975. Un livre d'art hors du commun.

Le premier tome, publié en 2005, était une pure merveille. Deux cents affiches éditées entre le 19 juillet 1936 et avril 1939 permettaient de plonger au cœur de l'Espagne combattante. Pour le second tome, Ramon Pino et Wally Rosell ont pioché dans un trésor composé d'affiches, de cartes postales, de timbres, de journaux muraux, de photomontages. À ces perles rebelles, ils ont ajouté des documents datant de la « Retirada », des camps de concentration, de la résistance antifranquiste après guerre. L'exil est traité dans une longue chronologie qui commence en janvier 1939 et se termine le 20 novembre 1975 avec la mort de Franco la Muerte.

Le livre propose plusieurs niveaux de lecture. Les libertaires seront très émus en tournant les pages colorées de cette révolution unique. Les historiens trouveront des analyses qui éclairent cette période sujette à tant de distorsions. Enfin, quand on aime l'art et l'histoire de l'art politique, ce livre s'impose comme un ouvrage incontournable. Le lecteur est guidé par une méthode et un mode d'emploi précieux. Chaque document est numéroté. Le nom de l'affichiste, de l'organisation éditrice, l'année de parution et le format sont mentionnés. Chaque sigle, anarchiste ou non (CNT, FAI, JJLL, SIA, UGT, POUM...), est décrypté et de courtes biographies présentent les artistes.

Après la défaite républicaine, les affichistes suivent le cours des événements et passent la frontière franco-espagnole. Épuisés, affamés, transis de froid, ils connaissent les camps de concentration du Roussillon aux côtés de leurs camarades. Derrière les barbelés, ils illustrent de maigres périodiques tirés à quelques dizaines d'exemplaires, ils organisent des expositions artistiques dans des baraquements transformés en athénées.

À partir de 1943, journaux, brochures et livres anarchistes refont surface. Ces publications font renaître les arts graphiques (dessins satiriques, illustrations, caricatures...). Des écrivains et des scientifiques (Albert Camus, Octavio Paz, Albert Schweitzer, Jean Rostand...) collaborent à certains titres. Jusqu'en 1972, des artistes (Georges Brassens, Léo Ferré, Catherine Sauvage, Raymond Devos, Paco Ibanez, Colette Magny, Georges Moustaki...) participent à des spectacles de solidarité. En fin d'ouvrage, on relira les paroles d'Albert Camus (dans *Combat* du 7 septembre 1944) ou d'André Breton (dans *Le Libertaire* du 6 mars 1952), on verra des affiches dénonçant les crimes de Franco. Le militant anarchiste Salvador Puig Antich fut garrotté le 3 mai 1974. Ce qui fit dire à Cabu, à la une d'un *Charlie Hebdo*, dessin de gros beauf à l'appui, « *Les salauds sont en vacances en Espagne* ».

Bien plus qu'un livre d'images, l'ouvrage propose des analyses graphiques, politiques et historiques. Celles-ci concernent la résistance libertaire et républicaine, mais aussi la contre-révolution stalinienne ou même la production d'affiches fascistes. Les auteurs ont également sélectionné des affiches de soutien à l'Espagne républicaine produites en France, en Angleterre, en Suède, aux Pays-Bas, aux USA, en Belgique...

Ramon Pino et Wally Rosell livrent là une belle bataille pour la mémoire. Une mémoire qui nous rappelle que ces anarchistes d'Espagne menaient conjointement une guerre et une révolution, que ces anarchistes vaincus et maltraités dans des camps d'internement français poursuivront le combat antifasciste dans la Résistance. Une mémoire qui nous dit, avec une noire ironie, que les premiers soldats « français » qui ont libéré Paris en août 1944 ne parlaient qu'espagnol.

Paco

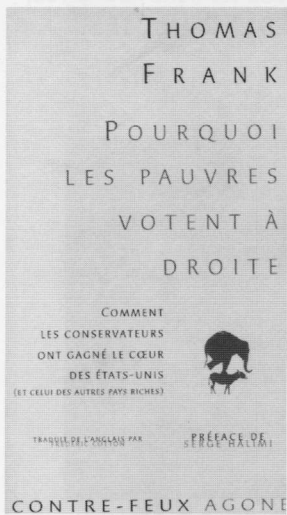
Au cœur des USA, le peuple de droite

Il est des livres dont on ne sait, une fois terminés, si le contenu doit nous porter à rire ou à craindre le pire. Celui du journaliste américain Thomas Frank est de ceux-là, qui nous entraîne au Kansas, un État qu'il connaît bien pour y être né et y avoir passé de nombreuses années.

Le Kansas se situe dans le *midwest* américain, à égale distance des strass hollywoodiens et du stress new-yorkais. Autant dire nulle part ou « ailleurs », c'est selon. Une terre de *rednecks*, de « bouseux » fiers d'eux-mêmes, fiers d'incarner une certaine idée de l'Amérique et des Américains : religieux jusqu'au fanatisme, francs du collier et fans de barbecue, méfiants voire haineux à l'égard des intellectuels et de l'État central ; en un mot « authentiques » ! Oui, mais aussi, souligne Thomas Frank, une terre de gauche avec un prolétariat actif, syndiqué, organisé. Une terre d'élection pour les extrêmes sur laquelle s'illustrèrent le célèbre John Brown, paysan mystique qui lutta les armes à la main pour libérer les esclaves, ou Carry Nation, prohibitionniste acharnée qui attaquait les saloons à coups de hache durant les années 1920 ; terre accueillant aujourd'hui David Bawden qui, ayant découvert que le Saint-Siège était depuis Paul VI aux mains des com-

munistes et des francs-maçons, décida de se faire élire pape sous le nom de Michael I^{er}. Pour David Bawden, pardon, Michael I^{er}, Jean-Paul II et Monseigneur Lefebvre ne méritent pas plus d'indulgence que Paul VI, figure de l'antéchrist. Comme l'écrit Thomas Frank, « *le Kansas d'aujourd'hui est une région possédée par le conservatisme, où la propagande réactionnaire s'est insinuée dans tous les domaines de la vie quotidienne* ».

On rit donc beaucoup en parcourant le Kansas en compagnie de Thomas Frank, en le suivant dans ses rencontres avec Jack Cashill, pourfendeur de l'évolutionnisme, ou Tim Golba, l'un des leaders du très puissant mouvement anti-avortement. On mesure les béances qui existent entre ici et là-bas, et la chance que nous avons d'avoir su reléguer par la lutte la religion à sa place, c'est-à-dire, à défaut des limbes, dans la sphère privée. On rit, mais on s'inquiète aussi de savoir que le fondamentalisme chrétien est capable d'atteindre une telle audience au cœur de l'hyperpuissance américaine... et du Parti républicain. Car la lutte a débuté là : par la victoire du courant conservateur sur le courant modéré. Une victoire acquise grâce à un étendard : la lutte contre le droit à l'avortement initiée par



la base populaire du parti. Depuis, les étendards se sont multipliés : ils conspuent les intellectuels et leur morgue qui entendent dicter à tous la conduite à tenir, les drogoués et les hippies, les théories évolutionnistes, les snobs, les jouisseurs, les paresseux, les féministes, les communistes, mais aussi les impôts frappant les honnêtes gens qui se lèvent tôt et travaillent sans mot dire. Avec humour, Thomas Frank écrit à propos de cette révolte culturelle et politique : « *Les travailleurs en furie, forts de leur nombre, se soulèvent irrésistiblement contre l'arrogance des puissants. Ils brandissent leur poing au nez des fils du privilège. [...] Ils se massent aux portes [...] en brandissant le drapeau noir et, tandis que les millionnaires tremblent dans leurs demeures, ils crient leur terrible revendication : "Laissez-nous réduire vos impôts".* »

Tel est le paradoxe : les classes populaires se démentent, ruent dans les brancards pour le plus grand profit de ceux qui se sont enrichis de leur précarisation sociale. « *Dans ce malheureux pays, nous dit Thomas Frank, les revendications culturelles [...] l'emportent inexplicablement sur les revendications matérielles concrètes et l'intérêt économique de la population cède le pas à une mythologie de l'authenticité et de la justice bafouée.* » Les classes populaires pauvres se tromperaient donc de colères et ce, d'autant plus facilement que le Parti démocrate, censé les incarner dans le cadre du bipartisme américain, les a délaissées au profit des classes moyennes américaines, celles qui « feraient les élections ». Délaissées, ces classes populaires auraient donc trouvé refuge auprès d'une fraction du Parti républicain dont la rhétorique, sur bien des aspects, est assez proche de celle défendue jadis par

Henry Ford, le célèbre constructeur automobile, qui exaltait dans ses nombreux écrits l'Amérique rurale et courageuse, le travail et la réussite liée au travail, la grandeur de la nation et de la famille et vilipendait les marxistes et les Juifs inévitablement comploteurs¹.

Les classes populaires seraient ainsi dupées et manipulées par une fraction des puissants : telle est schématiquement la thèse que défend l'auteur. Une thèse d'une certaine façon optimiste car elle sous-entend que la réaffirmation d'un discours « authentiquement » de gauche de la part du Parti démocrate, sur les questions économiques et sociales, est de nature à inverser la tendance, à faire revenir au bercail les ouailles égarées. Une thèse discutable (comme toute thèse !), et discutée, notamment par Wendy Brown, professeure à Berkeley, dans un livre remarquable intitulé *Les habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néo-conservatisme*². En guise de conclusion mais aussi d'ouverture à l'échange critique, Wendy Brown écrit ceci : « [L'analyse de Thomas Frank] ressuscite ainsi au moyen de l'image usée de la "fausse conscience", un certain espoir politique, et évite la perspective plus inquiétante d'une orientation subjective anti-égalitaire, asservissante et abjecte, dans une partie importante de la population américaine³. »

Christophe PATILLON

1. Lire à ce propos Damien Amblard, *Le « fascisme » américain et le fordisme*, Berg International, 2007.

2. Livre publié par Les Prairies ordinaires. Lire également l'article de Marc Saint-Upéry « Le peuple est-il de droite ? Un débat américain » in *Mouvements*, n° 52 (11/2007).

3. L'analyse inévitablement sommaire de l'édition américaine du livre de Thomas Frank se trouve aux pages 113-115.

Le mafiosisme, stade suprême du capitalisme

La logique ultralibérale, la mondialisation et la recherche effrénée et déshumanisée du profit rapide rejoignent la philosophie des criminels les plus intelligents, dont les règles sont imposées par l'obligation de gagner de l'argent en écrasant la concurrence. Le reste ne compte pas. Le journaliste Roberto Saviano a plongé dans l'univers de la mafia napolitaine, connue du grand public sous le nom de *camorra*. Il en dresse un tableau aussi éblouissant que terrifiant, décortiquant la structure et ses trafics.

Loin des clichés sur la tradition d'honneur, il présente une organisation ultralibérale qui s'est totalement adaptée à la mondialisation. La recherche du profit justifie tout, y compris l'horreur : « *On programme une séance de torture comme si c'était une réunion commerciale, une commande à passer, un billet d'avion à commander.* » C'est l'avant-garde de l'économie mondialisée, dont elle pousse les mécanismes jusqu'à leurs conséquences les plus extrêmes. C'est ainsi qu'on découvrira les relations entre la très capitaliste Chine populaire et le crime organisé, justifiées par la place stratégique du port de Naples notamment pour l'importation de produits textiles essentiels dans la balance commerciale de l'Italie, sans compter les traditionnels investissements immobiliers et autres trafics, organisés comme de véritables entreprises capitalistes. La distribution de la drogue se fait ainsi de manière pyramidale, chacun étant intéressé à

baïsser les coûts pour éliminer la concurrence, par exemple en testant les produits coupés sur des cobayes humains en manque. On explorera les liens avec les Basques de l'ETA et ceux avec les ex-bureaucrates de l'Est, véritables dépositaires au sens littéral du terme des armes détournées pour le compte des membres du Système comme ils se désignent eux-mêmes. On apprendra le lien social, cimenté par l'aide apportée aux veufs, veuves, orphelins, conjoints des affiliés morts ou emprisonnés, qui fait que n'importe quelle intervention policière provoque des émeutes quasi insurrectionnelles. On verra que le travail salarié peut être utile soit à des gens modestes qui, à des échelons divers, font fonctionner l'organisation sans intervenir dans le trafic, soit à de véritables professionnels, les *stakeholders*, chargés de trouver des lieux d'enfouissement pour les déchets toxiques.

Gomorra est écrit non comme un reportage mais comme un essai, un récit-vérité, forme inventée par le grand écrivain américain récemment décédé Truman Capote dans *De sang-froid* (Folio, 1972). On en ressort interloqué et plus désireux que jamais de nettoyer ces écuries d'Augias produites par le capitalisme décadent.

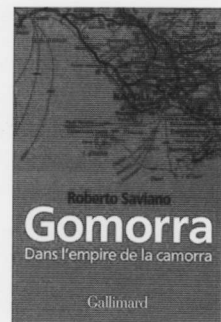
Sur le même thème mais dans un style plus classique, on lira avec intérêt le reportage journalistique de John Dickie sur la mafia sicilienne, *Cosa Nostra*, Librairie Académique Perrin, 2008, 11 €.

Pierre-Henri ZAIMAN

POURQUOI LES PAUVRES VOTENT À DROITE

COMMENT LES CONSERVATEURS ONT GAGNÉ LE CŒUR DES ÉTATS-UNIS (ET CELUI DES AUTRES PAYS RICHES)

de Thomas Frank
Marseille, Agone,
coll. Contre-feux,
2008, 362 p., 24 €



GOMORRA
DANS L'EMPIRE
DE LA CAMORA
de Roberto Saviano

Gallimard,
2007, 363 p., 21 €

**ANARCHISME
ET
CHANGEMENT
SOCIAL**

**de Gaetano
Manfredonia**
Atelier de création
libertaire,
2007, 352 p., 20 €

Typologie des militants anarchistes

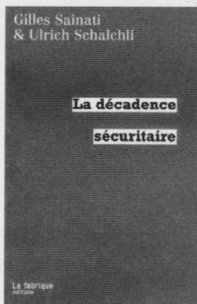
Gaetano Manfredonia poursuit son œuvre d'historien du mouvement anarchiste avec une discrétion et une obstination qui forcent le respect. Dans son dernier opus, il place son discours dans le champ des sciences humaines, autrement dit dans une approche qui emprunte à l'institution universitaire sa démarche et ses méthodes (tableaux à l'appui). Il le revendique dans son introduction (p. 16) en faisant explicitement référence à la « sociologie compréhensive » de Weber. Fort de cette autorité, l'auteur distingue trois types de militantismes libertaires : le type insurrectionnel, le type syndicaliste et le type éducationniste-réalisateur. Cette démarche relève donc de l'anthropologie sociale, avec toutes les réserves que celle-ci peut éveiller, sachant qu'elle a été largement exploitée dans le cadre d'études marketing servant l'idéologie de la société marchande. Mais la pertinence se dégage aussi ici de l'objet même de son étude. Sa typologie traverse l'histoire de l'anarchisme, qu'il fait débiter, sans doute pour des raisons pédagogiques, en 1830, alors qu'il est communément admis qu'elle commence en 1878. Ce parti pris audacieux, et avec lequel on peut se montrer assez réservé, porte en lui les éléments d'une polémique aux confins de l'histoire et de l'idéologie, qui sans doute ne manquera pas de susciter des réponses érudites.

Ces types, expose l'auteur, se succèdent chronologiquement et correspondent à des moments historiques bien précis. À l'insurrectionnaliste post-communard (1878-1886) succéda une dominante syndicaliste à partir de 1888. Il y eut ensuite la calamiteuse période insurrectionnelle de la propagande par le fait de 1892-

1894, puis, face au désastre qui s'en suivit, à nouveau un repli sur le type syndicaliste révolutionnaire. Lequel assumait l'héritage insurrectionnel dans des pratiques telles que le sabotage ou la grève insurrectionnelle. Par ailleurs, en marge de ces courants, le courant éducationniste-réalisateur, animé par les tenants de l'individualisme, développait ses théories et ses pratiques au travers des coopératives et des communautés (la Cécilia). Il lutta pour une transformation sociale graduelle. Vision romantique et impatience révolutionnaire des uns, conception de l'action autonome de la classe ouvrière pour les autres. Le syndicalisme se présente, pour nombre de militants, comme la sortie de l'impasse dans laquelle les insurrectionnels avaient conduit l'anarchisme. Parallèlement, l'engagement dans un socialisme expérimental des éducationnistes-réalisateurs reposait sur des valeurs morales que ces propagandistes voulaient exemplaires et qui renouaient avec la tradition des socialistes utopistes français. Leur exemple, l'éducation et la création de nouveaux rapports humains devaient permettre la formation d'une conscience sociale capable de provoquer une révolution non-violente. La mise en pratique de leurs idéaux humanistes devait, selon eux, transformer durablement les rapports de production et de pouvoir.

Une fois de plus, à la lecture de la thèse de Gaetano Manfredonia, il apparaît donc que l'anarchisme se définit à l'aune de ses pratiques militantes. Un texte facile à lire qui a, vous l'aurez compris, le grand mérite de stimuler la réflexion politique et historique et de renouveler l'approche de l'histoire du mouvement libertaire.

JLD



**LA DÉCADENCE
SÉCURITAIRE**

**de Gilles Sainati et
Ulrich Schalchli**
La Fabrique,
2007, 106 p., 14 €

Tous délinquants

Tolérance zéro, pénalisation des comportements sous le vocable d'« incivilités », tatouage des populations à travers les divers fichiers informatiques, marquage génétique sauf pour les délinquants financiers, inféodation de l'appareil judiciaire à un exécutif musclé : l'angle d'observation proposé par Gilles Sainati et Ulrich Schalchli, membres du syndicat de la Magistrature, est celui de la disparition des notions même de justice, de juste et de droit au profit d'un arbitraire bureaucratique au service d'une fraction de plus en plus étroite de la population qui détient les commandes. Les dernières lois sarkozystes ne sont que la conséquence de la chute rapide, en l'espace d'une dizaine d'années, de pans entiers de l'« État de droit » depuis que Lionel Jospin, alors Premier ministre d'un gouvernement de gauche, a proclamé qu'« un citoyen dont la sécurité n'est pas assurée ne peut exercer son droit à la liberté ». Cette logique binaire qui tend à faire croire que nous avons à choisir entre liberté et sécurité est contraire aux principes fondateurs inscrits dans la Déclaration des droits de l'Homme de 1789 qui, au contraire, érige la sûreté de l'individu vis-à-vis de la puissance de l'État comme condition de la liberté : la sûreté, c'est « une garantie des individus contre l'arbitraire du pouvoir et de ses agents, c'est la sécurité du droit ».

Les prisons sont pleines et la durée moyenne de la détention a plus que doublé en l'espace de vingt-cinq ans : le juge n'est plus là pour juger « en son âme et

conscience » mais pour faire du chiffre ; il doit endosser ses nouveaux habits de « manager de l'économie judiciaire ». L'impartialité de la justice est battue en brèche par l'arsenal des nouveaux textes qui permettent à l'accusation de s'ériger en juge puisque le procureur peut distribuer les peines par le biais de la composition pénale ou du « plaider coupable », avec à la clé un « tarif » préétabli et une défense réduite au rôle de caution. Cette confusion entre autorité de poursuite et autorité de jugement transforme le juge en simple greffier du procureur. Ce dernier est lui-même dans la dépendance de la police par le biais des pôles de « traitement en temps réel » où « les substituts affublés d'écouteurs téléphoniques entérinent le choix des enquêteurs et délivrent des dates de convocation sans pouvoir diriger les investigations ni contrôler la régularité des procédures ». En privilégiant les poursuites en matière de délinquance « visible », à savoir les fameuses « violences urbaines », au détriment des autres formes de délinquance « invisible », notamment économique et financière, est ainsi consacrée la prééminence du ministère de l'Intérieur sur le ministère de la Justice. À l'arrivée, on se retrouve avec un citoyen qui est d'abord perçu comme un suspect, un délinquant potentiel.

Nous voici entrés dans l'ère de la surveillance généralisée. L'irréversible est en train de se commettre : l'État « démocratique » est en train de devenir un État « bureaucratique à visée totalitaire ».

Jean-Jacques GANDINI

La révolution russe dans les tranchées

20000, c'est le nombre de soldats russes ayant combattu dans les tranchées sur le front français durant la Première Guerre mondiale, en vertu d'un accord entre le gouvernement français et le régime tsariste. La Russie manquait d'armes, la France avait besoin de bétail humain à opposer à la machine militaire allemande... Ce que ni l'un ni l'autre État n'avait prévu, c'est que ces troupes russes dont on louait, évidemment, le courage et la discipline, seraient happées au printemps 1917 par l'annonce de l'abdication de Nicolas II... C'est cette histoire que nous conte Rémi Adam dans un livre intitulé *1917, la révolte des soldats russes en France*, publié par une jeune maison d'édition de la région parisienne, Les Bons caractères.

L'annonce de l'abdication de Nicolas II bouleverse la piétaille comme les gradés. La piétaille, ouvrière et paysanne, usée par une année passée dans la boue, qui a perdu nombre des siens dans les corps à corps sanglants, ne peut accueillir qu'avec intérêt les bouleversements politiques en cours dans la mère patrie. Elle ne rêve que d'une chose : revenir au pays, même si c'est pour lutter sur le front oriental, et participer au mouvement populaire. Dans le corps des officiers, c'est la crainte qui domine : sans l'ombre tutélaire du tsar, comment maintenir l'ordre et la discipline ? Comment « changer pour que rien ne change » en somme, comment légitimer aujourd'hui la discipline brutale et non avare de châtiments corporels, non plus au nom du Tsar de toutes les Russies mais au nom de Kerenski et de son gouvernement provisoire ?

Impossible de cacher la nouvelle à la troupe. La communauté russe exilée en France s'évertue à informer les soldats des premiers pas de la révolution russe. Elle leur parle de soviets, de réforme agraire. Les offensives militaires meurtrières d'avril 1917 finissent de convaincre les hésitants : le retour en Russie est sur toutes les lèvres. Rapidement la situa-

tion devient intenable : l'état-major français, craignant que le désordre du corps expéditionnaire russe ne rejaillisse sur des troupes françaises secouées par des mutineries, décide de les éloigner du champ de bataille et de les cantonner en Creuse au camp de la Courtine. Là-bas, durant quelques mois va se dérouler un face-à-face terrible entre des membres du corps expéditionnaire acquis aux idées de la Révolution et l'état-major russe qui s'appuie sur une partie des troupes qui lui est restée fidèle.

Rémi Adam nous fait partager les hésitations des uns et des autres relatives à la nature du nouveau régime russe, les atteroiements des états-majors et gouvernements respectifs qui ne savent comment gérer des soldats armés, échappant à leur contrôle. À la fin de l'été, la décision est prise : il faut soumettre les mutins. Ainsi, au cours du mois de septembre 1917, à plusieurs centaines de kilomètres du front, l'armée française et les troupes russes fidèles au gouvernement provisoire vont bombarder le camp de la Courtine. Trois jours plus tard, elles obtiennent la reddition des mutins. Combien de morts ? Nul ne le sait. Plusieurs centaines, assurément, morts sous les bombes, tués par balles ou liquidés après coup.

Mais ce massacre ne mettra pas un terme à la sédition, d'autant que la figure de Lénine vient supplanter celle de Kerenski. Si quelques soldats russes consentiront à remonter au front, si d'autres, la majorité, accepteront d'intégrer des compagnies de travailleurs volontaires, d'autres encore refuseront catégoriquement de participer plus longtemps à la Grande Boucherie. Ces irréductibles seront incarcérés ou envoyés en Algérie. Ce n'est qu'en 1919 que le gouvernement bolchevik obtiendra leur rapatriement en échange de membres de la mission militaire française en Russie.

CP

La lutte en chantant

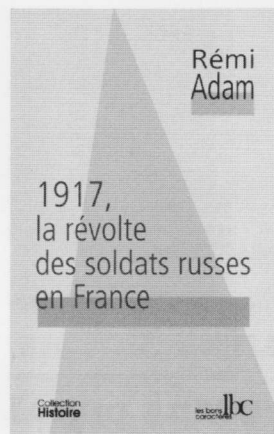
La chanson est indissociable de l'histoire populaire, et à plus forte raison de sa dimension politique. Elle fait passer les idées et les émotions. Et dans la victoire, mais le plus souvent dans la défaite, permet de transmettre aux générations futures l'âme des luttes et le désir d'émancipation sociale qui les animait. Jadis, chacun connaissait les airs et les paroles, et participait activement au plaisir que procurait l'art de chanter entre soi, sur les barricades ou autour d'un brasero lors d'une occupation d'usine. Création de paroles de circonstance sur une scie connue de tous. Détournement avant la lettre. Dans son célèbre roman *Philémon, vieux de la vieille*, Lucien Descaves écrivait, en parlant des vieux communards, « quoi de plus naturel pour cette génération de chanteurs » que de fredonner à tout bout de champ. Certes, la tradition s'est un peu perdue avec l'arrivée de la radio et la diffusion du disque, mais elle a parfois de beaux restes. Et c'est dans les moments de forte intensité historique qu'on les redécouvre avec plaisir, non sans une certaine nostalgie.

Christiane Passevant et Larry Portis ont eu la bonne idée de publier aux éditions Scali une anthologie des « chants qui ont changé le monde ». Ils reprennent, poursuivent et complètent leurs travaux (*La canaille*,

Histoire sociale de la chanson française, paru en 2004 aux éditions de la CNT-RP). On y trouve les chansons de la Commune bien sûr, celles de Pierre Jean de Béranger, mais aussi l'émouvante *Chanson de Craonne* (1917). Il y a celles d'auteurs anonymes et celles de John Lennon, Woody Guthrie, Millard Lampell ou de Bérurier noir. Ainsi que la *Complainte de Flora* (2003), hommage à Flora Tristan, d'Isabelle Poivert, que bien des lecteurs ne doivent pas connaître, tant sa diffusion fut confidentielle.

Cet ouvrage a en outre le mérite de ne pas oublier la belle parodie de *Il est cinq heures* de Jacques Dutronc réalisée en 1968 par Jacques Le Glou. C'est dire si on est face à une exigence d'exhaustivité qui permettra au lecteur de se rafraîchir la mémoire ou de se pencher sur des textes inconnus. Chaque chanson est précédée d'une introduction courte, mais précise. La chanson est resituée dans son contexte et sa particularité est soulignée. Ensuite, on trouve soit un extrait, soit le texte dans son intégralité. Doté d'un index des noms et des chansons, ce dictionnaire représente une somme de connaissances utile pour tous ceux qui aiment visiter un temps où l'on luttait en chantant.

JLD



1917, LA RÉVOLTE DES SOLDATS RUSSES EN FRANCE

de Rémi Adam

Les Bons caractères,
2007, 283 p., 13,50 €



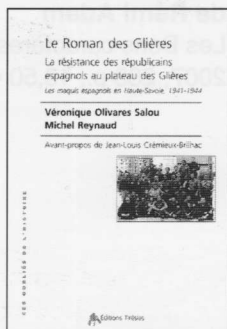
DICTIONNAIRE DES CHANSONS POLITIQUES ET ENGAGÉES

de Christiane Passevant
et Larry Portis

Éditions Scali,
2008, 352 p., 34 €



**LE STADE DUBAÏ
DU CAPITALISME**
de Mike Davis
Les Prairies ordinaires,
2007, 90 p., 8 €



**LE ROMAN DES
GLIÈRES**
**LA RÉSISTANCE
DES RÉPUBLICAINS
ESPAGNOLS AU PLATEAU
DES GLIÈRES**
de Michel Reynaud
et Veronique
Olivares Salou
Tirésias, 2007, 224 p., 16 €



**LES JARDINS
DE L'ART BRUT**
de Marc Décimo
Les Presses du réel,
coll. « l'écart absolu »,
2007, 272 p., 26 €

L'incarnation d'un rêve ultra-réactionnaire

La première moitié de ce petit opuscule reproduit un article du chercheur américain Mike Davis, bien connu en France depuis la traduction de son ouvrage, *City of Quartz. Los Angeles capitale du futur* (1998), qu'il ne faut pas manquer¹. Dans ces quelques pages denses, claires et informées, il établit un constat accablant et inquiétant de l'état du monde et d'une évolution en cours du capitalisme avec une roborative étude sur Dubaï, cette ville-État du Golfe persique d'un million et demi d'habitants qui est aujourd'hui, après Shanghai, le plus grand chantier du monde. Afin d'en faire « *le berceau d'un monde enchanté entièrement dédié à la consommation la plus ostentatoire* », cet ancien village de pêcheurs est devenu en moins de deux décennies une métropole mondiale qui a déjà dépassé Las Vegas, « *cette autre vitrine du désir capitaliste, dans la débauche spectaculaire et la surconsommation d'eau et d'électricité* », multipliant des dizaines de méga-projets extravagants, en cours de réalisation ou en élaboration avancée, dont des îles artificielles reproduisant les pays du monde, le plus haut gratte-ciel de la planète, un hôtel de luxe sous-marin, un giga-centre commercial, une piste de ski indoor, etc. On peut déjà y séjourner, si l'on peut dire, dans l'hôtel sept étoiles Burj Al-Arab pour 5 000 dollars la nuit et y croiser une clientèle de familles royales arabes, de rock stars anglaises et de milliardaires russes.

Mais l'envers de ce gigantesque décor consumériste pour nouveaux riches au mauvais goût superlatif est nettement moins reluisant. D'abord, par son lieu géographique, la ville est à proximité de la zone des conflits du Proche-Orient : elle participe donc d'une politique de la

peur, caractéristique principale de l'état actuel du capitalisme avancé sur tous les continents – celui-ci allant même jusqu'à tirer le plus grand profit des catastrophes qu'il produit comme l'a établi par ailleurs Naomi Klein. Le système politique oligarchique de la ville-État est, comme l'écrit l'auteur, « *l'incarnation du rêve des réactionnaires américains – une oasis de libre-entreprise sans impôts, sans syndicats et sans partis d'opposition (ni élections, d'ailleurs)* ». Le tableau ne serait pas complet si l'on ne disait pas l'essentiel : ces chantiers pharaoniques sont tous construits par une majorité de serfs invisibles – main-d'œuvre immigrée réduite quasiment à l'esclavage et dépourvue de tout droits sociaux.

À l'encontre des chantages de la « démocratie de marché », du « développement durable » et du capitalisme vert, l'exemple de Dubaï démontre qu'une partie de l'élite capitaliste mondiale se lance dans une véritable fuite en avant : elle fait absolument fi de tout ce qui pourrait entraver sa soif inextinguible de profit à court terme et l'hédonisme primaire de sa folie consumériste, sacrifiant sans vergogne non seulement, dans l'immédiat, l'intérêt du plus grand nombre, mais aussi, à moyen terme, celui de l'humanité tout entière en dehors d'une infime minorité de privilégiés obnubilés par les satisfactions de leur ego.

CJ

1. On peut le lire aux adresses suivantes : <http://www.mouvements.info/spip.php?mot97> ; http://infokiosques.net/imprimersans2.php?id_article=519. Signalons aussi, du même auteur, *Petite histoire de la voiture piégée*, Zones/La Découverte, 2007.

Des résistants oubliés

Les républicains espagnols vaincus du franquisme ont tenu une place importante dans la Résistance, en particulier dans le maquis des Glières en Haute-Savoie. Pas un ouvrage n'avait été particulièrement consacré à leur action, parfois évoquée, jamais étudiée. Après avoir livré une longue guerre de trois ans sur leur sol natal et séjourné dans de sinistres camps d'internement, ils arrivent en Haute-Savoie. Deux compagnies de travailleurs, affectées à l'entretien des routes et à l'assèchement des terrains, vont peu à peu disparaître dans le maquis. Ces hommes vont clandestinement s'installer dans des conditions de vie difficiles, dans différents chalets pour échapper à la déportation. Ils vont rencontrer les maquisards français et une solida-

rité va se nouer entre les antifascistes aguerris et les jeunes antinazis. Ils vont mettre leur expérience au service de la Résistance et conquérir la confiance et l'amitié de tous, y compris des gradés du 17^e BCA. Ces « noirs et rouges » participent aux plus durs des combats. Le 30 janvier 1944, sur les cent vingt hommes chargés de réceptionner le parachutage d'armes de Londres, cinquante-six sont des maquisards espagnols.

C'est l'histoire de ces hommes exilés et amoureux de la liberté, au destin exceptionnel (plusieurs d'entre eux mourront les armes à la main en octobre 1944 dans une tentative d'assassinat de Franco) que présentent les auteurs de ce livre, modèle de rigueur et de passion.

PHZ

L'art des fous

Dans cet ouvrage richement illustré, Marc Décimo présente d'abord une courte étude sur ce que l'on a longtemps considéré comme un « art des fous », avant que l'on ne mette en avant la notion d'art « brut », première étape de sa reconnaissance dans les pratiques artistiques admises. Si les anciens sont désormais entrés au musée ou ont obtenu une reconnaissance incontestée, comme le palais idéal du facteur Cheval, l'aventure « artistique » des gens de peu se poursuit aujourd'hui loin des institutions idoines.

Marc Décimo propose ensuite un large florilège de cet art du bord des routes et des jardins privés, de l'Europe à l'Amérique, sans jugement de valeur a priori sur sa qualité esthétique dont chacun se fera juge. Des personnages,

souvent aussi inspirés que pittoresques, mettent en forme leur univers intérieur malgré l'incompréhension et les quolibets du voisinage et des passants, rêvant d'inventer « *des choses impossibles à inventer* », tel le forgeron Raymond Moralès, à Port-de-Bouc, en bordure de la Nationale 568. On pourrait appliquer à tous ces jardiniers de l'improbable l'affirmation de Jean Dubuffet sur l'art : « *La seule chose importante est qu'il ne cherche à imiter personne, mais qu'il fasse ce qu'il a envie de faire, en toute simplicité, pour son propre plaisir, et sans fausse honte. Si c'est fait autrement qu'on a l'habitude, que c'est saugrenu, que c'est imprévu au point de faire rire peut-être, eh bien tant mieux ! C'est la marque de l'inattendu. L'art doit toujours un peu faire rire et un peu faire peur.* »

Les hommes d'Amiens

Les actes du colloque de Nérac consacré, en novembre 2006, à la charte d'Amiens, ont été publiés aux éditions d'Albret. Nérac, comme la ville où Victor Griffuelhes, fils de cordonnier et ouvrier cordonnier lui-même, vécut jusqu'à son adolescence. À la différence des autres colloques organisés par des syndicats (CNT, CGT et FO) dans un cadre militant en plus ou moins bonne forme, celui-ci porte la marque d'un discours universitaire. Docteurs d'État, doctorants, professeurs d'histoire, maîtres de conférence signent tour à tour des articles plutôt fouillés et parfaitement bien documentés, un peu à la manière d'anthropologues étudiant une civilisation à jamais disparue. Ils s'efforcent de nous livrer les traits caractéristiques d'un engagement politique propre à la Belle Époque. Leur ambition est d'aider le lecteur à en saisir le substrat politique et ses déclinaisons, stratégiques, organisationnelles, tactiques et opérationnelles. Et, ce faisant, l'objet de leur étude se dévoile.

Les intervenants révèlent les arcanes des actions décrites et commentées avec érudition. On notera en particulier une contribution de Jean Maitron, éditée en 1986, que Claude Penneret présenta. Elle offre une promenade dans une galerie de portraits, tous plus vivants et attachants les uns que les autres. Les

hommes d'Amiens – intitulé de l'article – gagnent en effet à être connus, surtout quand Jean Maitron s'en fait le peintre. Les conférenciers explorent le contexte politique et syndical de l'époque. Leur étude dépasse largement le cadre de la charte d'Amiens. Elle tente de nous dresser un état des lieux des courants socialistes révolutionnaires qui jouèrent un rôle important dans le processus aboutissant à la déclaration historique. David Hamelin, en particulier, nous livre un article des plus intéressants sur les « allemanistes » du PSOR. C'est l'occasion, comme le rappelle l'auteur, de prendre nos distances avec les déformations opérées par le courant marxiste qui, sous l'influence d'une vision léniniste, « caricature ou grossit le trait afin de montrer une CGT insurrectionnelle et tend à la délégitimer ». Mais aussi de remettre à leur juste place ceux qui survalorisent l'influence des libertaires dans le syndicalisme révolutionnaire.

Cet ouvrage d'un grand intérêt engendre toutefois un malaise dû pour l'essentiel à la distance qu'il exprime, bien malgré lui, entre l'objet de son étude et la parole qui la porte, parole instituée dans un ordre du discours étranger à l'esprit des chartistes. Signe des temps sans doute.

JLD

État des lieux audiovisuels

En éliminant les droits et avantages acquis, le néolibéralisme a restauré l'autorité dans des hiérarchies redessinées. Qui s'en plaindrait s'il s'agit d'assurer une bonne gouvernance, comme on dit aujourd'hui ? À condition de ne pas brader les valeurs culturelles patrimoniales. Cette situation nouvelle a surtout restauré la jouissance du pouvoir dans un climat de connivence souvent conflictuelle.

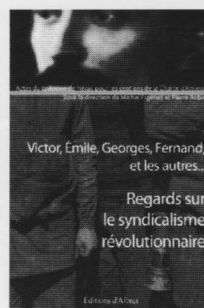
Deux livres en livrent le témoignage, l'un pour la radio, l'autre pour la télévision. Patrick Broguière, qui anime un site de défense de la chaîne, publie *France Culture. La destruction programmée d'une université populaire*, un livre dans lequel il dénonce la renonciation à un « idéal d'éducation populaire et "d'élitisme pour tous" [situé] à l'opposé de la massification actuelle qui tend à mépriser la culture savante et à mettre en avant des ersatz culturels, des bavardages et des arts mineurs ».

À ses origines, la radio investie de la mission de

service public diffusait les valeurs du patrimoine dans sa perspective historique. Depuis trois décennies, la rupture privilégie les aspects marchands d'une sous-culture dont elle assure la promotion. Dans le même temps, la télévision a évacué ces missions comme obstacles à l'objectif concurrentiel de l'audience. À TF1, la « starisation » désigne une aristocratie dont les élus entretiennent une autosatisfaction narcissique précaire. C'est ce panier de crabes que décrit un collectif de journalistes sous le pseudonyme de Patrick Le Bel dans *Madame, Monsieur, Bonsoir. Les dessous du premier JT de France*.

JJL

Les lecteurs assidus de *Gavroche* n'auront pas été surpris d'apprendre que le livre *Survivre avec les loups* de Misha Defonseca n'était pas tiré d'une histoire vraie, comme l'avait laissé entendre Jean-Louis Panné dans le n° 144 de la revue, en décembre 2005. L'auteur a récemment avoué qu'elle n'avait pas traversé à pied l'Europe en guerre pour rejoindre ses parents, ni vécu avec des loups, contrairement à ce qu'elle prétendait jusqu'à présent.



VICTOR, ÉMILE, GEORGES, FERNAND, ET LES AUTRES...

REGARDS SUR LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

s.d. Michel Pigenet et Pierre Robin

Éditions d'Albret, 2007, 335 p., 18 €

FRANCE CULTURE

LA DESTRUCTION D'UNE UNIVERSITÉ POPULAIRE

de Patrick Broguière
Delga, 2007, 9 €

MADAME, MONSIEUR, BONSOIR

de Patrick Le Bel

Panama, 2008, 168 p., 15 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à *Gavroche* à partir du numéro 155

Un an (4 numéros) : 30 € – Étranger : 32 € (par avion)

Tarif spécial étudiant et chômeur : 20 € – Tarif de soutien : à partir de 35 €

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresser bulletin et titre de paiement à : Scoop Presse – Gavroche, BP 863, 27008 Evreux Cedex



L'amateur de livres

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables... **Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci!**

Baudrillard (J.) et Kuhn (M.), « Lisons ! » Lectures et citations. Cours moyen et cours supérieur. Nathan, 1914, broché, 352 p., nombreuses illustrations dans le texte, couverture défraîchie sans dos 12 €

Bérout (Sophie) et Régin (Tania), Le roman social. Littérature, Histoire et Mouvement ouvrier. Éditions de l'Atelier, 2002, 287 p., bibliographie, état neuf 20 €

Briand (Aristide), La grève générale & la Révolution. Discours prononcé au congrès du Parti socialiste en décembre 1899. Les éditions à bon marché du « Progrès », Le Havre, fascicule de propagande de 16 p. avec un portrait de Briand sur la couverture. Rare plaquette en état médiocre, mais sans manque au texte 18 €

Bruhat (Jean), Histoire du mouvement ouvrier français. T.1, Des origines à la révolte des Canuts. Éditions sociales, 1952, broché non coupé, 288 p., index des noms et des lieux, envoi 20 €

Cahiers idéalistes français n° 4, mai 1917. Textes de M. Martinet, G. Séailles, H. Ryner, Ch. Cousin, J. Mesnil, M. Dallemé et E. Jardin. Rare brochure de 28 p., bon état 20 €

Chautard (Émile), Goualantes de La Villette et d'ailleurs. Marcel Seheur, 1929, 282 p., broché, couverture illustrée, dessins

de Berdon et de Serge, photo de l'auteur en front., bel exemplaire 50 €

Cuvillier (Armand), Un journal d'ouvriers ; « L'Atelier », 1840-1850. Avant-propos d'Édouard Dolléans. Éditions ouvrières, 1954, 223 p., broché sous jaquette illustrée (déchirée), bibliographie. Bel exemplaire 15 €

Décembre-Alonnier, Le coup d'État du 2 décembre 1851. Historique des événements qui ont précédé le coup d'État jusqu'à ceux qui ont suivi ces événements. Décembre-Alonnier, 1868, 216 p., avec une longue liste de personnes non militaires tuées les 3 et 4 décembre. Bibliographie, parfait état 30 €

Dolléans (Édouard), Histoire du mouvement ouvrier. Armand Colin, 1947-1953. Complet de ses 3 volumes (1830-1871 ; 1871-1936 ; 1921 à nos jours). Envoi sur T1 et T3. Parfait état 50 €

Dommanget (Maurice), Histoire du drapeau rouge des origines à la guerre de 1939. Librairie de l'Étoile, relié toile, 503 p., envoi 50 €

Fejto (François), Le printemps des peuples. 1848 dans le monde. Éditions de Minuit, 1948, ouvrage collectif en 2 volumes (450 et 470 p.), préface de Vercors, état neuf 35 €

Homo Syndicus, Le nouvel homme !... Éditions Syndicales FGTB, Liège, 1945, broché, couverture rigide, 223 p. 15 €

Lacaze-Duthiers (Gérard de), Visages de ce temps. Visages de mensonge, visages de haine, visages de fous. La Ruche ouvrière, 1950, broché sous couverture illustrée couleurs par Delatousche,

exemplaire non coupé, rare exemplaire de ce livre pamphlet en parfait état. 50 €

Lamberet (Renée), Mouvements ouvriers et socialistes (chronologie et bibliographie). L'Espagne (1750-1936). Éditions ouvrières, 1953, S.P. 205 p., rare ouvrage sur la bibliographie du mouvement ouvrier espagnol. État neuf 30 €

Lefranc (Georges), Histoire du mouvement syndical français. Librairie syndicale, 1937, 471 p., on joint quelques coupures de presse, parfait état 25 €

Monatte (Pierre), Trois scissions syndicales. Masses et militants. Éditions ouvrières, 1958, jaq. illustrée, 256 p., état neuf ... 25 €

Moulin (Charles), 1848 Le livre du centenaire. Éditions Atlas, 1948, Fort In-4 broché, 331 p., avec 40 planches hors texte. Bel exemplaire 40 €

Normandy (G.) et Poinot (M.-C.), Les poètes sociaux. Anthologie de poésies sociales. Louis-Michaud s.d. (1912 ?), xxxii, 120 p., 7 gravures et portraits, couverture illustrée de F. Robida 30 €

Richepin (Jean), La chanson des gueux. Poèmes. Flammarion, 1921, 267 p., illustrations hors texte de Renefer, glossaire argotique, légèrement défraîchi ... 30 €

Seilhac (Léon de), Le monde socialiste. Les partis politiques, les congrès, les différentes formules du collectivisme. Victor Lecoffre, 1904, 316 p., exemplaire non coupé en parfait état 30 €

Villard (A.), Le socialisme moderne, son dernier état. Guillaumin et Cie, 1889, 298 p., E.O. Exemplaire non coupé. Rare ouvrage en très bon état 50 €

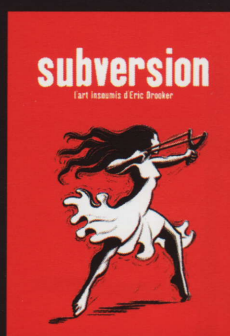
LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe — 27000 EVREUX — Tél. 02 32 33 22 33

Nom : Adresse :

Je vous commande les livres suivants :

Auteur	Titre	prix
Port et emballage prix forfaitaire		4,00 €
Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal		Total

Éric Drooker, la beauté du dessinateur frondeur



SUBVERSION

L'ART INSOUMIS D'ERIC DROOKER

L'Échappée,
coll. « Action graphique »,
2007, 127 p., 20

« Dans un monde saturé d'images consensuelles et laides », cette nouvelle collection des éditions L'échappée propose « des travaux graphiques qui subvertissent l'ordre établi ». Après un pre-

mier titre réussi, *CARtoons. Le Cauchemar automobile* du dessinateur américain Andy Singer, le second volume publié présente la seule anthologie disponible en français sur un autre dessinateur américain d'importance, mais d'un tout autre genre que le précédent, Eric Drooker.

Préfacé par le poète de la *Beat Generation*, Allen Ginsberg (1926-1997), et avec un avant-propos en forme d'entretien avec Mumia Abu Jamal, l'ouvrage reproduit plusieurs dizaines de dessins et gravures de Drooker regroupés en trois thématiques : « survivre », « résister » et « dénoncer ». Enfin, un long entretien permet de mieux connaître l'itinéraire et le travail de ce dessinateur new-yorkais qui a trouvé son inspiration première dans les rues et les luttes sociales de sa ville de naissance, avant de conquérir une notoriété méritée sans renoncer à ses idées radicales. Ses dessins sont en effet publiés dans de nombreux journaux, *The New York Times*, *Times*, *The Village Voice*, *The Nation*, *The Progressive*, etc., tout en continuant à être reproduits sur des tracts, des affiches ou des journaux alternatifs du monde entier.

Fait assez rare pour être souligné, l'efficacité de la critique sociale de son dessin va non seulement de pair avec la qualité esthétique, mais semble lui être consubstantielle, comme dans un de ses plus beaux dessins où l'on voit deux SDF isolés tenter de se réchauffer autour d'un brasero sous le pont de Brooklyn tandis que la neige tombe sur la ville et leur abandon. Mais plus encore que ses dessins en couleur, ce sont sans doute ceux à la manière noire qui possèdent la plus grande efficacité et la plus grande force, évoquant l'œuvre de Frans Masereel et faisant de Drooker un artiste véritable à découvrir... et à utiliser d'urgence.



Eric Drooker, la beauté du...

SUBVERSION

ET LES...
ERIC DROOKER



L'INTOX

VIENT
A DOMICILE